

LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE **RAPPORT 2023**

Rapport abrégé



Aide à
l'Église en Détresse

ACN CANADA

Un rapport publié par l'Aide à l'Église en Détresse (Aid to the Church in Need), une œuvre pontificale de l'Église catholique.

Le rapport 2023 est la 16^e édition du rapport de l'œuvre pontificale de l'Aide à l'Église en Détresse (Aid to the Church in Need) sur la liberté religieuse dans le monde, publié tous les deux ans en anglais, français, allemand, italien, portugais et espagnol.

Rédactrice et directrice de la rédaction: Marcela Szymanski

Président du comité de rédaction et rédacteur en chef: Mark von Riedemann.

Comité de rédaction:

José Luis Bazán, Roger Kiska, Maria Lozano, Irmina Nockiewicz, John Pontifex, Carla Diez de Rivera

Rédacteurs régionaux: Paulina Eyzaguirre, Roger Kiska, Mark von Riedemann

Secrétaires de rédaction: Vanessa Bartelt, Ravi Jay Gunnoo, William Hirst, Irmina Nockiewicz, Pierre Rossi

Auteurs et contributeurs:

Daisy An, José Luis Bazán, Pamela Chavez, Marissa Eckelkamp, Madeleine Enzlberger, Pamela Paulina Eyzaguirre, Roger Kiska, Robert Lalonde, Maria Lozano, Raquel Martin, Conn McNally, John Newton, Huan Nguyen, Irmina Nockiewicz, Chris Ostertag, Maurits Potappel, Xavier Pereira, Marta Petrosillo, John Pontifex, F. Borba Ribeiro Neto, José Carlos Rodriguez Soto, Benedict Rogers, Andrew Scarafile, Chiara Verna.

Traducteurs:

Ravi Jay Gunnoo, Philippe Joas, Mercedes Lucini, Shahid Mobeen, Pierre Rossi, Sofia Sondergaard, Wort-Wahl Team.

Conception:

Conception de la couverture: Joao Sotomayor @jsdesign.pt

Conception de la mise en page: Michał Banach, Poland

Droits d'auteurs et citations

Veuillez consulter les droits pour chaque photographie. Sauf indication contraire, tous les documents peuvent être cités sans demander d'autre autorisation, mais en mentionnant : « Rapport sur la liberté religieuse dans le monde 2023 », l'Aide à l'Église en Détresse Internationale (Aid to the Church in Need International), juin 2023.

<https://acninternational.org/religiousfreedomreport>

Demandes des médias

Veuillez contacter le bureau de l'AED de votre pays ou Maria Lozano à ACN International, press@acn-intl.org.

Avertissement

Pour la production du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde, tous les efforts possibles ont été faits pour assurer que les normes éditoriales les plus élevées soient respectées. Toutefois, en présentant ce rapport, l'Aide à l'Église en Détresse (Aid to the Church in Need) reconnaît qu'elle n'a pas eu la possibilité de vérifier de façon indépendante l'intégralité des informations qui y sont exposées. Le rapport s'appuie sur de multiples sources et présente des études de cas dans le but de faire la lumière sur la nature et la gravité des violations de la liberté religieuse. Il convient de ne pas accorder une importance aux cas qui ont été choisis pour être examinés. Ils sont présentés à titre d'exemples et pour illustrer la situation en matière de liberté religieuse. Dans de nombreux cas, d'autres exemples conviendraient tout autant. Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'œuvre pontificale l'Aide à l'Église en Détresse (Aid to the Church in Need), mais participent à la compilation des divers documents contenus dans le rapport.

Sauf indication contraire, toutes les données sur les pays, la démographie religieuse et le PIB par habitant (ajusté à la parité de pouvoir d'achat-PPA, pour permettre la comparaison entre les pays) proviennent des dernières informations disponibles de : Todd M. Johnson and Brian J. Grim, eds. World Religion Database (Leiden/Boston: Brill, 2020). Les chiffres de l'indice Gini I sont les derniers disponibles sur le site www.databank.worldbank.org. L'indicateur Gini mesure l'inégalité des revenus et la répartition de la consommation, un indice Gini de 0 représente l'égalité parfaite, tandis qu'un indice de 100 implique une inégalité totale.

Introduction

Par Regina Lynch,
Présidente du conseil exécutif, ACN International

Aid to the Church in Need (ACN) -en français l'Aide à l'Église en Détresse-AED - est une œuvre pontificale catholique créée en 1947 pour soutenir les chrétiens souffrants et persécutés dans le monde qui sont en détresse pastorale et matérielle. Depuis plus de 75 ans, les projets de l'AED cherchent à maintenir la foi vivante dans les régions du monde où l'Église catholique est confrontée à la discrimination, à l'oppression et à la persécution.

Bien que ces projets répondent aux demandes des évêques et de nos autres partenaires de projets, et qu'ils soient mis en œuvre par l'Église catholique, l'aide de l'AED profite souvent aussi à d'autres communautés confessionnelles, tant directement qu'indirectement. Par exemple, au Liban, où l'AED soutient les écoles catholiques, de nombreux élèves sont musulmans. Ces familles musulmanes recherchent l'éducation catholique en raison de sa haute qualité. Cela favorise également le dialogue entre les différentes communautés confessionnelles.

En Afrique subsaharienne où la violence djihadiste fait rage, lorsque les villages ruraux sont attaqués par Boko Haram ou l'État islamique, les villageois – tant musulmans que chrétiens – fuient vers le lieu de refuge le plus proche. Là où il n'y a ni l'armée ni la police, ces victimes cherchent souvent refuge dans des églises. Ici aussi, l'AED est appelée à aider les prêtres et les religieuses en offrant des soins et un réconfort spirituel à ceux qui sont traumatisés. Comme le démontre la préface de Sœur Gloria, dans les situations de crise extrême où les ONG, les employés de l'ONU et les diplomates n'ont d'autre choix que de partir, l'Église catholique finit par être le seul fournisseur de soins matériels et pastoraux – ainsi que la seule voix qui plaide au nom des victimes. L'Église ne s'en va jamais, parce qu'elle est du pays.

Depuis 1999, l'AED publie le *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* – une analyse globale (196 pays) évaluant le statut de ce droit de la personne fondamental pour les fidèles de toutes les traditions religieuses. On nous demande souvent : « Pourquoi produire un rapport sur la liberté religieuse ? »

Le rapport *Persécutés et oubliés?* de l'AED évalue l'oppression des chrétiens, mais cela ne peut être compris que dans le contexte du droit de chaque individu à être libre de toute coercition par rapport à sa religion.

Les commentaires concernant les éditions précédentes du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde ont de plus en

plus souligné le désir non seulement d'être informé et de prier pour cette situation, mais aussi, celui de prendre des mesures pour aider. Les personnes qui s'intéressent au rapport nous ont dit qu'elles voulaient savoir s'il y avait quelque chose qu'elles pouvaient faire pour soutenir les survivants et survivantes de persécutions et empêcher que des violations de la liberté religieuse ne se produisent encore à l'avenir.

L'une des réponses clés est d'aider. En tant qu'œuvre de bienfaisance catholique, l'AED soutient plus de 5 000 projets dans 132 pays à travers le monde. En plus de l'aide pastorale et de l'aide d'urgence, le présent rapport sur la liberté religieuse présente pour la première fois aux lecteurs des suggestions d'actions de soutien.

1. Prier : priez pour les victimes de discrimination et de violence ;
2. Partager des informations : faites connaître ce rapport dans vos réseaux – famille, amis, en personne et sur les médias sociaux – et insistez sur les principales conclusions du rapport ;
3. Parler au nom des victimes de persécution : utilisez ce rapport pour identifier les cas d'individus ou de groupes de personnes qui ont subi des violations de la liberté religieuse et défendez-les dans vos communautés et réseaux en utilisant les médias sociaux ;
4. Dialoguer avec les hommes politiques : informez et encouragez vos représentants politiques (par exemple, les parlementaires) à défendre les droits de ceux qui souffrent de discrimination et de persécution en raison de leur foi ;
5. Se tenir informé : renseignez-vous sur les nouvelles lois et politiques qui pourraient être utilisées pour persécuter les groupes confessionnels vulnérables.

Le *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* de l'AED ne cherche qu'à réunir des informations et à fournir des analyses sur les violations de ce droit de la personne fondamentale dans le monde. La qualité de cet outil dépend de ceux qui y ont recours, qui le partagent avec d'autres et qui travaillent pour apporter des changements.



Table des matières

Introduction par Regina Lynch	3
Préface de Sœur Gloria Cecilia Narváez Argoty	5
Principales constatations	6
Analyse globale	10
Analyse régionale :	
Afrique subsaharienne	18
Asie continentale	23
Asie maritime	28
Moyen-Orient et Afrique du Nord	32
Pays de l'OSCE	38
Amérique latine et Caraïbes	43
Fiches d'information :	
Article 18 : un droit indivisible divisé	8
Nigeria : une démocratie défaillante ?	16
N'y a-t-il qu'un seul bouddhisme ?	26
Les manuels scolaires et l'avenir de la liberté religieuse	30
Discours contraint	36
Les célébrations religieuses et le retour de la joie	45
Poursuite du dialogue du pape François avec les dignitaires musulmans	46
Études de cas :	
Nigeria : lapidée à mort pour un message WhatsApp	5
Congo (RDC) : téléphones intelligents, terres rares et violence djihadiste	22
Inde : lois contrôlant la démographie religieuse	25
Lebanon: The Christian exodus	35
Finlande : censure contre les Écritures	41
Nicaragua : détentions, profanations et expulsions	42
Tendance globale en ce qui concerne la liberté religieuse	48
Carte	50
Infographie	53
Sources	54

PRÉFACE

Par *Sœur Gloria Cecilia Narváez Argoty*,
Sœurs Franciscaines de Marie Immaculée

Le 7 février 2017, j'ai été enlevée à Karangasso, dans le sud du Mali, par ce que nous avons découvert plus tard être un groupe djihadiste. Après quatre ans et huit mois, j'ai finalement été libérée, le 9 octobre 2021. Sans aucun doute, ce fut l'une des expériences les plus spirituellement transformatrices de ma vie. Aujourd'hui, en regardant derrière moi, même si cela semble paradoxal, ce fut peut-être l'une des plus grandes bénédictions que Dieu m'ait données.

J'ai commencé à travailler dans ce pays africain en 2010. En tant que religieuse dans une région majoritairement musulmane, c'est surtout aux femmes que j'ai tendu la main. Je voudrais attirer particulièrement l'attention sur ce fait (travaillant dans une région à majorité musulmane), car le charisme de ma communauté religieuse, inspiré par Saint François d'Assise et les Sœurs Franciscaines de Marie Immaculée, met particulièrement l'accent sur la fraternité comme un don de Dieu.

C'est précisément cette nature fraternelle qui a fait que le peuple malien s'attache tellement à nous, missionnaires. Les musulmans de la communauté dans laquelle nous avons servi nous admiraient pour deux choses : des prières constantes et une fraternité ouverte. Ils nous ont toujours vues unies et priantes, travaillant pour les autres avec gentillesse, indépendamment du manque de confort ou de la précarité de la situation, avec un sourire permanent et des rapports de bon voisinage. Les différences d'ethnicité, de classe ou de religion ne faisaient aucune différence pour nous. Nous avons traité tout le monde avec amour.

Les familles, pour leur part, nous ont accueillies chez elles et ont partagé leur nourriture avec nous. Par exemple, à la fin du ramadan, nous étions invitées à célébrer cet événement chez elles, et nous étions toujours traitées avec une grande gentillesse. Il n'y avait pas de portes fermées ni de mur dressé. En même temps, cela fut l'occasion d'évangéliser à notre manière, car nous leur avons dit que notre travail et notre relation fraternelle avec différentes personnes n'étaient pas l'œuvre de telle ou telle religieuse, mais que tout était fait grâce à Dieu, qui est le dispensateur de toutes les bénédictions.

En revanche, pour mes ravisseurs, tout cela n'avait pas d'importance. Dans une telle situation, la fraternité qui avait été jusque-là une constante dans mon travail missionnaire a disparu. La liberté, et pas seulement la liberté physique, qui me permettait de me déplacer sans restriction, n'était plus qu'un mot, un immense désir. Au fil du temps, et peut-être à cause de ce que j'avais vécu auparavant par un contact continu, aimant, respectueux et bienveillant avec des personnes de toutes

confessions religieuses et de toutes conditions, j'ai réalisé que j'avais non seulement perdu ma propre liberté, mais aussi ma liberté religieuse : j'ai été prise pour cible, frappée et insultée pour avoir professé ma foi catholique, ou du moins pour avoir essayé de le faire.

Pourtant, malgré ces circonstances défavorables, le mauvais temps, les abus quotidiens, les humiliations, la privation de nourriture et d'eau, je n'ai jamais – pas une seule fois – manqué de remercier Dieu de m'avoir permis de me réveiller et d'être en vie au milieu de toutes ces difficultés et de tous ces dangers : comment pourrais-je ne pas Te louer, Te bénir et Te remercier, mon Dieu ? Car Tu m'as remplie de paix face aux insultes et aux mauvais traitements !

J'ai aussi prié – et je continue de prier – pour mes ravisseurs. Même quand j'étais frappée sans raison, ou simplement parce que je disais mes prières, je me disais : « Mon Dieu, c'est difficile d'être enchaînée et frappée, mais je vis ce moment comme Tu me le présentes... Et, malgré tout, je ne voudrais qu'aucun de ces hommes (mes ravisseurs) ne soit blessé ».

Dans mon travail de missionnaire, j'ai fait de mon mieux pour être respectueuse envers les autres, et cela a été essentiel pour accomplir mon travail. Si nous aimons, acceptons les autres et sommes respectueux, si nous respectons la liberté des autres de vivre selon leur religion, alors nous pouvons recevoir le même respect.

Alors que j'ai l'occasion d'écrire la préface de l'édition de 2023 du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde, je suis consciente de l'importance de parler de ce droit fondamental – la liberté religieuse – pour veiller à ce qu'il soit protégé, en particulier dans une société polarisée où l'on tente de cacher sous le tapis les abus commis contre la liberté de professer des croyances religieuses.

De mon travail missionnaire dans un environnement musulman et du partage d'une bonne partie de ma captivité avec deux femmes, l'une musulmane et l'autre protestante, j'ai appris que si nous nous aimons, nous nous acceptons et nous nous respectons les uns les autres, nous pouvons vivre comme des frères et sœurs, et que l'acceptation ne signifie pas de renoncer à ses croyances, car le vrai respect consiste à écouter, accueillir et reconnaître chaque personne pour ce qu'elle est.

Sœur Gloria Cecilia Narváez Argoty,
missionnaire de la Congrégation
des Sœurs Franciscaines de Marie
Immaculée, enlevée au Mali en
février 2017 et libérée après près de
cinq ans de captivité.



PRINCIPALES CONSTATATIONS

Dans le contexte d'un climat mondial tendu, affecté par **les conséquences de la pandémie de COVID-19, les conséquences de la guerre en Ukraine, les préoccupations militaires et économiques autour de la mer de Chine méridionale et l'augmentation rapide du coût de la vie dans le monde entier**, la liberté religieuse a été bafouée dans un nombre de pays où vivent plus de 4,9 milliards de personnes. Nous comptons 61 pays dans lesquels les citoyens ont été confrontés à de graves violations de la liberté religieuse.

La **catégorie rouge**, qui dénote l'existence de persécutions, comprend 28 pays, abritant 4,03 milliards de personnes, ce qui représente au total plus de la moitié (51,6 %) de la population mondiale. Sur ces 28 pays, 13 se trouvent en Afrique où, dans de nombreuses régions, la situation s'est fortement détériorée.

La **catégorie orange**, qui dénote l'existence d'une discrimination, comprend 33 pays, abritant près de 853 millions de personnes. La situation s'est détériorée dans 13 de ces pays.

La **catégorie « en observation »** comprend les pays où de nouveaux facteurs de préoccupation ont été observés et qui sont susceptibles de provoquer une rupture fondamentale de la liberté religieuse. Les cartes de l'Analyse régionale (pages XX) identifient ces pays par le symbole d'une loupe.

Des crimes de haine et des atrocités peuvent se produire dans chacune des catégories. Ces crimes sont la manifestation de la violation de la liberté religieuse.

Les autres pays n'ont pas été catégorisés, mais cela ne signifie pas nécessairement que tout y ait été parfait en matière de liberté religieuse.

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, les persécutions intenses sont devenues plus aiguës et encore plus fortes, et l'impunité s'est accrue. Parmi ces persécutions, il convient de noter des violations extrêmes de l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, c'est-à-dire du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

1. À l'échelle mondiale, le maintien et la consolidation du pouvoir entre les mains d'autocrates et de dirigeants de groupes fondamentalistes ont entraîné une augmentation des violations de tous les droits de la personne, y compris la liberté religieuse. Une combinaison d'attaques terroristes, de destruction du patrimoine et

des symboles religieux (Turquie et Syrie), de manipulation du système électoral (Nigeria et Irak), de surveillance de masse (Chine), de prolifération de lois anti-conversion et de restrictions financières (Asie du Sud-Est et Moyen-Orient) a accru l'oppression de toutes les communautés confessionnelles.

2. Les cas « hybrides » de persécution « polie » et sanglante sont devenus plus fréquents. Agissant la plupart du temps sans protestations, les gouvernements ont appliqué des lois controversées restreignant la liberté religieuse ou discriminant certaines communautés confessionnelles (cf. lois anti-conversion). En même temps, les attaques violentes contre les fidèles de la « mauvaise » religion ont été « normalisées » et, la plupart du temps, elles n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires (Amérique latine). Cela a également été observé dans les pays occidentaux, même s'il y a eu un meilleur recours à la justice.

3. Une augmentation du nombre de communautés confessionnelles majoritaires victimes de persécutions. Jusqu'à présent, la plupart des groupes confessionnels persécutés appartenaient à des communautés confessionnelles minoritaires. De plus en plus de communautés confessionnelles majoritaires sont également persécutées (Nigeria, Nicaragua).

4. Une réponse de plus en plus discrète de la communauté internationale aux atrocités commises par des régimes autocratiques « stratégiquement importants » (Chine, Inde) a démontré une culture croissante de l'impunité. Des pays clés (Nigeria, Pakistan) ont échappé aux sanctions internationales et à d'autres sanctions, et ce, même après la révélation de violations de la liberté religieuse contre leurs propres citoyens.

5. La montée des « califats opportunistes ». Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, les réseaux djihadistes transnationaux en Afrique ont de plus en plus changé de tactique. Peu à peu, ils sont passés de la conquête et de la défense de territoires fixes à des attaques éclair visant à isoler des communautés (cf. Mozambique) dans des zones rurales mal défendues (de préférence) disposant de ressources minières (cf. Congo RDC). Les stratégies traditionnelles de meurtre et de pillage ont parfois cédé la place à une tendance, soit celle d'imposer des taxes et des échanges commerciaux illégaux, ce qui a abouti à un État dans l'État. L'insécurité et l'absence de contrôle gouvernemental ont entraîné des révoltes et des coups d'État militaires (deux au Mali et un au Burkina Faso).



- 
- 6. Les tendances divergentes au sein des communautés musulmanes** sont devenues plus visibles. D'une part, les jeunes privés de leurs droits, pauvres et frustrés, ont été de plus en plus attirés par les réseaux terroristes et criminels islamistes (Afrique). D'autre part, des enquêtes récentes, notamment en Iran, ont démontré qu'un nombre croissant de musulmans s'identifiaient comme non religieux.
- 7. Persécution accrue des musulmans, y compris par d'autres musulmans.** La persécution brutale s'est poursuivie en Chine contre les Ouïghours, les musulmans étant également victimes de discrimination et de persécution en Inde et au Myanmar. De plus en plus de cas de persécution entre musulmans ont également été signalés entre sunnites et chiites (Hazaras en Afghanistan), entre interprétations musulmanes nationales et «étrangères», ainsi qu'entre les formes dominantes et celles dites «déviantes» de l'islam (Ahmadis au Pakistan).
- 8. Les agressions signalées contre la communauté juive en Occident ont augmenté suite aux confinements liés à la COVID-19.** Les crimes de haine antisémites signalés dans les pays de l'OSCE sont passés de 582 en 2019 à 1 367 en 2021.
- 9. Les enlèvements, les violences sexuelles, y compris l'esclavage sexuel et les conversions religieuses forcées, se sont poursuivis sans relâche et sont restés largement impunis** (Afrique de l'Ouest, Pakistan). Les enlèvements et la traite des personnes sont alimentés par l'aggravation de la pauvreté et l'intensification des conflits armés. Dans des dizaines de pays, les femmes et les jeunes filles appartenant à des minorités religieuses souffrent particulièrement de ces formes de violence.
- 10. Gonfler le nombre de fidèles comme moyen de maintenir le pouvoir politique.** Dans certains cas, des communautés confessionnelles, cherchant à préserver leur statut politique, religieux et social, ont exagéré le nombre de leurs fidèles en donnant des données trompeuses en matière confessionnelle lors de l'enregistrement officiel des enfants, ou en reportant indéfiniment le recensement de la population (Liban, Inde, Malaisie).
- 11. La surveillance accrue, y compris la surveillance de masse, a eu un impact sur les groupes confessionnels. En Occident, les médias sociaux ont été utilisés pour marginaliser et cibler des groupes confessionnels.** Ces évolutions ont porté atteinte aux libertés fondamentales, notamment la liberté de conscience, de pensée, de religion, d'expression, de mouvement et de réunion.
- 12. En Occident, la «cancel culture», y compris le «discours contraint», a évolué pour passer du harcèlement (verbal) des individus – qui pour des raisons religieuses ont des points de vue différents – aux menaces juridiques et à la perte d'opportunités d'emploi.** Les personnes qui, du fait de leur foi, ont refusé d'exprimer des positions liées spécifiquement aux points de vue conformes aux exigences idéologiques dominantes («cancel culture») ont été menacées de sanctions juridiques. Les médias sociaux ont été un facteur important de cette tendance.
- 13. Des contenus désobligeants sur les religions minoritaires ont été insérés dans les manuels scolaires (Inde, Pakistan), ce qui a des conséquences potentiellement importantes pour l'avenir des relations interconfessionnelles.**
- 14. Multiplication des lois anti-conversion, ainsi que des initiatives de reconversion offrant des avantages économiques à ceux qui rejoignent la religion majoritaire ou y retournent** (Asie, Afrique du Nord). Les faits ont révélé l'existence de nouvelles législations et d'une mise en œuvre plus sévère des lois anti-conversion existantes lorsque la majorité religieuse cherche à asseoir son pouvoir politique. Par des efforts renouvelés de reconversion, des privilèges économiques sont offerts aux membres qui réintègrent leur communauté d'origine. Inversement, ces avantages ont été retirés aux convertis, compromettant le bien-être de toute leur famille dans les zones frappées par la pauvreté.
- 15. Augmentation des attaques contre des chefs religieux et contre d'autres membres du personnel ecclésiastique par des groupes criminels organisés** (Amérique latine). Des représentants religieux, défenseurs des migrants et d'autres communautés défavorisées, ont été pris pour cible – enlevés et même assassinés – pour avoir dénoncé les gangs criminels et pris des mesures pour les stopper.
- 16. Participation record aux célébrations religieuses populaires à la suite des confinements liés à la COVID-19.** Après trois ans de suspension et de restrictions dans la plupart des régions du monde, le retour des grandes fêtes religieuses – expressions publiques de la religiosité populaire – a attiré des millions de fidèles (voir l'étude de cas sur les célébrations religieuses).
- 17. Les initiatives de dialogue interreligieux se sont multipliées.** Le pape François et d'autres chefs d'Églises dans le monde ont élargi leurs contacts avec d'autres communautés religieuses. Les chefs religieux indonésiens, au sein de la Nahdlatul Ulama, ont intensifié le dialogue avec leurs homologues hindous et, au G20, ont mis en place un groupe permanent sur la religion, impliquant d'autres grandes communautés confessionnelles.

Article 18 : Un droit indivisible divisé

Par Dr José Luis Bazán

Lors du processus de rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) en mai 1948, le représentant de l'URSS a recommandé une disposition mettant l'accent sur l'indépendance entre la liberté de pensée et la liberté religieuse, mettant l'accent sur la première, prétendument pour « garantir la liberté de conscience », « promouvoir le développement des sciences modernes ... [et] rejeter toutes les croyances démodées et le fanatisme religieux¹ ». La délégation soviétique a justifié la proposition en déclarant que « l'expression de liberté de pensée englobe la pensée scientifique et philosophique ainsi que la pensée sous ses formes religieuses² », position analogue à celle du représentant de la Chine qui estimait que « la liberté de pensée comprend la liberté de conscience aussi bien que la liberté religieuse³ ».

Alors que les États-Unis confirmaient la proposition faisant de la « liberté religieuse » (et pas seulement de la « pratique religieuse ») une partie de l'article 18⁴ de la DUDH, un accord final n'a été conclu que conformément à un principe exprimé par les Philippines selon lequel une déclaration sur les droits de l'homme « devrait tenter [...] d'exprimer une philosophie commune à toutes les nations et de favoriser ainsi le progrès de la race humaine⁵ » en reconnaissant un droit unique à la liberté de pensée, de conscience et de religion. L'URSS a accepté à contrecœur la version finale du projet de texte, car « d'autres pays n'étaient pas aussi progressistes que l'URSS et il aurait donc été trop difficile de s'attendre à ce qu'ils souscrivent aux mêmes garanties que l'URSS⁶ ».

Le concept avancé par l'URSS en 1948, visant à scinder le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion en trois droits autonomes, bien que liés, est de retour. Il convient de noter que les efforts visant à découper et à classer les éléments de l'article 18, à isoler la liberté de pensée et de conscience comme appartenant au domaine des individus non religieux, alors que la liberté religieuse serait, dans cette perspective, réservée aux fidèles d'une religion.

Cette déconstruction d'un droit unique en trois éléments a été mise en évidence dans un rapport du 5 octobre 2021 intitulé « La liberté de pensée » par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction, lorsqu'il a dé-

claré que : « la liberté de pensée est reconnue comme l'un des trois droits distincts, mais égaux, au sein du droit à la liberté "de pensée, de conscience et de religion ou de conviction"⁷. » Cette approche a divisé ces droits en trois – au lieu d'un droit indivisible à trois dimensions, telles qu'elles étaient conçues à l'origine – avec un accent particulier sur la liberté de pensée.

Ce raisonnement est également évident dans les documents des associations humanistes. Par exemple, *Humanist International*, dans son rapport annuel sur la liberté de pensée, souligne « les violations de la liberté de conscience et de croyance [...] contre les non-religieux dans la vie quotidienne⁸ », le mot « religion » n'apparaît pas, il n'est tenu compte que de la « pensée » et la « conscience ».

Enfin, ce droit est également remodelé dans la boîte à outils *#Faith4Rights* promue par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Par exemple, dans le module I (Contexte) traitant de la liberté de conscience, les auteurs déclarent : « La liberté de conscience est impérative et plus large que la liberté de religion ou de conviction⁹. »

Non seulement ces efforts nient l'harmonie interne de ce droit triadique – et du système des droits de l'homme qui est fondé sur l'égalité de dignité pour tous – mais contredisent aussi l'esprit de l'article 18, qui ouvre un espace à la conscience transcendante de chaque personne pour penser, sentir, décider et vivre en accord avec les questions les plus essentielles portant sur notre vie humaine et notre destin final.

Suivant la thèse de Karl Marx selon laquelle l'humanité devrait être libérée « de la sorcellerie de la religion¹⁰ », la tentative pour subordonner la liberté religieuse à la liberté de pensée et de conscience rétrograderait la liberté religieuse à une liberté « de seconde classe », associée à l'irrationalité, à la superstition et au sectarisme – une source permanente de problèmes. En conséquence, cela élèverait les autres droits au rang de libertés « de première classe », en tant qu'expressions de rationalité et d'universalité et solution aux tensions sociales. En fin de compte, la liberté religieuse deviendrait la liberté de se libérer de la religion.

La liberté religieuse, cependant, a une place historique dans l'histoire de l'humanité, car elle a été « d'une importance décisive pour le développement et la percée pratique de l'idée des droits de l'homme dans l'histoire constitutionnelle européenne et nord-américaine¹¹ », et elle est considérée comme « le canari dans la mine de charbon », l'outil le plus fiable pour anticiper les violations générales des droits de la personne par un régime répressif ou un tyran.

La liberté religieuse – qui n'est pas réductible au culte, car « elle rayonne sur toute la vie humaine spirituelle et pratique¹² » – ne peut exister sans la liberté de pensée et de conscience, car ces libertés impliquent en soi une position sur la religion, qu'il s'agisse de l'adhésion, du rejet ou de l'indifférence.



La sculpture *Liberté de Religion* présente un homme tenant en l'air une sphère en relief avec les symboles des principales religions du monde maintenant, et soutenant symboliquement le caractère sacré de nos croyances – comme l'interprète son auteure, Marlene Hilton Moore. Les Jardins McMurtry de la justice à Toronto, Canada, 2012.

©Atkins/ACN

Analyse globale

Par Dr Marcela Szymanski

La période faisant l'objet du présent rapport (mai 2021 - décembre 2022) a été dominée par la COVID-19, une urgence sanitaire mondiale sans précédent qui a suscité l'adoption, au niveau international, de programmes de réponse à la crise sans équivalent – notamment des confinements et autres fortes restrictions, ainsi que le déploiement de vaccins. En 2022, la guerre en Ukraine et ses répercussions politiques ont également retenu l'attention du monde entier. Une crise économique, notamment une inflation rapide, et les craintes d'un conflit armé international en mer de Chine méridionale ont également revêtu une grande importance. Tout cela, et bien d'autres choses encore, ont détourné l'attention des enjeux relatifs à la liberté religieuse, alors que l'époque est à l'accroissement des violations de ce droit de la personne vital dans le monde entier. La présente analyse vise à exposer que la période de la pandémie de la COVID-19 a été particulièrement catastrophique pour un certain nombre de minorités religieuses qui ont été ciblées en toute impunité, alors que l'attention internationale était ailleurs. Contrairement aux éditions précédentes du rapport, où la présente section était axée sur la catégorisation géographique, l'analyse ci-dessous abordera plutôt les tendances et les thèmes dominants. La méthodologie du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde de l'œuvre pontificale Aide à l'Église en Détresse (Aid to the Church in Need) mesure les violations de la liberté de religion et de conviction selon une échelle progressive de gravité. Commencant par des manifestations d'intolérance, ces violations atteignent ensuite le seuil de la « discrimination » lorsque la loi ne s'applique pas de la même manière aux différents individus et aux différentes communautés confessionnelles confrontés à ces problèmes. Les formes les plus graves d'intolérance sont considérées comme de la « persécution » dans les situations où des acteurs étatiques et non étatiques oppriment et persécutent ouvertement et en toute impunité.

Les recherches effectuées pour la rédaction du rapport de 2023 révèlent qu'il y a **61 pays où la discrimination et la persécution sont clairement manifestes**, où le droit fondamental à la liberté de pensée, de conscience et de religion est sous pression ou restreint par de nouvelles lois. En conséquence, des citoyens sont persécutés ou assassinés par leur propre gouvernement, et ce, souvent avec peu ou pas de réaction de la part de la communauté internationale (**voir carte**).

Dans la présente édition, le rapport a identifié des tendances qui indiquent la menace croissante que représentent les autocrates pour les minorités religieuses. **Les autocrates sont ici définis** comme des dirigeants qui exercent leur pouvoir, font usage de la force et de ressources économiques avec peu ou

pas de limites. Selon L. Reardon (2019), « que l'autocratie soit composée d'un monarque absolu ou d'un guide suprême autoritaire, religieux, militaire, fasciste ou communiste, l'autocrate renforce sa légitimité en contrôlant des centres de pouvoir concurrents au sein de l'État¹³ ». Une communauté confessionnelle est souvent l'un de ces centres de pouvoir, en raison de sa « capacité à mobiliser les citoyens¹⁴ », que l'autocrate cherche à contrôler.

De nouveaux autocrates sont apparus au cours de la période faisant l'objet du présent rapport et les autocrates existants ont consolidé leur position. Dans les deux cas, ils ont réprimé les chefs religieux et les groupes religieux, craignant leur influence et leur statut au sein de la communauté. Dans d'autres cas, ils essaient de les coopter. Les autocrates ont eu du mal à trouver un équilibre entre leurs efforts, souvent violents et oppressifs, pour éliminer toute opposition, y compris venant des groupes religieux, et la nécessité de présenter une façade humaine et acceptable à la communauté internationale. Les défis économiques liés à la pandémie, exacerbés par les pénuries d'énergie causées par la guerre en Ukraine et les intérêts commerciaux internationaux concurrents, ont entraîné un pragmatisme cynique – **une surdité et un aveuglement sélectifs parmi les dirigeants occidentaux**. Ces gouvernements, qui étaient fiers d'un « ordre mondial fondé sur des règles », ne respectent plus les normes internationalement reconnues en matière de droits de la personne.

La catégorie rouge (persécution) du présent rapport comprend 28 pays, pour un total de 4,02 milliards de personnes, soit 51,6% de la population mondiale. Il convient de noter en particulier les deux pays les plus peuplés, la Chine et l'Inde, qui sont parmi les pires contrevenants à la liberté religieuse. Les autocrates, à différents niveaux de gouvernement, combinent une répression sévère à une persécution insidieuse. Il est important de noter, à titre d'exemples, le contrôle de l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux services de santé, l'installation d'une surveillance de masse, l'imposition d'obstacles financiers et électoraux et le refus de faire respecter la loi et l'ordre lorsque certaines communautés confessionnelles sont attaquées par des foules locales ou des terroristes. Ceux qui exercent le pouvoir, qu'il s'agisse d'un pouvoir étatique ou non étatique (terroristes), mettent en œuvre des stratégies qui ont le même objectif ultime : éliminer l'autorité concurrente détenue par la communauté confessionnelle indésirable. Nous observons à cet égard une nouvelle tendance concernant le type d'auteurs de crimes (voir ci-dessous sous « auteurs de crimes »), avec **un plus grand nombre d'États persécutant leurs propres citoyens**. Enfin, dans la catégorie « persécution », plusieurs pays

– en particulier les gouvernements qui adhèrent à une religion majoritaire et la défendent – manipulent non seulement la religiosité de leurs citoyens, mais gonflent également leur nombre afin d'enraciner et d'étendre leur domination politique.

Dans la catégorie orange (discrimination), il est constaté dans le présent rapport que des changements considérables ont eu lieu au cours de la période qui en fait l'objet. Parmi les 33 pays de cette catégorie figurent trois nouveaux venus : Haïti, Israël et les Émirats arabes unis. La détérioration des conditions de liberté religieuse a fait passer le Nicaragua et le Soudan – deux pays marqués en orange dans le rapport 2021 – dans la catégorie rouge. De nouvelles lois y sont appliquées, légalisant de fait la violation de la liberté de pensée, de conscience et de religion de groupes spécifiques. En 2021, des signes d'espoir étaient visibles parmi les pays du Moyen-Orient et d'Asie où une compréhension des droits à la liberté religieuse semblait se développer, mais ces espoirs ont été anéantis à mesure que les lois et les sanctions existantes devenaient plus sévères (par exemple les « lois anti-conversion »). Entre-temps, peu d'améliorations ont été apportées aux systèmes éducatifs pour réduire la discrimination à l'égard des groupes confessionnels minoritaires (**voir la fiche d'information sur les manuels scolaires**).

La classification dans la catégorie orange indique également que les dirigeants autoritaires appliquent non seulement des lois pour restreindre la liberté religieuse, mais qu'ils refusent aussi d'accorder **la moindre protection ou justice aux victimes d'agressions physiques**.

Enfin, figure **la catégorie « sous observation »**. Le rapport 2021 soulignait la nécessité de rester vigilant, car les droits de la personne disparaissent souvent progressivement, par petites étapes, sans que personne ne s'en rende compte, jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Parmi les principes de la liberté religieuse qui sont vulnérables à une érosion progressive, citons : « la liberté de changer de religion ou de conviction, et la liberté, seul ou en communauté, tant en public qu'en privé, de manifester sa religion ou sa conviction par l'enseignement, la pratique, le culte et l'accomplissement de rites¹⁵. » Chacun de ces aspects de la liberté religieuse est fondamental et indispensable. L'affaiblissement de l'un d'entre eux peut être considéré comme une menace pour le droit à la liberté religieuse dans son ensemble. Les preuves révélant le déclin de la jouissance de ce droit fondamental dans un État, alors que cet État abdiquait sa responsabilité de protéger tous ses citoyens, ont abouti au placement « sous observation » du pays en question. Il s'agit d'une catégorie dans laquelle les rapports sur les pays indiquent non seulement une évolution progressive vers les pires violations, mais révèlent aussi des incidents relevant des différentes classifications d'intolérance, de discrimination et parfois même de persécution. Les exemples incluent des attaques isolées, voire des meurtres, avec des préjugés religieux évidents, et la destruction ou le vandalisme de lieux de culte. Deux pays – Haïti et Israël – placés « sous observation » en 2021 sont descendus

dans la catégorie « orange ». Entre-temps, huit pays ont été ajoutés à cette catégorie : l'Argentine, la Guinée-Bissau, le Bénin, le Burundi, l'Eswatini, le Ghana, l'Indonésie et Madagascar.

Des autocrates résolus et sûrs d'eux

Les autocrates à l'origine des pires violations de la liberté religieuse sont susceptibles d'appartenir à une ou plusieurs **catégories d'auteurs de crimes** : gouvernements autoritaires, extrémistes islamistes ou nationalistes ethnoreligieux. Un autre type d'auteurs de crimes ayant intérêt à éliminer les chefs religieux qui contestent leur autorité sont les **groupes criminels organisés**. Dans plusieurs régions du monde, ces derniers sont des dirigeants de facto ayant accès à plus de financement et à un meilleur armement que l'État. Ils donnent ainsi l'impression que le gouvernement a abdiqué sa responsabilité de protéger tous les citoyens, ou bien que les autorités coopèrent en fait avec les criminels. Ils prolifèrent principalement dans les États défaillants et semi-défaillants tels que la Somalie, la Libye, l'Afghanistan, Haïti et la Syrie.

L'avantage que les **autocrates d'État** (à l'exception des dictatures absolues) ont sur les groupes criminels organisés est que, dans la plupart des cas, ils peuvent dissimuler leurs violations des droits de la personne sous le couvert de la démocratie en invoquant les élections, et ce, quelle qu'en soit la forme qui les a amenés au pouvoir. Cependant, la préoccupation pour les autocrates qui manipulent le groupe religieux majoritaire (**voir les rapports sur le Pakistan, l'Inde, le Sri Lanka et le Myanmar (Birmanie)**) est la nécessité de plaire à la fois à cette base électorale, tout en maintenant une façade « démocratique » à l'égard de leurs partenaires internationaux (**voir l'étude de cas sur le Nicaragua**).

Une autre façon apparemment démocratique d'asphyxier une communauté religieuse minoritaire est d'**adopter des lois supprimant leurs sources de financement**. Par exemple en Inde, la « loi sur la réglementation des devises étrangères » – ensemble complexe de règles limitant l'accès au financement étranger pour tous les groupes locaux (confessionnels ou non) dépendant d'une aide étrangère – a entraîné une suspension des services sociaux offerts par les organisations confessionnelles aux populations les plus pauvres.

Notre édition de 2021 faisait référence à la « **persécution polie** », terme introduit par le pape François pour décrire les lois, principalement en Occident, qui, sous couvert de culture et de progrès, restreignent les droits fondamentaux des individus – en particulier le droit à l'objection de conscience. Dans de nombreux pays, ce concept est devenu prophétique : l'intolérance s'est transformée en discrimination **et des lois ont été adoptées pour rendre « légale » la suppression des droits fondamentaux des citoyens**. Les professionnels de la santé sont privés du droit à la liberté de conscience lorsqu'ils sont obligés, sous la menace de perdre leur emploi, de participer à

des procédures telles que l'euthanasie ou l'avortement tardif, ou lorsqu'une personne peut être arrêtée pour s'être tenue en silence et avoir prié dans la zone tampon d'une clinique d'avortement (voir l'analyse régionale de l'OSCE).

Se développant à partir d'un phénomène culturel récent – une vague montante de nouvelles normes et concepts anthropologiques – le « **discours contraint** » constitue un nouveau défi à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Les autorités, y compris les tribunaux, ont commencé à introduire de nouvelles définitions de l'identité personnelle selon lesquelles tous les citoyens sont non seulement censés accepter publiquement des normes qu'ils pourraient considérer comme contraires à leur conscience, mais sont aussi contraints d'utiliser les nouvelles définitions, risquant d'être accusés de discours de haine s'ils ne les respectent pas. Le discours encadré lui-même devient un moyen de nier l'objection de conscience (**voir l'analyse régionale de l'Amérique latine et la fiche d'information *Discours contraint***).

Le cas de l'ancienne ministre de l'Intérieur finlandaise, Päivi Räsänen, mis en lumière dans la présente publication (**voir l'étude de cas sur la Finlande**) révèle un autre défi à la définition vague du discours de haine : la censure. En avril 2020, des accusations rétroactives ont été portées à l'encontre de Mme Räsänen par l'État pour avoir partagé une publication de 2004 sur le mariage, qui citait la Bible. Son droit à l'objection de conscience et à la liberté de pensée, y compris pour motifs religieux, a été bafoué ou lui a été dénié.

La fabrication de minorités

« Attaques contre les minorités » est une expression souvent répétée, mais des questions subsistent quant à la signification précise de cette expression. Dans certaines cultures, le statut de minorité apporte certains privilèges et est donc positif, mais pour d'autres, cette désignation est trompeuse, semblant ignorer la force numérique des communautés religieuses en question, ainsi que leur influence historique et culturelle plus

large dans la société et même leur rôle de premier plan dans le domaine scolaire et les autres domaines sociaux. Ce qui est plus préoccupant, cependant, ce sont les preuves qui révèlent qu'**une minorité numérique, économique ou politique peut être « fabriquée »**, poussant les communautés à perdre leur pertinence par l'application de mesures violentes et non violentes, que ce soit pour le profit politique et/ou économique du groupe majoritaire.

Les chiffres sont importants. Le 25 avril 2023, le journal britannique Financial Times soulignait l'importance de la **démographie des groupes religieux** en Inde et au Nigeria, affirmant leur valeur en ce qui concerne l'obtention et le maintien du pouvoir. L'article indiquait que « les chiffres de la population déterminent en grande partie la représentation politique et la proportion des fonds qui sont distribués par l'État à chaque région ». Le journal a noté que de nombreux gouvernements rapportaient les enquêtes démographiques pendant des décennies, de peur de trouver des changements défavorables aux groupes soutenant leur mainmise sur le pouvoir. Le rapport poursuit en décrivant « les dirigeants politiques, religieux et ethniques locaux accusés d'exagérer les chiffres¹⁶ ».

Les moyens par lesquels la démographie religieuse peut être manipulée sont nombreux, y compris à la suite du fait apparemment positif de l'adoption ou du maintien d'une religion particulière. Par exemple, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les rapports sur les pays révèlent qu'**en ne fournissant des avantages matériels qu'à une seule communauté confessionnelle**, les autorités cherchent à maintenir la taille numérique de cette communauté, et ce, à des fins politiques. Au niveau le plus élémentaire, en Malaisie, il est d'usage d'enregistrer tous les nouveau-nés comme appartenant à la religion majoritaire et il appartient aux parents de contester cela par la suite. Au Pakistan, l'accès à l'armée et au gouvernement, aux équipes sportives nationales, aux emplois les mieux rémunérés est, par l'application de nouvelles lois, ouvert exclusivement au groupe religieux majoritaire. En Inde et au Liban, plusieurs « lois sur le statut personnel » et réglementations sur

Les chefs religieux se sont réunis lors du 7^e Congrès des chefs des religions mondiales et traditionnelles à Nur-Sultan, Kazakhstan, 2022.

les « castes » sont la source d'avantages économiques offerts à ceux qui appartiennent à la religion majoritaire et non à une autre (**voir l'étude de cas *Loi contrôlant la démographie religieuse***).

Des exemples de pression négative incluent la prolifération de lois qui criminalisent le changement de religion. L'expansion des **lois dites anti-conversion** à travers l'Asie, qui prévoient des amendes et des peines de prison à la fois pour le converti et le guide spirituel, vise à empêcher les groupes religieux minoritaires de proposer aux membres du groupe religieux majoritaire de se convertir au cas où ils seraient intéressés. Au Moyen-Orient, la sanction pour apostasie peut aller jusqu'à la peine de mort. À l'inverse, la « reconversion » de la communauté religieuse minoritaire vers la communauté majoritaire est encouragée et des avantages matériels sont accordés à ceux qui se repentent et retournent à la foi majoritaire (**voir l'analyse régionale Asie et Moyen-Orient**).

De plus, plusieurs pays imposent aux minorités religieuses des **obstacles à leur participation à la vie politique** de la nation. Il s'agit notamment de mesures allant de la réduction de leur droit de vote à l'interdiction¹⁷ pure et simple pour les membres des minorités religieuses d'occuper des postes gouvernementaux (**voir l'étude de cas « Liban, l'exode chrétien », et les rapports sur l'Afghanistan, l'Algérie, l'Iran, la Malaisie, les Maldives, le Pakistan et l'Arabie saoudite**).

Enfin, la forme la plus criminelle de manipulation démographique a lieu lorsqu'un groupe confessionnel est poussé à devenir de plus en plus minoritaire à la suite de **discriminations constantes ou d'atrocités violentes**. Par exemple, en Irak et en Syrie, la population chrétienne a subi des violences ciblées et répétées qui ont entraîné son émigration et réduit ainsi de force une communauté confessionnelle minoritaire au point que sa survie à long terme est remise en question.

En ce qui concerne les migrations provoquées par la violence extrémiste, une répétition est en cours dans certaines parties de

l'Afrique. Les rapports sur les pays indiquent que des groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique attaquent des zones rurales relativement peu défendues afin d'obtenir des gains territoriaux, mais aussi, comme en République démocratique du Congo et au Mozambique, se concentrent sur les zones riches en minerais. Bien que la violence islamiste soit principalement aveugle dans la mesure où elle attaque aussi bien les musulmans que les chrétiens, il convient de constater que, depuis notre dernier rapport, les djihadistes ont de plus en plus ciblé les chrétiens (**voir l'étude de cas « Lapidée à mort pour un message WhatsApp »**). Les agressions ont lieu pendant le culte chrétien et les meurtres peuvent être particulièrement horribles. Comme l'ont fait observer les membres du clergé de l'État de Benue, au Nigeria, il arrive que les victimes soient d'abord abattues, puis que leur visage soit tailladé à coups de machette ou d'autres armes « afin que Dieu ne les reconnaisse pas¹⁸ ». Les terroristes ciblent également les prêtres ou les religieuses, les enlèvent ou les tuent, et brûlent des chapelles et des écoles. Une seule attaque de ce type peut chasser toute la population d'un village, la laissant sans abri et sans ressources. La population perd ses sources de revenus en abandonnant ses champs et ses magasins et les enfants sont privés d'éducation et de soins de santé. Le résultat est qu'une région peut être vidée de sa présence religieuse historique et qu'une nouvelle minorité économique et politique ayant besoin de tous les soutiens de base émerge (**voir fiche d'information Nigeria, une démocratie défailante ?**).

Une autre forme de violence religieuse a cours en Amérique latine et dans d'autres régions en développement : **l'identification des religions traditionnelles en tant qu'ennemies** des politiques proavortement et des autres politiques en matière de droits des femmes. Des manifestations de plus en plus violentes au Mexique, au Chili, en Colombie, en Argentine et dans plusieurs pays occidentaux, par exemple celles organisées à l'occasion de la Journée internationale des femmes de l'ONU (8 mars), ont vu des édifices religieux et des fidèles attaqués. Les gens ont été laissés sans aide par la police et les autres services d'urgence alors qu'ils cherchaient à défendre leurs



églises, temples et autres édifices religieux au péril de leur vie. De même, les violences ont eu peu ou pas de conséquences juridiques pour leurs auteurs, ce qui leur a donné un certain sentiment d'impunité (**voir les analyses régionales Amérique latine et pays de l'OSCE**). Malgré ces difficultés et d'autres décrites dans le rapport sur l'Amérique latine, la région est également porteuse d'espoir, comme en témoigne le renouvellement de l'expression publique de la foi quand, à travers tout le continent, des millions de personnes se sont unies dans une célébration joyeuse à la suite de la levée des restrictions sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19 (**voir la fiche d'information sur les célébrations religieuses**).

Paradoxalement, peu de voix s'élèvent pour soutenir les droits des femmes face aux **enlèvements, aux conversions forcées et à l'esclavage sexuel des femmes et des jeunes filles appartenant à des minorités religieuses**. Appelés par euphémisme « mariage forcé », ces crimes – l'enlèvement, le viol et la conversion forcée de jeunes filles souvent mineures, hindoues ou chrétiennes, appartenant principalement à des minorités – sont au moins en partie motivés par le désir de limiter la croissance des communautés confessionnelles en question en réduisant le nombre d'enfants qui y voient le jour. À terme, si elle est menée à grande échelle sur une longue période, une telle activité criminelle pourrait contribuer à la disparition du groupe. En tant que telle, elle peut être classée comme un « acte de génocide » tel que défini dans la Convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide¹⁹ (**voir le rapport sur le Pakistan et l'analyse régionale de l'Afrique**).

Aucune nation occidentale ne peut prétendre honnêtement qu'elle n'est pas au courant des abus commis dans la péninsule arabique, en Chine, au Pakistan et au Nigeria. Tandis que l'Occident détourne le regard, souvent à cause de la nécessité de garantir son approvisionnement en ressources naturelles et énergétiques, les auteurs de crimes se sentent plus libres et renforcent la législation locale. Ainsi, **l'impunité est tacitement accordée** à ces agresseurs par la « communauté internationale ». Le Pakistan peut à nouveau servir d'étude de cas alors que sa Loi interdisant le blasphème, récemment élargie, couvre désormais aussi les insultes à l'égard de la famille du Prophète, et que son unique programme scolaire national est islamocentré et obligatoire dans toutes les écoles, contribuant ainsi à des attitudes discriminatoires envers les minorités religieuses (**voir les analyses régionales Moyen-Orient, Asie, Afrique**). Malgré cela, quelques évolutions positives émergent en Occident, telles que la volonté récente d'**appliquer des sanctions personnelles ciblées aux contrevenants individuels** plutôt qu'à des pays entiers, ce qu'on appelle dans certains pays des sanctions « de type Magnitski ».

Une lueur d'espoir importante demeure : à mesure que de plus en plus de personnes dans le monde s'identifient comme ayant une religion²⁰, l'élan pour développer le **dialogue in-**

terreligieux augmente. Non seulement le pape François a-t-il poursuivi son rapprochement avec les différentes branches de l'islam, mais la plus grande organisation musulmane, l'association indonésienne Nadhlatul Ulama, a entamé un dialogue structuré avec les chefs religieux hindous lors des réunions du G20 de 2022 avec un suivi prévu en 2023 en Inde (**voir la fiche d'information: Vers un dialogue plus global entre catholiques et musulmans**).



ÉTUDE DE CAS

Nigeria : lapidée à mort pour un message WhatsApp



@ACN

Le 12 mai 2022, une chrétienne de 22 ans, Deborah Samuel Yakubu, a été attaquée par ses camarades de classe, lapidée à mort, et son corps a été brûlé. Étudiante en deuxième année d'économie au *Shehu Shagari College of Education* de Sokoto, dans le nord du Nigeria, Deborah a été accusée d'avoir envoyé un message blasphématoire, se plaignant via WhatsApp auprès de sa classe de l'introduction forcée de la religion dans un groupe d'études universitaires. C'est à son retour en classe après les vacances que des étudiants ont organisé un groupe pour la capturer. Des témoins ont décrit que « les forces de sécurité de l'école et la police ont tenté de sauver la victime, mais ont été submergées par les élèves²¹ ».

Contraire aux normes juridiques islamiques, cet acte brutal de violence collective était une exécution sommaire. Une déclaration publiée par Sa'ïdu Muhammadu Maccido, secrétaire du Conseil du Sultanat de l'État de Sokoto, a dénoncé l'attaque en déclarant : « le Conseil du Sultanat condamne cet acte dans sa totalité et a exhorté les agences de sécurité à traduire en justice les auteurs de ce crime injustifiable. [...] Le Conseil du Sultanat a exhorté tout le monde à rester calme et à assurer une coexistence pacifique entre tous les habitants de l'État et de la nation²². »

Après l'attaque, deux personnes ont été arrêtées pour meurtre, après quoi des groupes de jeunes émeutiers – encouragés par des adultes en arrière-plan – ont attaqué deux églises catholiques. Les vandales ont détruit les fenêtres de la cathédrale catholique de la Sainte-Famille et partiellement brûlé l'église catholique *St. Kevin*²³.

Malgré la condamnation du sultanat, cette série d'attaques a réitéré les craintes des chrétiens d'une radicalisation musulmane croissante dans le nord. Mgr Matthew Hassan Kukah, évêque catholique du diocèse de Sokoto, a confirmé ces craintes en déclarant : « Loin d'une condamnation universelle de cet acte horrible, de nombreux extrémistes islamistes et leurs imams ont applaudi le meurtre, affirmant qu'il était justifié et appelant à une violence supplémentaire contre quiconque pourrait demander justice contre ses auteurs²⁴. » Depuis, la famille de Deborah est déménagée dans le sud chrétien du Nigeria.

Deborah Samuel Yakubu, étudiante chrétienne de deuxième année, tuée par une foule d'étudiants musulmans à Sokoto, au Nigeria, le 12 mai 2022.

Nigeria : Une démocratie défailante ?

Par Maria Lozano

Le Nigeria est l'une des plus grandes démocraties au monde. Avec plus de 220 millions d'habitants (chiffre ONU-UNFPA), c'est le plus grand pays du continent en termes démographiques et économiques, et il joue un rôle clé dans la géopolitique de l'Afrique subsaharienne. Ce géant africain est une démocratie multipartite depuis 1999, mais les dernières décennies ont vu ses problèmes de sécurité devenir plus importants et plus complexes²⁵. En 2022, le Nigeria a été classé à la sixième place de l'indice mondial du terrorisme²⁶, derrière l'Afghanistan, l'Irak, la Somalie, le Burkina Faso et la Syrie, et il a obtenu la 143e place sur un total de 163 pays, au classement de l'indice mondial de la paix²⁷.

Presque tous les problèmes qui affectent d'autres pays africains peuvent être observés au Nigeria. L'unification sous domination britannique de territoires ayant des réalités ethniques, politiques et religieuses distinctes a créé une dichotomie entre le nord et le sud, séparés par une ceinture centrale qui supporte le poids de nombreux conflits violents actuels.

Le christianisme est la religion majoritaire (46,2 %). Il est principalement implanté dans le sud, tandis que l'islam (45,8 %) se trouve principalement dans le nord, bien que cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de chrétiens dans le nord et vice-versa. L'État de Borno, dans le nord-est du pays, berceau de Boko Haram, est chrétien à 30 %. Bien que le nombre de chrétiens et de musulmans soit presque identique dans le pays, de nombreux sites Web insistent sur le fait que l'islam est la religion majoritaire. Cette fausse impression est renforcée par la participation du Nigeria (depuis 1986) à l'Organisation de la coopération islamique, une alliance formée par 57 pays dans lesquels les musulmans sont majoritaires²⁸.

Politiquement et administrativement, le nord musulman est plus important, mais n'abrite que 40 % de la population. En principe, dans une nation multireligieuse et multiethnique, le sud chrétien devrait avoir un poids égal, voire supérieur. Cependant, près de 95 % du pouvoir politique et militaire au niveau fédéral est détenu par des musulmans. Les tensions qui en résultent et qui entravent le développement démocratique du pays sont encore exacerbées par l'application de la charia dans 12 États septentrionaux sur les 36 du Nigeria. Compte tenu de l'élection récente du Président Tinubu, musulman,

et d'un vice-président également musulman, le scepticisme règne quant à la possibilité d'un changement au sein du nouveau gouvernement national.

Bien que les quelque 100 millions de chrétiens ne puissent être constitutifs d'une minorité, les chrétiens des États du nord se plaignent d'une discrimination religieuse systémique et profondément enracinée. Leur situation rappelle celle des populations chrétiennes minoritaires au Pakistan, au Soudan, en Irak et dans les pays arabes. Les préoccupations les plus importantes pour les chrétiens en ce qui concerne le manque de liberté religieuse – et d'application des principes démocratiques – dans le nord du Nigeria (en particulier là où la charia est appliquée) comprennent les faits suivants : la Constitution reconnaît la charia comme code pénal dans le nord tandis que le Code pénal nigérian est appliqué dans le sud; les jeunes filles et les femmes chrétiennes subissent des enlèvements, des viols et des mariages forcés, avec peu ou pas de recours juridiques; des hommes musulmans peuvent épouser des chrétiennes, alors que les hommes chrétiens ne peuvent pas épouser de femmes musulmanes; les normes morales musulmanes traditionnelles – la Hisbah – sont souvent imposées par la force, y compris aux non-musulmans (notamment la ségrégation sexuelle dans les transports publics et l'application des codes vestimentaires dans les établissements d'enseignement); les chrétiens souffrent d'exclusion politique et d'un manque d'équité en ce qui concerne le recrutement dans les forces armées (police, armée, etc.); les Églises chrétiennes ne sont pas autorisées à acheter des terrains ni à se voir accorder un espace pour construire des chapelles ou des lieux de culte dans les établissements d'enseignement supérieur; l'enseignement religieux chrétien n'est pas autorisé dans les écoles publiques, alors que des professeurs de religion islamique sont employés par l'État dans toutes les écoles publiques; les chrétiens ont moins de possibilités d'embauche, moins de possibilités de promotion dans les postes publics et un moindre accès à l'aide sociale; et de nombreux étudiants chrétiens choisissent de changer de nom pour être admis à des formations professionnelles²⁹.

Les communautés confessionnelles, majoritairement chrétiennes, du nord et de la ceinture centrale sont confrontées aux conséquences d'une violence souvent indescriptible – des

atrocités commises par des groupes armés (Boko Haram, l'État islamique en Afrique de l'Ouest-ISWAP- et les milices peules), poussés par diverses motivations telles que le gain territorial, la criminalité, l'ethnicité et le djihadisme islamiste, tout cela frôlant, dans certains États, la violence génocidaire.

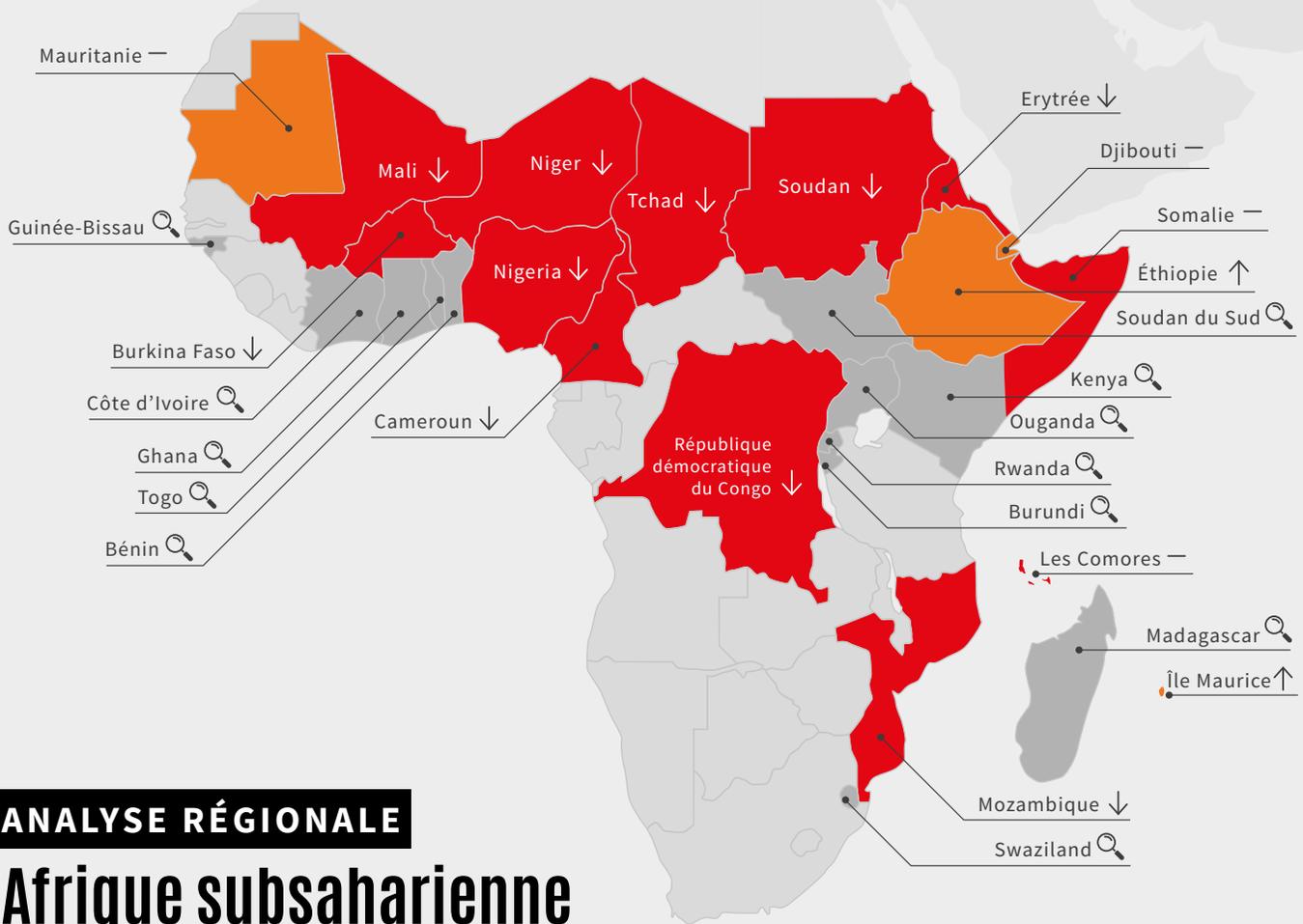
Cependant, le coup de grâce est donné par le silence et la passivité des pouvoirs politiques, qui ne condamnent ni ne poursuivent les attaques systématiques, en particulier des milices peules, qui ont entraîné le déplacement interne massif de chrétiens, laissant des régions entières dépeuplées. Un rapport récent du diocèse de Makurdi, dans l'État de Benue, a dénoncé le fait que dans ce seul diocèse, pendant la seule année 2022, des éleveurs peuls aient attaqué 93 villages et tué 325 fermiers³⁰. À l'heure actuelle, sur près de six millions d'habitants, millions

sont des déplacés internes, la plupart d'entre eux étant des fermiers chrétiens.

Le Nigeria n'est pas le seul pays de la région à souffrir de la violence djihadiste, le Niger, le Tchad, le Mali et le Burkina Faso étant eux aussi durement secoués par l'extrémisme islamique. Cependant, le Nigeria présente un caractère unique et demeure d'une importance cruciale pour le développement du continent africain. Comme indiqué, le Nigeria est une puissance économique et démographique avec une population qui devrait doubler pour atteindre plus de 400 millions d'habitants en deux décennies. Les événements et la gouvernance des années à venir auront une influence énorme non seulement dans le pays, mais aussi dans toute la région. Si les autorités nigérianes ne s'attaquent pas aux conflits concernant la terre, l'ethnicité, la criminalité et l'extrémisme religieux, ainsi qu'à l'effondrement des valeurs démocratiques et de l'égalité des droits de ses citoyens, y compris en matière de liberté religieuse, le cancer du djihadisme islamiste et de la désintégration politique évidente dans la moitié nord de l'Afrique se répandra. La pression sociopolitique et les atrocités incessantes provoqueront alors un exode de jeunes chrétiens ne voyant ni espoir ni avenir sur la terre de leurs ancêtres.

Un manifestant tenant le drapeau nigérian marche dans les rues de manifestations à Port Harcourt, au Nigeria, en octobre 2020.

@Emmanuel Ikwuegbu-Unsplash / ACN



ANALYSE RÉGIONALE

Afrique subsaharienne

Par Mark von Riedemann

Les événements continentaux survenus en Afrique au cours de la période faisant l'objet du présent rapport ont été éclipsés par une explosion de violence infligée aux populations militaires et civiles de l'Afrique subsaharienne par des groupes djihadistes locaux et transnationaux, qui persécutent systématiquement tous ceux qui n'acceptent pas l'idéologie islamiste extrême.

Les chiffres sont alarmants. Selon une étude réalisée en 2023 par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, la violence perpétrée par des militants islamistes au Sahel et en Somalie « représentait 77 % du total des événements violents signalés en Afrique en 2022³¹. » Parmi ceux-ci, les morts de civils sont passées de « 4 307 en 2021 à 7 220 en 2022 », soit une augmentation de 68 %, un marqueur significatif, car « les groupes armés ne se concentrent pas tant sur la conquête des cœurs et des esprits que sur l'intimidation des populations locales pour qu'elles se conforment docilement³². »

Un califat opportuniste

La violence est motivée, dans de nombreux cas, par un mélange de djihadisme islamiste, de criminalité organisée et de banditisme local : des mercenaires motivés par le profit ou des combattants locaux poursuivent des intérêts locaux en étant incités par des prédicateurs extrémistes et armés par des groupes terroristes transnationaux. Ces groupes ciblent les autorités de l'État, l'armée, la police et les civils, y compris les

chefs religieux et les fidèles musulmans, chrétiens et ceux des religions traditionnelles.

L'essor de la radicalisation et de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne peut être attribué à un certain nombre de facteurs sociaux, notamment la pauvreté, la corruption, la faiblesse de la gouvernance, l'analphabétisme, le chômage des jeunes, le manque d'accès aux ressources, les mouvements séparatistes et la violence intercommunautaire qui préexistait entre éleveurs et agriculteurs à propos des droits fonciers (le problème étant exacerbé par l'impact du changement climatique)³³. Tous ces éléments combinés alimentent le ressentiment et soutiennent la violence armée. Les mouvements djihadistes comblent le vide par l'idéologie, les avantages économiques (armes et argent) et la promesse d'en finir avec la corruption³⁴.

Les groupes djihadistes transnationaux tels que l'État islamique et Al-Qaïda ne créent pas de nouveaux clivages, mais exploitent et approfondissent ceux qui existent déjà. La stratégie est moins la conquête et la défense d'un territoire fixe, un « État » islamique tel que tenté en Irak et en Syrie, que l'établissement d'un califat mobile et opportuniste favorisant les attaques contre des zones rurales riches en minerais où les forces militaires éparpillées sont moins capables de se défendre. Les attaques contre les villes visent à terroriser, mais aussi à paralyser les forces militaires dans les zones urbaines.

La prolifération de l'extrémisme islamiste

La violence islamiste existe dans toute l'Afrique, mais les principaux théâtres d'activité djihadiste sont concentrés au Sahel, dans le bassin du lac Tchad, en Somalie et au Mozambique.

Les principaux groupes islamistes opérant dans ces régions sont les suivants : l'organisation transnationale Al-Qaïda et ses affiliés (Al-Qaïda au Maghreb islamique, AQMI), l'organisation transnationale État islamique et ses affiliés (État islamique en Afrique de l'Ouest-ISWAP, État islamique dans le Grand Sahara-EIGS, État islamique en Somalie, État islamique au Mozambique), le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin -JNIM), coalition de groupes extrémistes islamistes individuels et leurs affiliés, Al-Shabaab (Somalie) et ses affiliés, et Ahlu Sunnah wal Jama'a (ASWJ), et ses affiliés, Boko Haram et ses affiliés, et enfin les groupes armés non affiliés³⁵.

C'est au **Sahel occidental**, dans les régions frontalières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, qu'on peut constater « l'expansion la plus rapide de la violence islamiste militante » en 2022. Cela a représenté 7 899 décès, soit plus de 40 % du total des décès dus aux groupes islamistes militants sur le continent³⁶.

« L'islam des groupes armés n'est pas l'islam de nos frères. »

Le **Burkina Faso** est devenu l'un des principaux théâtres d'opérations djihadistes, avec une « augmentation de 69 % du nombre de décès liés aux milices islamistes, totalisant 3 600 morts » rien qu'en 2022³⁷. Dirigées principalement par des groupes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique, elles ont déplacé plus de 1,9 million³⁸ de personnes, les groupes djihadistes contrôlant plus de 40 % du pays³⁹. Selon Mgr Laurent Dabiré, évêque catholique de Dori, « le pays est attaqué par divers groupes qui utilisent l'islam pour faire leur propagande ou pour mobiliser. L'islam des groupes armés n'est pas l'islam de nos frères. Les musulmans du Burkina sont eux-mêmes des cibles »⁴⁰.

La violence endémique a frappé le **Mali** pour la première fois en 2012 lorsque des groupes djihadistes ont pris le contrôle du nord. L'État y est pratiquement absent, ce qui laisse le champ libre aux batailles entre l'État islamique et les extrémistes liés à Al-Qaïda (JNIM) ainsi que les rebelles non djihadistes, principalement touaregs⁴¹. Un nouveau front s'est ouvert dans le centre du Mali, infligeant des violations des droits de la personne aux civils piégés dans les violences entre l'armée, les mercenaires (dont le groupe russe Wagner), et l'assaut des djihadistes. Selon le clergé catholique, des groupes armés près de Mopti ont interdit l'alcool et le porc et forcé les femmes de toutes confessions à porter le voile. Les communautés chrétiennes près de Didja ont signalé que la charia était imposée et qu'elles étaient obligées d'apprendre le Coran et les prières islamiques⁴².

Le **bassin du lac Tchad**, à l'intersection du Nigeria, du Cameroun, du Tchad et du Niger, reste la troisième région la plus meurtrière d'Afrique, « représentant 20 % de tous les décès liés à l'islamisme militant⁴³ ». Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) continuent de mener des attaques contre des militaires et des civils, le Tchad souffrant de problèmes humanitaires persistants avec plus d'un million de personnes déplacées, et d'insécurité alimentaire suite à des récoltes manquées, ce qui affecte plus de 5,3 millions de personnes⁴⁴.

Au **Nigeria**, bien que Boko Haram ait été affaibli par la mort de son chef Abubakar Shekau en mai 2021, le groupe a poursuivi ses attaques aveugles contre les militaires et les civils, enregistrant une augmentation de 57 % des attaques violentes et une augmentation de 70 % des victimes tuées dans le nord-ouest du Nigeria, le Tchad et le sud-est du Niger⁴⁵. Le principal groupe dissident de Boko Haram, l'État islamique en Afrique de l'Ouest, a attaqué non seulement les forces de sécurité et les civils dans le nord-est de l'État de Borno, mais aussi dans les États de Kano, Kogi, Niger et Taraba⁴⁶. Contrairement à l'approche de Boko Haram qui consiste à tuer et à piller, l'État islamique en Afrique de l'Ouest met en œuvre une forme de gouvernance sur les territoires envahis en encourageant le commerce civil, en imposant des taxes et en « réglant les différends locaux par le biais des tribunaux de la charia ». La « punition des voleurs de bétail », selon l'International Crisis Group, « a permis au groupe d'obtenir un certain degré d'acceptation de la part de la population locale », il pourrait donc croître et s'étendre⁴⁶. Dans le nord majoritairement musulman, les chrétiens sont confrontés à une discrimination systémique, notamment l'exclusion des postes gouvernementaux, l'enlèvement et le mariage forcé de chrétiennes par des hommes musulmans, l'absence d'autorisations accordées pour la construction d'églises ou de chapelles, et l'imposition du hijab musulman à toutes les élèves dans toutes les écoles secondaires⁴⁸.

« Parmi les différentes traditions, la communauté chrétienne est la plus ciblée. »

Le Cameroun est aux prises avec des conflits confessionnels ainsi que des menaces terroristes extérieures. Les défis internes se concentrent sur la crise anglophone, la violence entre factions anglophones et francophones dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. De plus, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a été déstabilisée par la violence d'extrémistes armés concurrents tels que Boko Haram et le groupe dissident État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP). Parmi les différentes traditions confessionnelles, la communauté chrétienne est reconnue comme la plus ciblée. Des cas ont été relatés dans lesquels des djihadistes enlevaient « de nombreux civils, y compris des femmes et des jeunes filles chrétiennes, qui étaient souvent abusées sexuellement et forcées de se marier avec des musulmans⁴⁹ ».

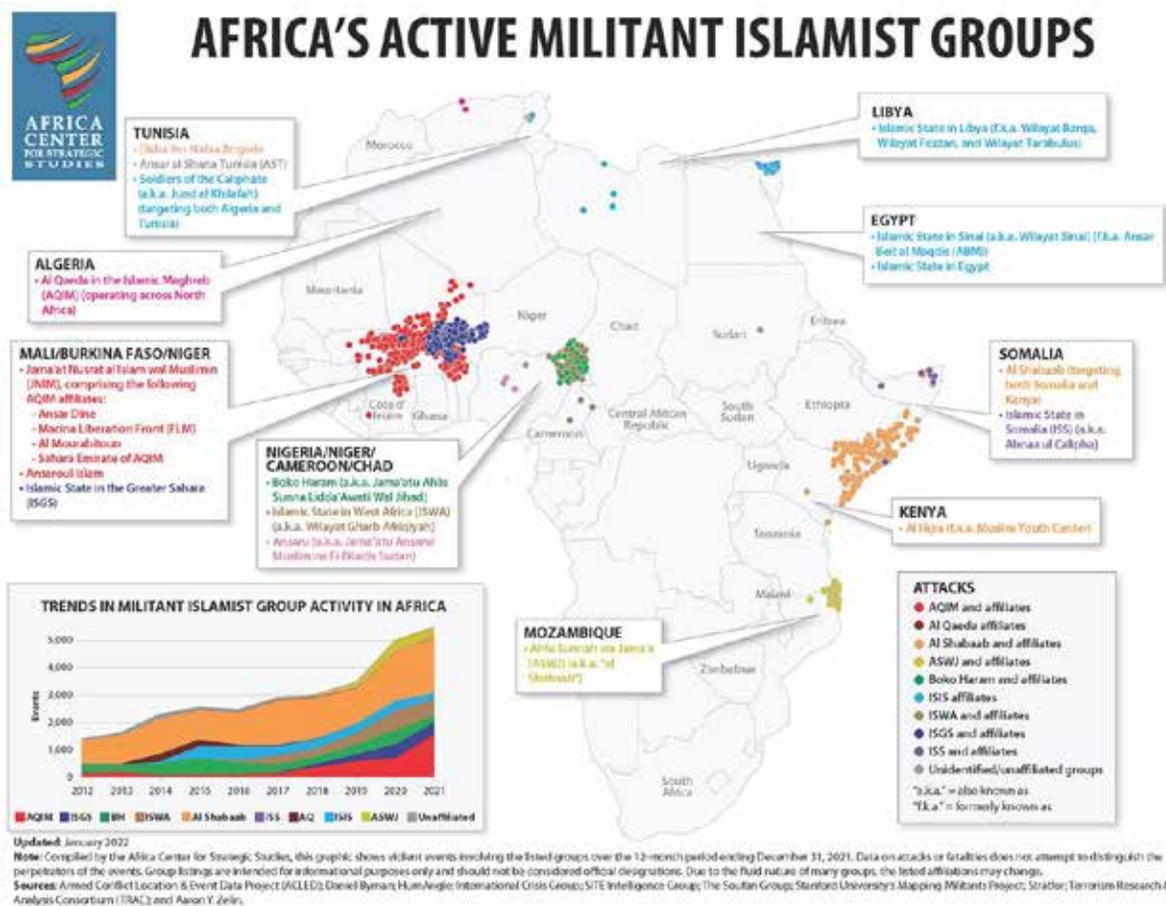
Le **Niger** est confronté à des conflits armés, à des déplacements de population et à l'insécurité alimentaire le long de ses frontières avec le Nigeria, le Burkina Faso, le Mali et la Libye. Le pays a connu une augmentation de 43 % des crimes violents en 2022⁵⁰. Les hostilités ont éclaté en raison de conflits ethniques et de la concurrence pour les ressources, mais aussi d'attaques de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique, et Boko Haram du Nigeria.

En **Somalie**, Al-Shabaab contrôle de vastes étendues de territoire, imposant sa propre interprétation de l'islam et de la charia aux musulmans et aux non-musulmans. Cela inclut l'interdiction de toutes les formes de médias, de divertissement, de consommation de tabac et de tout comportement considéré comme non islamique, comme le rasage de la barbe. Les rares fidèles non-musulmans sont en grande partie des ex-musulmans convertis au christianisme. Cette conversion est perçue comme une trahison envers la famille et la communauté, et une personne ne serait-ce que soupçonnée de conversion est susceptible d'être harcelée, intimidée, voire assassinée.⁵¹

Bien qu'Al-Shabaab ait perdu sa domination sur certains territoires du **Kenya**, le groupe reste consolidé dans la région en lançant des attaques sporadiques. Les activités antiterroristes du gouvernement ciblent les musulmans de manière disproportionnée pour des motifs sécuritaires et de politique intérieure. Le plus grand contingent de combattants étrangers au sein du groupe Al-Shabaab est constitué de Kenyans musulmans, et les djihadistes s'en prennent souvent aux institutions publiques⁵².

En ce qui concerne la sous-région de l'Afrique australe, le **Mozambique** a connu une augmentation des attaques insurrectionnelles commises par un groupe djihadiste affilié à l'État islamique, appelé Ansar al-Sunnah – connu localement sous le nom d'Al-Shabab (aucun lien de parenté avec Al-Shabaab, affilié à Al-Qaïda en Somalie) et en français sous le nom d'État islamique au Mozambique. Selon un rapport de l'Institut international d'études stratégiques, ce groupe compte « au moins 1 000 combattants », qui cherchent à s'emparer de Cabo Delgado pour y établir « un régime séparatiste islamiste⁵³ ». Les crimes violents signalés en 2022 – meurtres, enlèvements, pillages et destruc-

Une augmentation annuelle de 70 % des actes de violence liés aux groupes islamistes militants au Sahel a conduit la violence extrémiste en Afrique à des niveaux record en 2021.



tions de biens – ont augmenté de 29%. Ces attaques ont été remarquées, car la violence était principalement dirigée contre les civils (chrétiens et musulmans), représentant 66% de tous les crimes violents, plus que dans toute autre région du continent⁵⁴. À ce jour, plus d'un million de personnes sont des déplacés internes dans le pays⁵⁵.

Les djihadistes ciblent les chefs religieux pour répandre la peur

Dans la région des Grands Lacs, aux frontières du Rwanda, de la République démocratique du Congo (RDC) et de l'Ouganda, la concurrence pour les ressources minérales a donné lieu à une violence féroce et à d'horribles violations des droits de la personne. Selon les estimations, jusqu'à 122 groupes armés sont actifs rien qu'en **RDC**⁵⁶ où - en particulier dans le nord et l'est du pays -, des milices telles que le M23 et des djihadistes, tels que l'Alliance des forces démocratiques (ADF - une branche africaine de l'État islamique), terrorisent la population et ciblent les chefs religieux comme moyens de coercition pour répandre la peur. D'avril à juin 2022, l'ONU a enregistré près de 1 000 décès de civils et 700 000 déplacés pour toute l'année 2022⁵⁷. En Ouganda, plusieurs attaques menées par la même ADF ont été signalées, en particulier dans l'est du pays où des extrémistes menacent la population chrétienne et ciblent des églises.

Outre l'or, le bois et les diamants, la **République centrafricaine** (RCA) abrite des minerais dits de terres rares, essentiels à l'économie numérique⁵⁸. Le 30 juin 2022, la Conférence des évêques catholiques de RCA a dénoncé tous les acteurs impliqués dans les violences, y compris les groupes de guérilla, les mercenaires russes, les soldats rwandais et les Forces armées centrafricaines⁵⁹. Les évêques ont condamné les horreurs infligées, notamment « la destruction humaine et matérielle, les abus, les viols et les violations des droits de la personne, les destructions de biens [et] de lieux de culte et l'instrumentalisation des croyances religieuses⁶⁰ ».

L'événement le plus important en **Éthiopie** au cours de la période faisant l'objet du présent rapport a été le début de la guerre civile dans la région septentrionale du Tigré. Bien que ce conflit ne soit pas motivé par la religion, on a rapporté que les troupes érythréennes et éthiopiennes avaient attaqué à la fois des églises et des mosquées. Parmi les violences contre les communautés confessionnelles, il y a lieu de noter une attaque contre des musulmans lors des funérailles d'un éminent cheikh local à Gondar en avril 2022, même si le point culminant du conflit a sans doute été le massacre de 800 personnes dans l'église orthodoxe Maryam Tsiyon, à Aksoum⁶¹. Quant à l'**Érythrée**, le régime dirigé par le Président non élu, Isaias Afewerki, met l'accent sur le « martyre pour la nation » et décrète que les citoyens doivent vivre en conséquence⁶². Il s'agit d'une dictature dans laquelle la plupart des droits de la personne, y compris la liberté religieuse, sont inexistantes.

Œuvrer pour la paix

Malgré les tensions et la violence, il est également important de souligner les efforts interreligieux constructifs, et de noter les visites du pape François en **RDC** et au **Soudan du Sud** en janvier et février 2023 au cours desquelles il a appelé les dirigeants des deux pays à œuvrer en faveur de la paix.

Parmi la myriade d'efforts nationaux, au **Cameroun**, à l'**appel de l'archevêque de Yaoundé, Mgr Mbarga**, des représentants du gouvernement se sont joints à 60 religieux musulmans et chrétiens et à des centaines de musulmans et de chrétiens dans la capitale, Yaoundé, pour prier pour la paix pendant la Coupe d'Afrique des Nations de football⁶³.

En **Côte d'Ivoire**, les chefs religieux chrétiens et musulmans se sont réunis à Abidjan pour un colloque international intitulé. Le message éternel des religions, au cours duquel les participants se sont entendus sur une déclaration commune selon laquelle « la solidarité, la fraternité et le dialogue entre toutes les religions doivent être la base même de la paix sociale⁶⁴ ».

En **République centrafricaine**, un groupe interreligieux appelé la Plateforme des confessions religieuses de Centrafrique a réuni les chefs religieux des communautés musulmane, évangélique et catholique du pays. Ensemble, ils se sont courageusement rendus sur les lignes de front pour rouvrir le dialogue entre les groupes armés et les élus⁶⁵.

Risques à long terme

Selon le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, les déplacements de population à travers le Sahel (les pays du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger), au cours des trois dernières années, ont « augmenté de près de 400 %⁶⁶ ». Dans la même région, au cours de la même période, le nombre de personnes menacées par la famine « est passé de 3,6 à 10,5 millions⁶⁷ ».

Si rien n'est fait, le cycle de la violence, des déplacements de population et de la famine continuera à se dégrader, provoquant d'autres conséquences à long terme, notamment des dissensions intercommunautaires plus profondes, le déclin économique, l'instabilité politique et l'appauvrissement de millions de personnes. Bien que les musulmans et les chrétiens soient pareillement victimes de la violence extrémiste, avec la radicalisation croissante de l'extrémisme islamiste, les chrétiens ont tendance à devenir de plus en plus une cible spécifique pour les terroristes, éliminant le pluralisme religieux et l'harmonie, caractéristiques de la région.

ÉTUDE DE CAS

République démocratique du Congo : téléphones intelligents, terres rares et violence djihadiste



© Thomas Oswald / ACN

Environ 70 % du cobalt mondial, un métal essentiel nécessaire à la production de piles rechargeables au lithium-ion pour les voitures électriques et les ordinateurs, est extrait dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC)⁶⁸. Plus d'un quart du tantale mondial - extrais du minerai de coltan - utilisé dans les téléphones intelligents est extrait dans l'est de la RDC⁶⁹. C'est dans l'est de la République démocratique du Congo que l'on trouve les plus grandes concentrations de milices extrémistes et djihadistes et d'attaques violentes.

La situation est complexe, une économie de guerre transnationale impliquant des intérêts politiques, économiques, ethniques et religieux avec un terrorisme atteignant des niveaux constituant des crimes contre l'humanité. Au cours des dix dernières années, la lutte pour le contrôle des mines de coltan a coûté la vie à plus de quatre millions de Congolais⁷⁰.

Le nombre de groupes terroristes est passé de quelques dizaines en 2006 à environ 120 aujourd'hui⁷¹. Des factions rebelles telles que le M23 et des djihadistes tels que l'Alliance des forces démocratiques (ADF - que l'État islamique revendique sous le nom de Province de l'État islamique en Afrique centrale) commettent des atrocités contre la population en toute impunité. Rien qu'entre avril et juin 2022, l'ONU a enregistré près de 1 000 décès de civils; sur l'ensemble de 2022, plus de 700 000 civils ont été déplacés⁷². De plus en plus, les extrémistes ciblent les chefs religieux et les lieux de culte.

L'Église catholique a ouvertement critiqué ces crimes et a défendu les victimes. En avril 2021, les évêques ont souligné les objectifs des terroristes en déclarant qu'ils « exploitent les faiblesses des forces armées régulières afin d'atteindre leurs objectifs politiques et religieux », qui comprennent « l'occupation du territoire, l'exploitation illégale des ressources naturelles, l'enrichissement personnel gratuit et l'islamisation de la région sans égard pour la liberté religieuse⁷³ ».

On estime que les besoins mondiaux en cobalt liés à la technologie augmenteront de 60 % d'ici 2025⁷⁴. Les attaques en RDC, y compris la violence djihadiste, ne devraient pas s'atténuer.

Un mineur congolais extrait du coltan (colombite-tantalite) dans une mine près du village de Nzibira en République démocratique du Congo. Ce minerai métallique rare est un élément central utilisé dans la production de biens électroniques qui font l'objet d'une consommation de masse



ANALYSE RÉGIONALE

Asie continentale

L'Asie continentale abrite des pays où ont lieu certaines des pires violations de la liberté religieuse au monde. En Asie de l'Est, en Asie du Sud-Est et dans le sous-continent indien, les pays qui ont connu les restrictions religieuses les plus sévères au cours de la période faisant l'objet du présent rapport sont la Chine, l'Inde, le Népal, la Corée du Nord, le Vietnam et le Myanmar.

En **Chine**, cette population de 1,4 milliard d'habitants continue de subir les plus graves restrictions à la liberté religieuse depuis la Révolution culturelle. Le Parti communiste chinois (PCC), déterminé à mener sa campagne de *sinisation* de la religion – exigeant que toutes les religions adhèrent à l'idéologie, à la doctrine et aux enseignements du Parti communiste chinois – a repris sa répression intense des communautés confessionnelles. Les outils utilisés pour traquer et arrêter ses citoyens, y compris les minorités ethniques et religieuses, sont dotés de technologies de surveillance de pointe, notamment les quelque 540 millions de caméras de télévision en circuit fermé réparties dans tout le pays⁷⁵ – dont beaucoup sont dotées d'une fonction de reconnaissance faciale – qui sont de plus en plus perfectionnées. Bien que tous les groupes confessionnels aient signalé une pression croissante, la population musulmane ouïghoure continue de faire l'objet d'une persécution intense, avec des arrestations pour pratiques religieuses et la

fermeture et à la destruction de mosquées. On estime qu'au moins un million d'Ouïghours sont détenus dans des camps de détention et que jusqu'à 880 000 enfants musulmans ont été séparés de leurs parents. Des campagnes de stérilisation et d'avortements forcés et ont également été signalées⁷⁶. La Chine a également poursuivi ses menaces d'envahir Taïwan en lançant des exercices de guerre à balles réelles en août 2022, à la suite d'une visite de l'ancienne présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi. Si une invasion devait se produire, le sort des chrétiens taïwanais serait une préoccupation majeure.

L'Inde, comme la Chine, compte également 1,4 milliard d'habitants et est la plus grande démocratie au monde. Dirigé par le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP), le gouvernement soutient que l'identité nationale et culturelle de l'Inde est essentiellement hindoue. Les libertés des minorités religieuses, en particulier celles des chrétiens et des musulmans, sont gravement compromises, et c'est surtout la pratique de la conversion religieuse et de l'abattage des vaches qui entraîne de graves répercussions⁷⁷. Le BJP soutient également les restrictions à la liberté religieuse par le biais des lois sur la liberté religieuse (ou lois anti-conversion). Il s'agit de lois conçues au niveau de l'État pour réglementer les conversions

religieuses à une autre religion que l'hindouisme, prétendument accomplies par la force ou par des moyens frauduleux. À l'heure actuelle, 12 États indiens ont adopté ou bien envisagent d'adopter de telles lois. Le plus récent d'entre eux est l'État méridional du Karnataka, qui a ratifié une loi anti-conversion en septembre 2022⁷⁸, et l'Uttarakhand⁷⁹, qui a renforcé ses lois en novembre 2022 en introduisant une peine de prison de dix ans pour les personnes reconnues coupables de conversion religieuse forcée. La répression des minorités par l'Inde via l'introduction de lois anti-conversion strictes a été imitée par le **Népal**, pays voisin à majorité hindoue, qui a récemment adopté une constitution et un code pénal interdisant le prosélytisme et marginalisant les communautés et organisations non hindoues⁸⁰. La montée du parti nationaliste hindou Rastriya Prajatantra Party (RPP), qui cherche à refaire du Népal un État hindou, est préoccupante⁸¹. Les données provenant de l'Inde, du Népal et d'autres pays de cette région suggèrent que le nationalisme ethnoreligieux continue d'être un modèle dangereux en Asie continentale.

En Asie continentale, la Corée du Nord, le Vietnam et le Laos ont également des gouvernements autoritaires qui répriment la liberté religieuse par un contrôle brutal de la religion. La **Corée du Nord**, reconnue comme la nation la plus isolée au monde, a l'un des pires bilans au monde en matière de droits de la personne. Il a été établi à plusieurs reprises que les groupes religieux de ce pays subissaient une « persécution extrême⁸² ». Le système Songbun de la Corée du Nord catégorise les citoyens en fonction de leur loyauté envers l'État. Les fidèles d'une religion sont automatiquement classés comme « hostiles » et « soumis à une répression sévère⁸³ ». Au **Vietnam**, les chrétiens hmongs et montagnards continuent de souffrir de discrimination systémique et de persécutions. Au **Laos**, les chrétiens ont également été attaqués par des foules et les autorités leur ont demandé de dénoncer leur foi, avec de graves répercussions en cas de refus.

L'Asie continentale abrite également de nombreux pays à majorité bouddhiste, en particulier le Myanmar, le Sri Lanka et la Thaïlande. Le coup d'État militaire du 1er février 2021 au Myanmar a entraîné une période de répression intense des droits de la personne, y compris de la liberté religieuse. Alimentée en partie par une idéologie nationaliste ethnoreligieuse, au moins 132 églises et édifices religieux ont été détruits depuis le début du coup d'État⁸⁴. De plus, les discours de haine et les violences antimusulmans se sont multipliés, sans compter le génocide en cours des Rohingyas. S'appuyant sur le chaos créé par les graves crises politiques et économiques, les organisations nationalistes bouddhistes du **Sri Lanka** deviennent de plus en plus nombreuses, extrémistes puissantes. Qualifiant tous les non-bouddhistes, quelles que soient leur ethnie et leur tradition religieuse – musulmans, hindous et chrétiens – de menaces existentielles pour le bouddhisme, ces groupes provoquent une réaction extrémiste au sein des communautés minoritaires musulmanes et hindoues, menaçant de détruire l'identité na-

tionale commune du Sri Lanka⁸⁵. La **Thaïlande** continue de faire face à un conflit dans les provinces frontalières du sud, notamment sous l'impulsion du mouvement séparatiste islamiste, le Barisan Revolusi Nasional (BRN). Diverses attaques ont eu lieu et, bien que de nombreuses trêves aient été tentées, un cessez-le-feu et des négociations sont toujours en suspens.

Les événements récents, ainsi que la poursuite des conflits passés, démontrent que la région est toujours instable et qu'elle demeure le théâtre d'importantes persécutions religieuses. La gouvernance particulièrement autoritaire, le renforcement du nationalisme ethnoreligieux (y compris les lois anti-conversion et les lois discriminatoires), l'extrémisme islamiste et une escalade significative de la persécution des minorités religieuses continuent d'aggraver et d'assombrir toute perspective de liberté religieuse dans la région.



ÉTUDE DE CAS

Inde : lois contrôlant la démographie religieuse



©Michael T. Balonek/ACN

L'Inde, avec sa population de plus de 1,4 milliard d'habitants, est devenue un centre et un terreau fertile pour le nationalisme religieux. Le pays, actuellement dirigé par le parti politique nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP), maintient que la culture et l'identité indiennes sont enracinées dans l'hindouisme. Les craintes d'une croissance rapide des groupes religieux non hindous (en particulier l'islam)⁸⁶ ont eu pour conséquence que ces communautés confessionnelles, principalement chrétiennes et musulmanes, souffrent de discrimination systémique et, dans de nombreux cas, se voient refuser les libertés civiles fondamentales.

De plus, accusés de convertir de force des hindous à une autre religion, des groupes politiques tels que le parti nationaliste Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), qui considèrent la culture et les valeurs hindoues en danger, prônent l'introduction de lois anti-conversion et d'initiatives de reconversion telles que le Ghar Wapsi (retour au pays). Bien que le Ghar Wapsi cible également les convertis au christianisme, il est motivé par des allégations selon lesquelles les hommes musulmans attirent des femmes hindoues pour les épouser et les convertir afin de favoriser la croissance de l'islam, ce qu'on appelle communément le Love Jihad. Le RSS et ses alliés organisent des événements de « Ghar Wapsi » en visant principalement à inciter les castes inférieures (appelées Dalits), à se reconverter à l'hindouisme au moyen d'incitations financières.

Les initiatives de reconversion sont éclipsées par la propagation des lois anti-conversion, ou lois sur la liberté religieuse, à l'origine de nombreux cas de persécution. Les musulmans ou les chrétiens accusés de s'être livrés à des conversions religieuses risquent des peines de prison pouvant aller jusqu'à dix ans et ont été victimes de brutalités de la part de milices locales. À l'heure actuelle, 12 États indiens ont adopté ou envisagent d'adopter des lois anti-conversion.

Les souffrances liées à la reconversion et l'introduction d'une législation anti-conversion discriminatoire ne font pas que renforcer le sentiment antimusulman lié à l'amendement de 2019 à la loi sur la citoyenneté (CAA), mais ouvrent également la porte à une myriade de violations des droits fondamentaux. Dénonçant cela comme une atteinte à la Constitution laïque de l'Inde, la Commission des États-Unis pour la liberté religieuse internationale (USCIRF) a qualifié l'Inde de pays particulièrement préoccupant en vertu de la Loi sur la liberté religieuse internationale⁸⁷.

Les foules se rassemblent pour le festival religieux en Inde

N'y a-t-il qu'un seul bouddhisme ?

Le bouddhisme, l'une des plus anciennes croyances au monde, est à la fois une religion et une philosophie et compte quelque 400 millions d'adeptes. Il est originaire de l'Inde, entre le 6^e et le 4^e siècle avant J.-C., repose sur les enseignements de Siddhartha Gautama, ou Bouddha, et s'est répandu initialement dans toute l'Asie continentale. Aujourd'hui, le bouddhisme reste répandu dans certains pays, dont le Sri Lanka, le Myanmar et la Chine.

Le bouddhisme s'est développé pendant une période de bouleversements sociaux intenses et de ferveur religieuse⁸⁸. Les enseignements bouddhistes sont basés sur le Triratna, ou « trois joyaux » : Bouddha (l'enseignant), Dharma (l'enseignement) et Sangha (la communauté)⁸⁹. Après le décès de son fondateur, le bouddhisme s'est diversifié en deux groupes principaux, le Theravada et le Mahayana. Le bouddhisme Theravada (voie des anciens) est le plus conservateur des deux et se concentre sur le développement de la conduite éthique, de la méditation et de la perspicacité-sagesse en mettant l'accent sur une observation plus rigoureuse du code monastique. Le bouddhisme Theravada est pratiqué principalement en Asie du Sud, notamment au Sri Lanka, au Cambodge, au Laos, au Myanmar et en Thaïlande. Le bouddhisme Mahayana (le grand véhicule) se concentre sur le regard intérieur et s'appuie sur la philosophie de l'intuition. Le bouddhisme Mahayana est pratiqué principalement au Tibet, au Népal, en Chine, en Corée et au Japon⁹⁰.

Au Sri Lanka, le bouddhisme Theravada est pratiqué par la majorité cinghalaise qui considère le pays comme une terre choisie – on dit que les textes sacrés les plus importants ont été écrits pour la première fois au Sri Lanka et que Bouddha lui-même a consacré l'île pour la défense et la propagation du bouddhisme. Alors que les adeptes du bouddhisme pratiquent principalement la philanthropie et jouent un rôle important en temps de crise, il est tragique que les groupes radicaux qui promeuvent la suprématie bouddhiste aient exercé une influence croissante sur la politique⁹¹. La prédication haineuse et la rhétorique en ligne ont provoqué de violentes attaques contre les chrétiens et les musulmans, les nationalistes cinghalais-bouddhistes percevant ces deux religions comme des menaces. Les chrétiens ont des difficultés à faire enregistrer leurs lieux de culte, et plusieurs églises ont été fermées de force. Les attentats du dimanche de Pâques en 2019 ont enflammé le sentiment antimusulman parmi les extrémistes bouddhistes, ce qui a incité davantage à la haine envers les musulmans, en particulier dans les médias sociaux. Cela a entraîné une augmentation de la discrimination à l'égard des musulmans, y compris des attaques de vengeance contre des maisons, des entreprises et des mosquées (cf. rapport sur le Sri Lanka).



Au Myanmar, comme au Sri Lanka, la majorité pratique le bouddhisme Theravada, et ici aussi les croyances bouddhistes sont profondément liées à la culture nationale. Les moines bouddhistes sont toujours considérés comme des symboles nationalistes pour leur opposition au colonialisme et la religion bouddhiste est comprise comme une composante indispensable de l'identité ethnique birmane et de l'identité nationale birmane⁹². L'influence de la méditation birmane Vipassana, principalement enseignée aux laïcs, s'est étendue et a influencé la pratique du bouddhisme dans le monde entier⁹³.

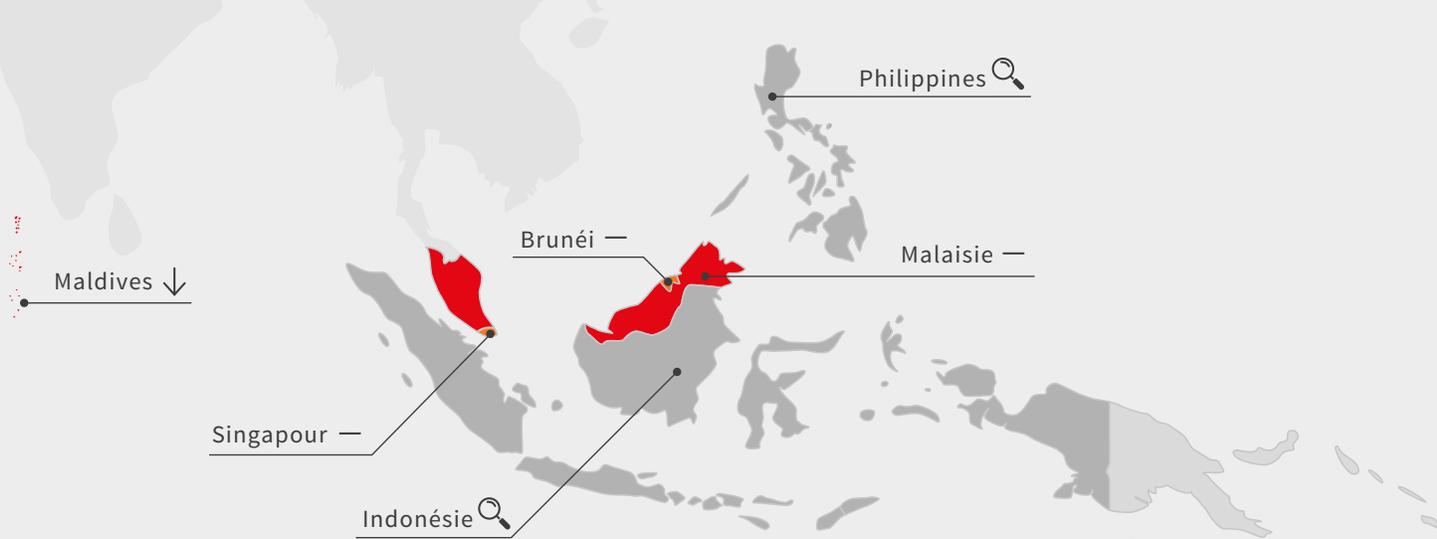
Malgré l'expression pacifique du bouddhisme, ainsi que les relations interreligieuses historiquement positives entre les groupes confessionnels, la situation des communautés confessionnelles chrétiennes et musulmanes du Myanmar s'est récemment considérablement détériorée. L'armée, associée à un programme nationaliste⁹⁴ bouddhiste birman extrémiste et intolérant envers les groupes ethniques non birmans et les groupes confessionnels non bouddhistes, a réprimé les communautés confessionnelles minoritaires, le cas le plus flagrant étant celui du génocide des musulmans Rohingyas (cf. rapport sur le Myanmar).

La Chine abrite la plus grande population bouddhiste au monde. Le bouddhisme chinois est une combinaison du bouddhisme Mahayana et du taoïsme, une religion chinoise autochtone. Les bouddhistes chinois, qui dépeignent Bouddha comme « gros et riant⁹⁵ », croient que Bouddha était un dieu et non seulement un enseignant, et rendent hommage à leurs ancêtres⁹⁶. Cependant, le paysage sociopolitique auquel sont confrontées toutes les religions en Chine évolue rapidement.

La politique de sinisation du Parti communiste chinois (PCC), « l'adaptation des religions à la société socialiste chinoise », fait souvent référence à « l'indigénisation de la foi, de la pratique et du rituel religieux dans la culture et la société chinoises⁹⁷ ». Pour les bouddhistes, cela se reconnaît largement à travers la répression du bouddhisme tibétain qui dure depuis des décennies. Plus récemment, cependant, toutes les institutions bouddhistes chinoises ont subi des pressions du gouvernement pour accepter l'idéologie du PCC, dictant les croyances et pratiques religieuses⁹⁸.

À l'heure actuelle, dans les démocraties libérales occidentales, il existe diverses interprétations du bouddhisme, façonnées selon les besoins spirituels des modes de vie modernes. Certains bouddhistes ne confirment ni ne nient la reconnaissance de Dieu⁹⁹, leur mode de vie étant théorisé comme un ensemble de croyances philosophiques basées sur la compréhension rationnelle. D'autres considèrent le bouddhisme comme inclusif des autres religions et ouvert à une myriade d'interprétations basées sur les croyances personnelles. D'autres encore rejettent le concept de Dieu comme provenant de la peur ou trouvent que le concept de Dieu est limitatif et que le concept de Nirvana est semblable à Dieu dans les religions théistes¹⁰⁰. Quant au point de vue du vénérable S. Dhammika de l'Association du Bouddha Dharma, il déclare : « Nous ne croyons pas en un dieu parce que nous croyons en l'humanité. Nous croyons que chaque être humain est précieux et important, que tous ont un potentiel évolutif vers le Bouddha – un être humain parfait¹⁰¹. »

Au Myanmar, il est de coutume pour chaque jeune garçon d'entrer dans un monastère bouddhiste en tant que moine novice pendant au moins une semaine, même si certains restent pendant des années. Une fois que les novices atteignent l'âge adulte (20-21 ans), ils sont libres de décider s'ils veulent faire leurs vœux définitifs en tant que moines.



ANALYSE RÉGIONALE

Asie du Sud-Est maritime et Océanie

La région de l'Asie maritime comprend notamment la péninsule et l'archipel malais, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les nombreuses petites nations insulaires de la région indopacifique. La persécution religieuse se poursuit et constitue le principal moteur des conflits et de l'instabilité qui sont importants dans la région, principalement sous la forme de l'islam militant.

Les pays de la région qui présentent la répression religieuse la plus sévère continuent d'être les Maldives et la Malaisie, principalement en raison de leur idéologie islamiste extrémiste. Bien que la constitution de la **Malaisie** protège la liberté religieuse, les droits des minorités religieuses sont limités par les privilèges constitutionnels et juridiques accordés à l'islam sunnite. Les Malais ethniques, qui représentent près de 70 % de la population, n'ont pas le droit de se convertir, tandis que les non-Malais (principalement ceux d'origine chinoise et indienne) restent libres de se convertir. Une intolérance religieuse considérable persiste à l'encontre des groupes religieux minoritaires et, récemment, les chrétiens ont continué de faire face à la persécution en raison de la réapparition en ligne d'un livre populaire contre les chrétiens, intitulé Pendedahan Agenda Kristian (Exposer l'agenda chrétien). Dans l'État de Sabah, on a signalé que des représentants du gouvernement avaient changé l'identité religieuse des chrétiens en une identité musulmane et, au Sarawak, un État majoritairement chrétien, une discrimination a été signalée à l'encontre des petits groupes chrétiens qui ont des difficultés lors de demandes de subventions et pour obtenir la reconnaissance du gouvernement. Cependant, sur une note positive, une haute cour de Malaisie a annulé un jugement interdisant l'utilisation du mot « Allah »

par les non-musulmans, le déclarant inconstitutionnel. Par ailleurs, les réfugiés Rohingyas ont également continué de faire l'objet de persécutions et d'hostilités xénophobes, en particulier pendant la pandémie de la COVID-19, lorsqu'ils se sont vu refuser les services sociaux de base.

La petite nation des **Maldives**, principalement connue comme une destination touristique internationale, reconnaît l'islam sunnite comme religion officielle. Ainsi, l'affirmation officielle selon laquelle 100 % de la population est musulmane n'est soutenue que par le fait que seuls les adeptes de l'islam sunnite peuvent devenir citoyens. Les 25 % de la population qui sont des non-musulmans immigrés n'ont pas accès à la nationalité. Les Maldives continuent d'être un terrain de recrutement notoire pour les terroristes et les actes spontanés de haine et de violence ont augmenté ces dernières années, avec de multiples tentatives d'assassinat contre des dirigeants politiques clés et des tentatives d'attaques contre des écoles primaires. Un incident qui a fait la une des journaux internationaux s'est produit en juin 2022. Une célébration de la Journée internationale du yoga des Nations Unies a été interrompue par des fondamentalistes musulmans qui sont entrés dans le stade avec des drapeaux et des pancartes condamnant la pratique du yoga et criant « Dieu est grand » en arabe.

L'Indonésie, la plus grande nation musulmane au monde, est devenue de plus en plus inhospitalière pour les minorités religieuses. Alors que la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale mettait récemment le pays sur sa liste de surveillance spéciale, les citoyens ont été de plus en plus condamnés en vertu de la loi sur le blasphème, les chrétiens

semblant recevoir des peines plus sévères que les musulmans. Quelques progrès ont été réalisés de la part du gouvernement pour défendre les droits des minorités religieuses. En décembre 2022, le Président Jokowi a été le premier président à assister à un office chrétien le jour de Noël et, en janvier 2023, il a défendu les minorités religieuses et a déclaré qu'elles avaient les mêmes droits en termes de liberté de religion et de culte.

Aux **Philippines**, pays à majorité catholique, le groupe militant Abu Sayyaf a continué de mener des actes violents d'extrémisme islamiste. En 2022, ce groupe armé a été responsable de la pose de bombes artisanales dans les locaux de deux églises catholiques de la ville de Jolo.

Dans la petite nation du **Brunéi**, malgré la pleine application de la charia depuis 2019, un point positif est à souligner : les imams du pays ont prêché que les réalisations des femmes devraient être célébrées et les ont encouragées à travailler à l'extérieur de la maison.

De nombreux pays de cette vaste région continuent d'être libres et pacifiques. Il s'agit notamment des grandes nations insulaires de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, des nations à majorité chrétienne de Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Timor-Leste, et des micro-États de l'océan Pacifique (Vanuatu, Samoa, Kiribati, Tonga, Micronésie, Îles Marshall, Palaos, Tuvalu, Nauru, Îles Fidji et Îles Salomon). Cependant, des problèmes de liberté religieuse y sont présents, par exemple dans les pays où la discrimination à l'égard des minorités musulmanes persiste, en particulier lorsqu'il s'agit d'enregistrer les mariages et les naissances. Les petits pays du Pacifique sont également de plus en plus pris dans une lutte géostratégique entre la Chine et les États-Unis/Australie en raison de leur emplacement. L'Australie continue de transférer certains de ses demandeurs d'asile vers un centre de détention *offshore* à Nauru. Cette politique a été condamnée par les groupes de défense des droits de la personne, ainsi que par les évêques catholiques de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Îles Salomon, qui l'ont considérée comme attentatoire aux droits de la personne.

Les minorités religieuses sont **de plus en plus** opprimées par :



Des attaques terroristes



De la surveillance de masse



Des lois anti-conversions



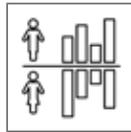
Des restrictions liées à leur finance



Des manipulations électorales



Des attaques contre leur héritage culturel



La manipulation de registres



Selon l'UNICEF, dans les États du nord-est et du nord-ouest du Nigeria, environ 30 % des enfants musulmans reçoivent une éducation coranique, laquelle n'inclut pas les compétences de base telles que l'alphabétisation et le calcul.

Les manuels scolaires et l'avenir de la liberté religieuse

Dr. Eva Saenz-Diez

En février 2021, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a provoqué la controverse en ordonnant aux responsables de l'éducation de supprimer les versets coraniques de tous les manuels scolaires, à l'exception des manuels de religion islamique¹⁰². Jusqu'à cette date, des passages du livre saint et des paroles du prophète Mahomet avaient été intégrés dans les manuels scolaires de toutes les matières. Ceux qui critiquaient cette politique éducative islamique ont longtemps souligné la discrimination à l'encontre d'élèves non musulmans – ou même d'élèves des traditions non sunnites – tenus d'étudier et de réciter les versets coraniques, même si ceux-ci violaient leurs propres croyances religieuses, en violation de la constitution égyptienne. Plutôt que de promouvoir l'idée d'égalité au sein de la citoyenneté, ces textes présentaient l'islam comme étant la « seule source de vertus et de valeurs positives¹⁰³ » et par voie de conséquence, il en ressortait que les autres religions ne partageaient pas les mêmes vertus. Les non-musulmans et les musulmans non sunnites étaient donc de facto exclus des exemples historiques de piété et de comportement honorable.

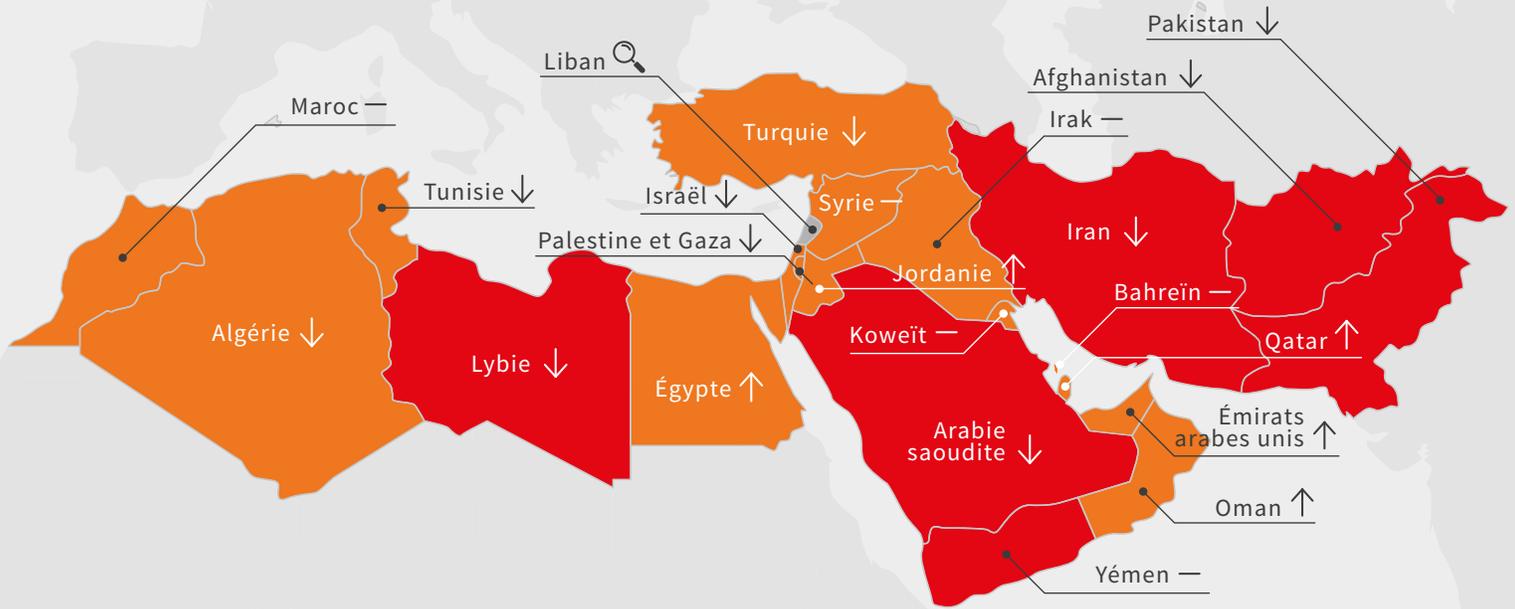
Suivant une tendance contraire, le Pakistan continue d'insister sur sa politique d'enseignement islamique obligatoire. En août 2021, le gouvernement du premier ministre de l'époque, Imran Khan, a introduit le Programme national unique (PNU) pour les écoles primaires. Une caractéristique de l'éducation standardisée est le programme islamocentré, à la limite de l'instruction religieuse forcée¹⁰⁴. Le PNU a suscité de vives critiques de la part d'experts en éducation et de défenseurs des droits de la personne pour son manque d'inclusivité, sa pédagogie médiocre et son importance excessive accordée au contenu religieux islamique¹⁰⁵, provoquant une discrimination et des attitudes négatives envers les membres des minorités religieuses dès l'école primaire. Dans le livre *Éducation de qualité contre Alphabétisation fanatique*, l'éditeur Peter Jacob conclut qu'au Pakistan, « l'intolérance rampante sur une base religieuse et confessionnelle est le seul résultat imaginable des politiques éducatives menées dans le passé et à présent ». Il ajoute également que l'exclusion

et l'humiliation de certains groupes encouragent la généralisation de la maltraitance¹⁰⁶, multipliant de tels comportements, accentuant les inégalités¹⁰⁷ et parfois même provoquant des violences¹⁰⁸.

Les musulmans constituent la communauté confessionnelle qui connaît la croissance la plus rapide en Inde. La population musulmane y est actuellement similaire à celle du Pakistan et les démographes calculent que la communauté musulmane de l'Inde devrait dépasser celle du Pakistan en devenant la deuxième au monde en nombre de fidèles (immédiatement après l'Indonésie)¹⁰⁹. Le nationalisme hindou est récemment devenu un thème majeur de la politique indienne et ce changement est également perceptible dans les manuels scolaires¹¹⁰.

En juin 2022, le gouvernement du Bharatiya Janata Party (BJP) a supprimé des passages importants des manuels de sciences sociales et d'histoire. Dans le cadre de ce révisionnisme, l'influence du pouvoir des Moghols, une dynastie musulmane médiévale, a été supprimée des livres d'histoire de classe de terminale. Le célèbre historien et universitaire indien Irfan Habib¹¹¹ a observé que « les diverses races, religions, cultures qui se sont succédées au cours des siècles et se sont immergées et assimilées dans une identité indienne » sont un « fait historique¹¹² ». « Cependant, les idéologues de l'Hindutva ont déjà déclaré qui est Indien et qui ne l'est pas et c'est leur version de l'histoire qui sera enseignée ». Par conséquent, « les générations futures grandiront dans l'ignorance totale de ces "autres" dans leurs manuels scolaires¹¹³ ».

Des changements plus larges ont également eu lieu en Arabie saoudite dans les manuels scolaires et les programmes d'études. Le royaume a récemment supprimé de ses manuels scolaires les mentions de hadiths invitant à l'hostilité envers les infidèles¹¹⁴, et les références au djihad¹¹⁵ et à la mort comme punition pour apostasie¹¹⁶. La Jordanie et le Maroc ont également récemment procédé à des réformes des programmes scolaires, mais ces dernières sont souvent considérées par les analystes comme purement cosmétiques.



ANALYSE RÉGIONALE

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Malgré certains faits nouveaux positifs dans la région par rapport à la période précédente, aucun pays à majorité musulmane n'assure actuellement la pleine liberté religieuse. L'impact des restrictions liées à la pandémie de la COVID-19 et de l'instabilité politique persistante dans certains des plus grands pays a gravement restreint les droits de la personne. Dans la plupart des pays où l'islam est la religion officielle, la liberté religieuse est limitée à différents degrés de liberté du culte. Au cours de la période de deux ans faisant l'objet du présent rapport, plusieurs grandes tendances peuvent être identifiées qui, bien sûr, ne s'appliquent pas à tous les pays.

Gestes du gouvernement envers les minorités religieuses

Bien qu'il n'existe pas de liberté religieuse complète dans cette région, certains États à majorité musulmane ont démontré une plus grande inclination à reconnaître que le pluralisme religieux est toujours une partie nécessaire de la mosaïque sociétale. En **Irak**, par exemple, le gouvernement a fait des gestes importants envers ses citoyens chrétiens et yézidis. En décembre 2020, le Parlement irakien a reconnu à l'unanimité Noël comme jour férié national. En 2021, il a adopté la loi sur les survivants yézidis, laquelle est reconnue comme une étape importante pour surmonter l'injustice infligée aux minorités par l'État islamique. En mars 2021, le pape François, le premier pape à se rendre en Irak, a été accueilli par les chefs d'État pour participer à des moments forts interreligieux, notamment une rencontre avec le chef chiite, le grand ayatollah Sayyid Ali Al-Husseïni Al-Sistani¹¹⁷. Le même mois, le premier ministre irakien, Mustafa Al Kadhimi, a annoncé que le 6 mars deviendrait une Journée nationale de tolérance et de coexistence en Irak¹¹⁸.

De même, aux **Émirats arabes unis**, des signes encourageants tels que l'ouverture d'un temple hindou ou la création de l'As-

sociation des communautés juives du Golfe, basée à Dubaï, sont à noter. En Afrique du Nord, les résultats sont mitigés. Dans la plupart des cas, des politiques rigides contre la pratique de toute religion non islamique continuent d'être strictement appliquées. Cependant, certains pays, comme l'**Égypte**, ont plus récemment pris des mesures positives telles que l'encouragement d'une plus grande unité nationale entre musulmans et chrétiens¹¹⁹, la tolérance et le dialogue interreligieux¹²⁰, la protection des sites du patrimoine religieux et la légalisation de certaines d'églises. L'intolérance sociale profondément enracinée et la discrimination institutionnalisée à l'encontre des non-musulmans, ou de ceux qui sont considérés comme des musulmans déviants restent toutefois un grave problème de société.

Au **Pakistan**, bien que le premier ministre Imran Khan ait promis un nouveau Pakistan (Naya Pakistan) dans lequel les « droits civils, sociaux et religieux des minorités¹²¹ » devaient être garantis, les communautés confessionnelles ont continué d'être fortement discriminées. Les exemples de discrimination civile sont monnaie courante, notamment les offres d'emploi publiques pour les travailleurs de l'assainissement, les balayeurs de rues et les nettoyeurs d'égouts « réservées aux non-musulmans¹²² » et les initiatives de protection contre les inondations qui ne tiennent pas compte des communautés chrétiennes et hindoues¹²³.

La persécution systémique demeure également un grave problème, qui s'est aggravé au cours de la période de deux ans faisant l'objet du présent rapport, notamment du fait des points suivants : des jeunes filles chrétiennes et hindoues enlevées et réduites à l'esclavage sexuel sous prétexte de conversion à l'islam et de mariage avec leur ravisseur, des lois sur le blasphème qui violent les droits des hindous, des chrétiens et des musul-

mans (la majorité chiite emprisonnée) avec des foules perpétrant des attaques extrajudiciaires, et une éducation de plus en plus islamocentrée, exacerbée par le récent programme national unique qui contribue à la discrimination et aux attitudes négatives à l'égard des membres des minorités religieuses.

Le terrorisme islamiste à nouveau en hausse

Alors que le terrorisme islamiste dans la région a culminé avant la période faisant l'objet du présent rapport, Daech (autoproclamé État islamique) s'étant plus ou moins endormi après sa défaite en tant qu'entité territoriale, le groupe djihadiste revendique à nouveau de plus en plus la responsabilité des attaques terroristes en cours en Irak et en Syrie. Par exemple, depuis 2020, les islamistes radicaux ont intensifié leurs attaques contre les zones à majorité chiite en **Irak**. Cependant, le groupe est encore loin de ce qu'il était après 2014 quant à ses possibilités et à son attractivité. Les atrocités commises par Daech ont servi à repousser de nombreuses personnes qui avaient auparavant sympathisé avec le groupe et le considéraient comme un champion des droits sunnites en Irak et en Syrie. Outre Daech, plusieurs groupes islamistes armés ont continué de terroriser les personnes de confession non musulmane, y compris dans le nord-ouest de la Syrie où différentes factions islamistes comme Hayat Tahrir al Cham, contrôlent la région d'Idlib.

Avec la prise du pouvoir en Afghanistan par les talibans en août 2021, les activités terroristes ont repris au **Pakistan**. De nombreuses atrocités ont été commises par l'État islamique-province du Khorasan (EI-PK) contre des chrétiens, des hindous, des ahmadis et des musulmans chiites, notamment l'attaque de mars 2022 contre une mosquée chiite à Peshawar, qui a coûté la vie à plus de 60 personnes¹²⁴.

Tendances à la sécularisation

Plusieurs enquêtes menées au cours de la période de deux ans faisant l'objet du présent rapport ont révélé que des tendances à la sécularisation se développaient dans toute la région. Déjà en 2019, le Baromètre arabe indiquait que la pratique de la foi avait généralement diminué et qu'en outre, un nombre croissant de musulmans arabes avaient perdu confiance envers les partis islamistes et leurs dirigeants¹²⁵.

Bien qu'il ne soit pas un pays arabe, l'**Iran** ne fait pas exception à cette évolution. Un sondage de 2020 a révélé que pas moins de 47 % des personnes interrogées déclaraient « être passées de religieuses à non religieuses¹²⁶ ». Le sondage a également révélé que, contrairement aux chiffres officiels du recensement, à peine 32 % des Iraniens s'identifiaient comme musulmans chiites. Le fait que la base démographique du régime chiite s'érode est devenu évident à la fin de l'été 2022, lorsque des manifestations ont éclaté à une échelle sans précédent dans tout le pays, à la suite de la mort d'une femme de 22 ans détenue par la police religieuse, dû au fait qu'elle aurait omis de

porter son hijab, obligatoire selon les exigences légales. Les manifestants ne réclamaient pas une réforme du système politique actuel, mais son abolition pure et simple. Le régime iranien n'a pas encore réussi à freiner les manifestations, malgré le recours à la violence.

Les tensions en Terre sainte atteignent des niveaux inquiétants

Les tensions en **Israël** et en **Palestine**, qui perdurent depuis 2021, se sont une fois de plus transformées en un cercle vicieux de terrorisme et de contre-terrorisme. Le droit d'Israël à l'autodéfense contre les groupes terroristes islamistes comme le Hamas est incontesté. Néanmoins, certaines mesures de représailles ont été critiquées comme disproportionnées par les dirigeants catholiques¹²⁷. De plus, la cohésion sociale entre les juifs orthodoxes extrémistes et les juifs laïcs se désintègre de plus en plus.

En 2021, Israël a été confronté à des scénarios de guerre civile entre juifs et musulmans dans certaines de ses villes. Le Mont du Temple/Haram al Sharif à Jérusalem a été au centre des hostilités entre le Hamas et d'autres groupes islamistes violents prétendant protéger le site contre les prétendues tentatives juives de changer le statu quo. La même année encore, les relations avec les chrétiens se sont considérablement détériorées. De manière sans précédent, les dirigeants chrétiens ont averti que les groupes extrémistes juifs étaient en train de chasser les chrétiens de la Terre sainte¹²⁸. Le gouvernement israélien de l'époque a rejeté ces accusations.

Le nouveau gouvernement israélien sous la direction de Benyamin Netanyahu a introduit des politiciens juifs radicaux et anti-pluralistes dans l'administration responsable de l'identité juive d'Israël¹²⁹. Les perspectives d'apaisement des tensions interreligieuses sont donc faibles.

Ces tensions internes limitent la valeur des efforts de normalisation diplomatique entre l'État juif et les pays à majorité musulmane de la région qui ont débuté avec les « accords d'Abraham » en 2020. Par exemple, aux Émirats arabes unis, le judaïsme est florissant depuis les accords¹³⁰, mais la normalisation au niveau politique ne sera pas suivie d'un rapprochement sociétal tant que le conflit entre Israéliens et Palestiniens ne sera pas résolu.

Détérioration des conditions de vie socio-économiques

Nonobstant l'importance du cadre juridique de la liberté religieuse et son application effective, la survie des minorités religieuses dépend également des conditions de vie socio-économiques. Or, ces conditions se sont détériorées ou ne montrent aucun signe d'amélioration. Le **Liban** en est un bon exemple. Selon la Banque mondiale, le Liban traverse depuis près de trois ans une crise économique et financière sans précédent

qui a été décrite comme l'une des pires que le monde ait connues¹³¹. Abritant la plus grande population chrétienne de la région, il a été pendant des siècles un centre de culture chrétienne et une base très importante pour les médias indépendants et les universités. Les turbulences économiques et politiques actuelles affectent donc non seulement négativement la situation des chrétiens du Liban, mais aussi celle de toute la région. Comme au Liban, l'inflation a eu un impact sur la **Syrie** voisine déchirée par la guerre, les conditions de vie déjà désastreuses de la population se détériorant davantage en raison de la hausse des prix des biens essentiels et du rationnement¹³². Et, bien que les perspectives soient meilleures en Irak en raison de la hausse des prix du pétrole¹³³, les chrétiens continuent de quitter le pays au rythme de 20 familles par mois¹³⁴.

Conclusion

C'est peut-être grâce aux visites répétées du pape François dans la région que la situation de la liberté religieuse ne s'est pas aggravée, mais il y a peu de place pour l'optimisme, malgré quelques évolutions positives. La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord reste précaire et les progrès juridiques vers la pleine liberté religieuse sont minimes, voire inexistants. Certains pays, comme le Pakistan depuis le retour des talibans en Afghanistan, ont régressé en matière de droits de la personne et de fortes persécutions ont continué contre les minorités en Afghanistan et en Iran.



ÉTUDE DE CAS

Liban : l'exode chrétien

Art de rue sur le mur à côté de la cathédrale Saint-Georges de Beyrouth, Liban.



© Ismael Martínez Sánchez/JACN

La demande de nouveaux passeports ayant atteint le nombre de 8 000 par jour¹³⁵, le 29 avril 2022, les autorités libanaises ont cessé de délivrer des passeports¹³⁶. Moins d'un an plus tard, avec des demandes 10 fois plus élevées que les années précédentes, la plateforme officielle en ligne pour la délivrance ou le renouvellement des passeports a également été fermée¹³⁷.

Les explications données par les autorités à propos des défis liés à la réponse à la demande ont toutefois masqué une préoccupation beaucoup plus profonde : la vitesse à laquelle des professionnels bien formés et hautement qualifiés quittaient le pays¹³⁸. Au moins 77 000 Libanais sont partis en 2021, dont près des trois quarts ayant de 25 à 40 ans¹³⁹.

Le Liban est en chute libre. En 2019, la classe moyenne représentait 57 % de la population¹⁴⁰, mais depuis, la livre libanaise a perdu plus de 97 % de sa valeur¹⁴¹, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 1700 %¹⁴² et 90 % de la population vit dans la pauvreté¹⁴³. Les citoyens ont du mal à acheter de la nourriture, les hôpitaux libanais sont à court de médicaments et les enseignants sont partis en masse¹⁴⁴. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que 2,26 millions de personnes – 1,46 million de Libanais et environ 800 000 réfugiés – sont dans une « crise » qui nécessite une aide urgente¹⁴⁵.

Les raisons sont multiples, complexes, et se renforcent mutuellement. La Banque mondiale et l'ONU accusent les dirigeants politiques et financiers libanais d'abuser de leur position et de plonger la population du pays dans la pauvreté¹⁴⁶. Le parti politique chiite pro-iranien Hezbollah, l'un des acteurs non étatiques les plus influents du Liban, influence les politiques intérieures et étrangères à son avantage¹⁴⁷. De plus, le taux de criminalité a augmenté, les gangs mafieux commettant des vols à main armée et des meurtres, et les voleurs dérobant tout ce qui avait de la valeur, de clôtures en fer des cimetières aux armes¹⁴⁸.

Les jeunes n'ont plus confiance en l'avenir. Un sondage de 2021 a indiqué que 75 % des jeunes, principalement les chrétiens, voulaient partir¹⁴⁹. La communauté chrétienne, dont la présence au Liban est millénaire, est représentée dans toutes les catégories et tous les secteurs professionnels, y compris parmi les médecins, les journalistes et les avocats. Elle joue un rôle indispensable dans l'identité du pays, y compris en ce qui concerne sa composition politique et sa diversité.

Les perspectives sont sombres. Un exode chrétien aura non seulement un impact sévère sur la stabilité, mais potentiellement aussi sur la survie du pays, éteignant un phare important du Moyen-Orient – une société démocratique où différentes communautés confessionnelles coexistent en paix.

Discours contraint

Par Roger Kiska & Mark von Riedemann

L'alinéa 1^{er} de l'article 18 du Pacte international, relatif aux droits civils et politiques¹⁵⁰, prévoit le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. L'article 19 prévoit la liberté d'expression. Les deux articles définissent les limites de ces droits : sauvegarde de la sécurité, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publique, ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui. La clé de la politique est l'équilibre entre le droit et ses limitations.

Au cours des dernières décennies, les cultures occidentales ont été témoins d'une vague croissante de nouvelles normes et concepts anthropologiques de plus en plus invoqués comme droits de la personne reposant sur des valeurs de tolérance et d'égalité. Bon nombre de ces nouveaux concepts sur l'être humain ont commencé non seulement à redéfinir l'identité nationale et la politique étrangère de plusieurs pays de l'OSCE, mais dans certains cas, des lois ont été introduites, par exemple sur le discours de haine, pour faire respecter légalement ces concepts et les ancrer en tant que nouveaux droits.

Ces mesures d'application ont de graves conséquences pour les personnes et les communautés dont les croyances religieuses

ou morales sont en désaccord avec les nouvelles normes. Les droits traditionnels à la liberté de pensée, de conscience et de religion sont marginalisés lorsque les expressions de croyances religieuses sont qualifiées de haineuses, et donc considérées comme nuisibles ou punissables.

La langue est la clé – dicter les définitions des nouveaux concepts encadre la discussion. Conformément à la citation célèbre de Lewis Carroll dans son roman *De l'autre côté du miroir* : « Quand j'utilise un mot, dit Humpty Dumpty d'un ton plutôt méprisant, cela signifie exactement ce que je choisis que ça signifie – ni plus ni moins. La question est, dit Alice, de savoir si vous pouvez faire en sorte que les mots signifient tant de choses différentes. La question est, répond Humpty Dumpty, de savoir qui doit en être le maître – c'est tout¹⁵¹. »

Or, un langage de plus en plus cadré contraint le discours et les idées dans l'espace public qui deviennent progressivement « forcés » par la pensée de groupe, la culture de l'effacement (cancel culture) et, dans les circonstances les plus graves, la sanction pénale¹⁵². Des décisions judiciaires récentes en témoignent.

Au Canada, dans ce que l'on pourrait sans doute appeler un exemple de politique identitaire imposée par l'État, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a publié la directive de procédure 59¹⁵³. Publiée le 16 décembre 2020, elle « conseille aux parties et à leurs avocats, lorsqu'ils se présentent au tribunal, de fournir leurs "pronoms corrects" ». En reconnaissant les pronoms de genre auto-identifiés comme « corrects », la directive impose implicitement l'adhésion à la croyance identitaire de genre, sans tenir compte de l'objection religieuse ou de conscience¹⁵⁴.

À Malte, le Parlement continue de délibérer sur deux textes législatifs intitulés Projet de loi 96/97 et surnommés « projets de loi sur l'égalité ». Les défenseurs affirment que les lois proposées « interdiraient la discrimination et favoriseraient l'égalité dans un large éventail d'activités¹⁵⁵ ». Les groupes religieux et civiques critiquent toutefois la législation, suggérant que la nature vague des termes employés pourrait conduire à ce que l'opinion d'un individu soit punie comme du harcèlement, étouffant la liberté de conscience (cf. rapport sur Malte)¹⁵⁶.

Le 1^{er} janvier 2021, la Chambre des représentants des États-Unis a proposé de modifier le texte du Règlement intérieur par un « Règlement de la Chambre des représentants afin de modifier le langage spécifique au genre et de le remplacer par un langage neutre¹⁵⁷ ». La Chambre a approuvé les nouvelles règles le 4 janvier. L'article 8 (c)(3) définissait auparavant le terme « relative [proche parent] » comme « père, mère, fils, fille, frère, sœur, oncle, tante [...] » alors qu'aujourd'hui, l'article le définit comme « parent, enfant, membre de la fratrie, membre de la fratrie d'un des parents...¹⁵⁸ ». Dans l'annonce, la présidente Nancy Pelosi et le président du Comité du Règlement James P. McGovern ont déclaré que l'intention était « d'honorer toutes

les identités de genre en changeant les pronoms et les relations familiales dans les règles de la Chambre pour qu'elles soient neutres en ce qui concerne le genre¹⁵⁹ ».

En novembre 2022, le ministère public du Royaume-Uni a déclaré que la Bible contenait des références « qui ne sont tout simplement plus appropriées dans la société moderne et qui seraient considérées comme offensantes si elles étaient énoncées en public¹⁶⁰ ». La déclaration a ensuite été retirée.

Le résultat pour les personnes qui sont en désaccord avec les nouvelles normes, que ces personnes aient une religion ou non, est l'autocensure. Les journalistes, politiciens et professeurs soit hésitent à aborder les sujets sensibles, soit adoptent en bloc les termes du discours contraint. Au contraire, rester fidèle aux principes de la liberté de pensée, de conscience et de croyance religieuse, et à leur expression, expose à un risque de sanction¹⁶¹. Le résultat est fondamentalement autoritaire.

La santé de toute démocratie se mesure à la façon dont elle traite la liberté de pensée, de conscience et de religion. Le droit de témoigner en paroles et en actes est lié à l'existence même des convictions religieuses¹⁶². Le droit de vivre selon sa conscience est la marque de toute société véritablement libre. Lorsque les nations imposent des valeurs culturelles par la force, marginalisant ainsi ceux qui témoignent de leur conscience et de leurs croyances religieuses, cela crée un précédent pouvant mener à une plus grave persécution.



Art de rue à Sydney, Australie

ANALYSE RÉGIONALE

Pays de l'OSCE*

Par Roger Kiska

Les pays membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) sont souvent divisés entre ceux qui se situent « à l'est de Vienne » et ceux qui se trouvent « à l'ouest de Vienne ». L'OSCE a également été décrite comme une organisation qui s'étend « de Vancouver à Vladivostok », expression qui désigne non seulement la répartition géographique des États participants, mais aussi le large éventail d'ethnies, de religions et de structures politiques.

L'OSCE est composée de 57 pays, dont les États-Unis, le Canada, l'Europe (Union européenne, Espace économique européen, Royaume-Uni, Suisse), tous les pays de l'ancien bloc de l'Est soviétique, le Caucase et l'Asie centrale.

Bien que les membres de l'OSCE s'engagent principalement à promouvoir et à protéger la démocratie et les droits de la personne et que chaque pays dispose d'une certaine forme de protection constitutionnelle pour la liberté religieuse, l'application réelle de ce droit et le respect par la société de ce droit varient considérablement d'un pays à l'autre. L'OSCE tient l'une des meilleures bases de données sur les crimes de haine signalés dans ses États membres.

La guerre en Ukraine

Le 24 février 2022, la Fédération de Russie a envahi l'**Ukraine**. La guerre est toujours en cours au moment de la rédaction

du présent rapport. Le 16 mars 2022, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a voté l'expulsion de la **Fédération de Russie** de cette organisation intergouvernementale¹⁶³. Le 16 septembre 2022, la Fédération de Russie a cessé d'être partie à la Convention européenne des droits de l'homme, ce qui signifie qu'elle n'est plus soumise à la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme¹⁶⁴. Le Conseil de l'Europe a indiqué que 2 129 arrêts et décisions n'avaient pas encore été pleinement exécutés par la Russie et étaient toujours pendants devant le Comité des ministres¹⁶⁵. Néanmoins, la Russie reste membre de l'OSCE.

* Les attributions régionales sont définies non seulement par convention géographique, mais aussi par leur approche commune de la liberté religieuse et d'autres droits fondamentaux.

Crimes de haine antimusulmans

Des signes de sentiment antimusulman ont continué de se manifester dans de nombreuses parties de la région au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. Les crimes de haine comprenaient des attaques violentes contre des personnes, des menaces en ligne dans les médias sociaux et des attaques contre des édifices religieux. Ce sont surtout les musulmanes qui ont été victimes de harcèlement, d'insultes désobligeantes et de violences, souvent dans des lieux publics, en raison de leurs vêtements¹⁶⁶. L'attaque d'une musulmane enceinte de

sept mois dans une gare près de Florence, en **Italie**, par un homme qui lui a arraché sa burqa et l'a poussée hors du train avec son fils de 11 ans, en est un exemple¹⁶⁷.

Crimes de haine antichrétiens

La plupart des crimes de haine antichrétiens se sont manifestés soit par des attaques contre des chefs religieux et des fidèles, soit par du vandalisme et de la profanation de lieux de culte. Cela a été observé dans plusieurs pays européens de tradition chrétienne, dont la France, l'Espagne et l'Autriche (voir les rapports nationaux respectifs). Les structures religieuses en **France** ont été si souvent ciblées¹⁶⁸ qu'en février 2022, le ministère de l'Intérieur a promis une augmentation du financement de la sécurité des églises catholiques après une série d'attaques, notamment à la basilique cathédrale Saint-Denis (fenêtres et portes brisées), à Bondy, Romainville et à Vitry-sur-Seine en région parisienne (vol et profanation du tabernacle dans les trois cas), à Poitiers (statues de saints détruites et à Paray-le-Monial (vol de reliques)¹⁶⁹. En **Espagne** et en **Autriche**, les crimes de haine comprenaient des agressions violentes contre des religieux et des fidèles¹⁷⁰, des graffitis insultants sur des églises catholiques, orthodoxes et évangéliques, la profanation de tabernacles, et des actes de vandalisme, tels que la décapitation de statues catholiques¹⁷¹ et l'incendie d'une église¹⁷².

Antisémitisme

L'omniprésence de l'antisémitisme dans la région de l'OSCE reste préoccupante (voir les rapports sur les pays en cause). Les crimes de haine antisémites signalés dans les pays de l'OSCE sont passés de 582 en 2019 à 1 367 en 2021. L'**Allemagne** a connu une forte augmentation de l'antisémitisme avec 582 crimes de haine signalés en 2019 et 1 357 en 2021, ce qui a conduit le gouvernement à créer une nouvelle stratégie nationale pour lutter contre le problème. Cependant, l'Allemagne n'est pas le seul pays concerné : l'Autriche a connu une forte augmentation des attaques antisémites. En France, les attaques contre les juifs et leurs biens ont fortement augmenté, et en Europe du Nord, le Mouvement de résistance nordique a continué à commettre de graves actes d'antisémitisme.

Radicalisation de l'islam en Asie centrale

La montée de l'islam extrémiste, accentuée après la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans, a provoqué une inquiétude importante dans la région, les gouvernements durcissant les réglementations par crainte de radicalisation. En **Ouzbékistan**, les autorités ont renforcé le contrôle de l'expression religieuse, notamment en imposant aux communautés musulmanes et non musulmanes d'installer des caméras de surveillance à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de culte, en nommant des religieux du gouvernement pour superviser le contenu des sermons musulmans et en faisant raser la barbe

des extrémistes présumés. Au **Tadjikistan**, le gouvernement a intensifié les poursuites contre les personnes soupçonnées d'être membres de groupes extrémistes musulmans interdits et a ajouté un nouvel article au Code pénal qui punit l'instruction religieuse non approuvée. Nonobstant l'obligation de l'État de lutter contre l'extrémisme, les observateurs internationaux se sont déclarés préoccupés par le fait que l'imprécision du texte des récentes lois antiterroristes avait des implications pour la liberté religieuse (voir les rapports sur les pays en cause).

Relations ethno-religieuses

Dans les Balkans, il existe un sujet de discord permanent entre des groupes ethniques concurrents où l'ethnicité est souvent liée à la religion. En **Bosnie-Herzégovine**, par exemple, la plupart des citoyens s'identifient à l'un des trois principaux groupes ethniques du pays : les Croates catholiques, les Serbes orthodoxes et les Bosniaques musulmans. La Commission européenne a indiqué que 134 crimes de haine à caractère ethnique avaient été enregistrés en 2021 et que huit condamnations avaient été prononcées. De plus, 70 plaintes pour discours de haine ont été déposées en 2021, avec 11 décisions, dans lesquelles huit condamnations ont été prononcées¹⁷³. La même année, le Conseil de la presse et des médias en ligne a reçu 1 073 plaintes pour des discours de haine en ligne¹⁷⁴.

À **Chypre**, il est possible d'affirmer que les tensions ethno-religieuses sont perpétuées par l'éducation religieuse. Dans les écoles chypriotes grecques, l'enseignement religieux met l'accent sur la tradition grecque orthodoxe et l'identité grecque, tandis que dans les écoles chypriotes turques, l'accent est mis sur la tradition sunnite et l'identité turque¹⁷⁵.

En revanche, en **Albanie**, où l'identité religieuse est également largement divisée selon des lignes ethniques, la tolérance religieuse entre la communauté islamique et les Églises orthodoxe et catholique reste l'un des piliers centraux de la stabilité au sein de la société albanaise¹⁷⁶.

Discours de haine et discours contraint

L'une des zones de tension croissante qui prévaut particulièrement parmi les États membres de l'OSCE « à l'ouest de Vienne » a été l'interaction complexe entre la lutte contre les discours visant à dégrader, à marginaliser ou à mettre en danger des groupes de personnes en raison de leurs caractéristiques d'identification, souvent appelées discours de haine, et la censure ou la sanction de ce qui serait traditionnellement considéré comme la liberté d'expression. Une partie du défi réside dans la définition relativement vague du discours de haine.

La Finlande est représentative de la difficulté de cette interaction. Les autorités finlandaises ont signalé 2 567 crimes de haine à l'OSCE pour les années 2020-2021¹⁷⁷, une statistique remarquable parmi les États de l'OSCE pour un pays d'un peu

plus de 5,5 millions d'habitants. Toutefois, certains des cas jugés haineux par les autorités soulèvent de sérieuses questions quant à savoir si la liberté d'exprimer des opinions religieuses sur des questions morales et culturelles sensibles est menacée. Les poursuites judiciaires intentées contre la députée finlandaise Päivi Räsänen pour avoir cité publiquement la Bible en sont un excellent exemple¹⁷⁸.

Un plus grand défi à la liberté religieuse et de conscience se produit lorsque les autorités réglementent la parole pour répondre au sentiment populaire. Au **Canada**, à la fin de décembre 2020, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a publié la directive de procédure 59¹⁷⁹. Cette directive de procédure « conseille aux parties et à leurs avocats, lorsqu'ils se présentent au tribunal, de fournir leurs "pronoms corrects" ». Le résultat, dans la pratique, peut équivaloir à une adhésion forcée aux croyances liées à l'identité de genre¹⁸⁰. Au **Royaume-Uni**, le refus d'adhérer aux nouvelles normes culturelles relatives aux pronoms préférés a créé un obstacle potentiel à l'embauche. Le Dr David Mackereth a été licencié de son poste d'évaluateur de l'invalidité par le ministère des Travaux publics et des Pensions pour avoir laissé entendre au cours de sa formation qu'il ne pouvait pas, pour des raisons de croyance et de conscience chrétiennes, utiliser des pronoms d'affirmation transgenre pour les utilisateurs potentiels de services. Il a ré-

cemment perdu sa requête devant la Cour d'appel du travail¹⁸¹. Dans un autre cas, en Angleterre, un enseignant chrétien fait face à une interdiction à vie d'enseigner prononcée par son organisme professionnel pour avoir mal généré un élève lors d'un devoir de classe¹⁸².

Avortement

Le domaine de l'avortement est devenu particulièrement controversé au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. Aux **États-Unis**, à la suite d'une fuite concernant la décision Dobbs contre Jackson, un jugement qui renversait la jurisprudence Roe contre Wade, des centaines d'églises ont été victimes d'attaques contre leurs biens. En **Suède**, les requêtes de deux sages-femmes ont été rejetées par la Cour européenne des droits de l'homme après que des postes leur eurent été refusés en raison de leur objection de conscience à l'avortement. La législation sur les zones tampons autour des cliniques d'avortement afin d'interdire les manifestations pacifiques, les conseils donnés sur les trottoirs ou la prière silencieuse, a été renforcée au Royaume-Uni.



ÉTUDE DE CAS

Finlande : censure contre les Écritures

La députée Päivi Räsänen, médecin et ministre finlandaise de l'Intérieur (2011-2015), mère de cinq enfants et grand-mère de dix enfants, a été jugée pour « discours de haine » pour avoir exprimé publiquement son opinion sur le mariage et la sexualité humaine fondée sur des principes d'interprétations bibliques.

© ADF / ACN

Le 29 avril 2020, le procureur général de la Finlande a déposé des accusations criminelles de « discours de haine » contre la députée Päivi Räsänen et Mgr Juhana Pohjola, évêque du diocèse de la Mission évangélique luthérienne de la Finlande, pour le crime « d'agitation ethnique », une catégorie de « crime de guerre et crime contre l'humanité » du Code pénal du pays¹⁸³.

Les principaux crimes reprochés à la députée étaient un message à caractère confessionnel twitté en 2019 (à la suite d'une décision de la direction de l'Église de parrainer un événement LGBTQ), qui faisait référence à des versets de la Bible, des commentaires sur une émission de télévision de 2018 et une brochure de 2004 destinée aux membres de son Église, intitulée « Homme et femme, il les a créés » décrivant l'enseignement luthérien sur la sexualité¹⁸⁴. L'accusation portée contre Mgr Pohjola concernait sa décision de publier la brochure de 2004. Le procureur général a fait valoir que les déclarations de la députée Päivi Räsänen étaient « susceptibles de provoquer l'intolérance, le mépris et la haine envers les homosexuels¹⁸⁵ ».

Sur une période de deux ans, la députée Päivi Räsänen a subi au total « treize heures d'interrogatoires de police sur ses croyances chrétiennes, la police lui demandant notamment fréquemment d'expliquer sa compréhension de la Bible¹⁸⁶ ».

En avril 2021, le procureur général de la Finlande a inculpé Päivi Räsänen malgré les fortes recommandations de la police de ne pas maintenir les poursuites, et le fait que les déclarations de Päivi Räsänen restaient disponibles sur Twitter et les plateformes du diffuseur national, car elles ne violaient pas leur politique¹⁸⁷.

Le 30 mars 2022, l'accusation lancée contre Päivi Räsänen et Mgr Juhana Pohjola a été rejetée à l'unanimité par le tribunal de district d'Helsinki. La Cour a reconnu que, bien que certaines personnes puissent s'opposer aux déclarations de Päivi Räsänen, « il doit y avoir une raison sociale impérieuse d'interférer avec la liberté d'expression et de la restreindre ». La Cour a conclu qu'une telle justification n'existait pas¹⁸⁸.

Fait inhabituel, début avril 2022, le procureur général finlandais a interjeté l'appel après le verdict d'acquiescement du 30 mars. Malgré l'épreuve, la députée Päivi Räsänen a déclaré : « Je suis prête à défendre la liberté d'expression et de religion devant les juridictions supérieures. La décision du procureur de faire appel du verdict d'acquiescement pourrait conduire l'affaire jusqu'à la Cour suprême, donnant la possibilité d'obtenir un précédent protégeant la liberté d'expression et de religion pour tous les Finlandais¹⁸⁹. »

ÉTUDE DE CAS

Nicaragua : détentions, profanations et expulsions



© Inés San Martín/ACN

Le 19 août 2022, à 3 h la police nationale a pénétré de force dans les bureaux du diocèse de Matagalpa et a arrêté Mgr Rolando Álvarez ainsi que ses collègues de la chancellerie. Peu après, l'évêque a été assigné à résidence. Sa détention a représenté le point culminant d'une forte augmentation de l'hostilité du gouvernement, qui a commencé le 4 août, avec le blocage de tout accès à la curie pour ceux qui sont considérés comme des « agents politiques ».

Le 10 février 2023, le tribunal a déchu Mgr Álvarez de sa citoyenneté et l'a condamné à 26 ans de prison. La condamnation est intervenue un jour après que l'évêque a refusé de rejoindre un groupe de plus de 200 prisonniers politiques, dont plusieurs prêtres et séminaristes accusés de « conspiration » et destinés à être expulsés vers les États-Unis. Le juge a déclaré l'évêque de « traître à la patrie » et l'a déclaré coupable de « conspiration contre l'intégrité nationale et de diffusion de fausses nouvelles par le biais des technologies de l'information et de la communication, au détriment de l'État et de la société nicaraguayenne¹⁹⁰ ».

Mgr Álvarez critique ouvertement le gouvernement du président Daniel Ortega et dénonce la crise sociale qui sévit au Nicaragua depuis 2018¹⁹¹. La condamnation sévère de l'évêque a représenté une escalade dans le conflit du gouvernement contre l'Église, dans la foulée de l'expulsion en mars 2022 du nonce apostolique, Mgr Waldemar Stanislaw Sommertag, et de l'exil forcé de religieux et de prêtres, dont les Missionnaires de la Charité, la congrégation fondée par sainte Mère Teresa de Calcutta¹⁹².

Dans le rapport de novembre 2022 « Nicaragua : une Église persécutée? », 396 attaques contre l'Église catholique ont été enregistrées entre avril 2018 et octobre 2022, notamment des profanations, des vols, des menaces et des discours de haine¹⁹³. Des actes d'oppression contre des membres du clergé ont été identifiés, de même que l'interdiction des processions religieuses, l'interruption des services liturgiques et l'intimidation des fidèles par les déploiements de la police autour des églises. Le gouvernement a également nationalisé une université catholique et fermé la station de télévision de la Conférence épiscopale ainsi qu'au moins huit radiodiffuseurs catholiques.

Mgr Rolando José Álvarez Lagos, évêque du diocèse de Matagalpa, au milieu des ruines du bâtiment Caritas à Sebeco (2018) au Nicaragua, où l'Église catholique subit la persécution du gouvernement du président Daniel Ortega.

Mexique 🔍

Cuba ↓

Haïti ↓

Nicaragua ↓

Venezuela ↓

Argentine 🔍

Chili 🔍

ANALYSE RÉGIONALE

Amérique latine et Caraïbes

Par Paulina Eyzaguirre

Le rapport sur la liberté religieuse en Amérique latine et dans les Caraïbes englobe des recherches menées dans 33 pays répartis dans quatre zones : Amérique du Nord, Amérique centrale, Caraïbes et Amérique du Sud. Un tiers des pays examinés (11) se trouvent en Amérique du Sud, représentant près de 66 % de la population de la région. Chaque zone est différente et les conclusions du rapport se concentrent davantage sur la situation de la région continentale ayant connu globalement des changements plus drastiques que ceux des nations insulaires.

Avec des traditions culturelles et historiques similaires et relativement homogènes centrées sur le christianisme, religion majoritaire, le respect des religions et des différentes croyances ainsi que les relations interreligieuses entre les différentes confessions ont été largement pacifiques en Amérique latine et dans la région des Caraïbes.

Normalisation de la violence contre la religion et ses représentants

Malgré la paix relative actuelle, le respect des religions dans certains contextes culturels, en particulier en Amérique du Sud, a sensiblement changé ces dernières années. Les perspectives de liberté religieuse ne sont positives que dans deux pays, l'**Équateur** et l'**Uruguay**. Les rapports sur la liberté religieuse dans le monde de 2019 et 2021 de l'AED notaient certaines tendances telles que le vandalisme contre les églises, la profanation de sites et d'objets sacrés et les attaques contre les religieux. Cette situation n'était pas nécessairement liée à la religion, mais pouvait être le résultat d'une criminalité commune ou la conséquence des mesures prises par les membres du clergé pour protéger leurs communautés de la violence.

Cependant, le rapport de 2023 constate un pic considérable de crimes commis par des individus ou des groupes ayant certaines opinions idéologiques intolérantes envers les croyances religieuses d'autrui. Les attaques se sont concentrées en grande partie contre les fidèles des communautés confessionnelles (catholiques et évangéliques), généralement par des groupes proavortement et proféministes, ainsi que par des

groupes promouvant l'idéologie du genre. Des événements graves – dans plusieurs cas des crimes – y compris des agressions contre des religieux, des actes de vandalisme, des profanations ou des atteintes au sentiment religieux, ont été signalés en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, au Guatemala, en Haïti et au Mexique.

L'attitude de certains gouvernements, qui semblent fermer les yeux sur la loi, tolérant les attaques contre les lieux de culte et les fidèles lors de manifestations publiques en n'enquêtant pas ou en ne poursuivant pas correctement les auteurs de ces actes criminels, est également préoccupante. Au **Chili**, le président a même gracié un homme reconnu coupable d'avoir mis le feu à la cathédrale de Puerto Montt lors d'une vague d'agitation sociale en 2019, connue en espagnol sous le nom de *estallido social* (explosion sociale)¹⁹⁴.

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, 14 membres du clergé ont été assassinés dans sept pays : Bolivie, Haïti, Honduras, Mexique, Paraguay, Pérou et Venezuela. Dans certains cas, les victimes sont mortes en essayant d'intervenir lors de fusillades liées à des délits de droit commun, mais dans d'autres, la présence croissante du crime organisé dans les zones rurales a fait des religieux et religieuses les seules figures faisant autorité à défier les dangereux réseaux de trafiquants, et le dernier recours pour les personnes fuyant les criminels.

Un contexte social, économique et politique qui ne cesse de se dégrader

L'augmentation de la corruption, du crime organisé et de la violence croissante dans un contexte de graves crises sociales, économiques et politiques, a contribué à l'évolution du paysage de la liberté religieuse. Depuis qu'un rapport est rédigé sur l'Amérique latine, c'est la première fois qu'un pays de la région, le **Nicaragua**, est inclus dans la catégorie « persécution ». Cela est dû à la forte oppression continue de l'Église catholique par le gouvernement Ortega, dont les actions comprennent notamment l'expulsion du nonce apostolique et des congrégations religieuses, la contrainte des prêtres à l'exil, la privation de statut juridique des entités et des organismes religieux, la persécution et le harcèlement des prêtres, les attaques d'églises, la détention arbitraire de chefs religieux et de fidèles, la fermeture d'une chaîne de télévision catholique, des menaces explicites et des insultes aux chefs religieux.

À **Cuba** et au **Venezuela**, où la situation reste désastreuse, les violations des droits de la personne et la répression se poursuivent contre les dissidents et les membres du clergé. Ceux-ci font l'objet d'agressions, d'arrestations, de menaces et de diffamation en représailles pour leur soutien aux groupes d'opposition et pour avoir exprimé des opinions différentes de celles du gouvernement.

Plusieurs pays de la région sont en crise depuis des années sans qu'aucune solution ne soit en vue. Le cas le plus tragique est celui d'**Haïti**, qui connaît « la pire situation humanitaire et des droits de l'homme depuis des décennies », selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)¹⁹⁵.

Alors que Cuba et le Venezuela continuent de souffrir de graves pénuries de nourriture et de médicaments, d'autres crises sociopolitiques et économiques touchent l'Argentine, la Bolivie, le Chili, l'Équateur, le Guatemala et le Pérou. En bref, près d'un tiers des pays de la région – représentant 30 % de la population du continent – sont touchés par les manifestations et les troubles civils résultant d'une crise du coût de la vie, d'une inflation galopante, de la corruption, d'un manque d'indépendance et d'impartialité judiciaires, d'une instabilité politique et de débats sur les réformes constitutionnelles.

La violence généralisée causée par les guerres de territoire, la corruption et l'extorsion impliquant des gangs, des guérilleros, des trafiquants de drogue et du crime organisé reste endémique dans toute la région, la Colombie, Haïti, le Mexique et le Venezuela étant parmi les exemples extrêmes. La conjonction des violences ciblées et aveugles engendre un sentiment d'insécurité qui érode les conditions nécessaires pour que les citoyens exercent leur droit à la liberté religieuse.

En raison de l'instabilité, l'émigration est une préoccupation majeure, ce qui affaiblit encore les perspectives socio-écono-

miques de la région, car ce sont le plus souvent les jeunes instruits qui recherchent de meilleures opportunités à l'étranger. La pression est la plus forte dans les pays limitrophes des États d'Amérique centrale frappés par la crise, et au **Mexique** en raison de sa frontière avec les États-Unis.

Dans de nombreux pays d'Amérique latine où l'État n'est pas en mesure de fournir des services sociaux adéquats¹⁹⁶, les Églises continuent de jouer un rôle clé pour les pauvres qui restent. Il en va ainsi, malgré les risques encourus par le personnel de l'Église qui fournit une aide humanitaire aux plus vulnérables dans les zones pauvres et violentes, en particulier en Colombie, à Cuba, en Haïti, au Honduras, au Nicaragua, au Panama, en République dominicaine et au Venezuela.

Nouvelles lois controversées

L'Amérique latine fonctionne comme une chambre de résonance. Lorsqu'un problème émerge dans un pays, il trouve presque immédiatement un écho chez ses voisins et se propage à travers le continent par effet domino. Ce phénomène a été observé non seulement à l'occasion de la propagation des attaques violentes contre les personnes et les bâtiments de l'Église, mais il s'est aussi manifesté par l'introduction de nouvelles lois controversées – et leurs implications sur l'objection de conscience – concernant des questions telles que le mariage homosexuel, l'avortement, l'euthanasie et l'identité de genre, entre autres. Par exemple, les projets à l'étude au Costa Rica, au Mexique, au Paraguay et au Pérou comprennent des révisions des programmes d'éducation sexuelle en tenant compte des nouvelles idéologies de l'identité de genre. Ces révisions représentent un défi au droit des parents d'éduquer leurs enfants, expression directe de la liberté religieuse dans le domaine de l'éducation.

Enfin, les restrictions liées à la pandémie de la COVID-19 ont été assouplies en 2022 et finalement levées. Ce fut une occasion mémorable pour les fidèles qui, à partir d'avril de la même année, ont participé en nombre record aux célébrations de la Semaine sainte.



Les célébrations religieuses et le retour de la joie

Par Paulina Eyzaguirre

Le 12 décembre 2021, après presque deux ans de restrictions liées à la pandémie de la COVID-19, plus de 1,5 million de Mexicains se sont rassemblés pour célébrer la Journée annuelle de Notre-Dame de Guadalupe à Mexico, dans la basilique du même nom¹⁹⁷. La pandémie de la COVID-19 avait été la cause de la première fermeture de la basilique en 500 ans. Un an plus tard, en décembre 2022, le gouvernement a annoncé que la basilique avait reçu plus de 11 millions de pèlerins en une semaine¹⁹⁸.

Avec l'assouplissement des mesures sanitaires, des foules de fidèles ont afflué vers les célébrations religieuses catholiques et les lieux de pèlerinage dans toute l'Amérique latine se rassemblant pour prier, louer et proclamer leur foi.

La religiosité populaire – manifestation vécue de la foi caractéristique du continent – est par nature publique. Des processions et des festivals colorés combinent des célébrations religieuses à des éléments de la culture et des traditions locales exprimées avec enthousiasme et ferveur dans les rues, les avenues et les places.

Dans la province argentine de Catamarca, des foules record se sont jointes au pèlerinage du peuple de Dieu¹⁹⁹ ainsi qu'au chemin de croix traditionnel à l'intérieur d'une prison locale avec la participation active des détenus²⁰⁰.

Au cours des célébrations de la Semaine sainte, des représen-

tations et des tableaux vivants de scènes de la Passion ont eu lieu sur les places centrales de capitales telles que Medellín, en Colombie²⁰¹, et Trinidad, au Honduras²⁰². Au Paraguay, la reconstitution traditionnelle du Chemin de Notre-Dame des Douleurs a repris²⁰³. Dans les villages et les villes, des pièces de théâtre de la Passion et des processions paroissiales ont eu lieu à l'échelle nationale au Pérou²⁰⁴, au Costa Rica²⁰⁵, en Équateur²⁰⁶, au Venezuela²⁰⁷ et à Puebla, au Mexique, où plus de deux mille policiers ont été déployés en prévision des 150 000 fidèles attendus pour la Semaine sainte²⁰⁸.

Beaucoup de ces célébrations religieuses ont été inscrites sur la liste du patrimoine immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Au Guatemala, par exemple, les célébrations de Pâques sont le produit d'une fusion culturelle entre le catholicisme et les croyances ancestrales mayas²⁰⁹, et la fête de San Roque à Tarija, en Bolivie, qui comprend « 64 activités, comme des messes, des processions, des concours, des sorties, des courses et des festivals²¹⁰ », incarne le patrimoine religieux et culturel du pays.

Au Chili, le pèlerinage au sanctuaire de Lo Vásquez le 8 décembre ainsi que la fête de La Tirana en l'honneur de la *Virgen del Carmen* en juillet sont deux des célébrations les plus populaires du pays. Cependant, pour la troisième année consécutive, les autorités ont interdit La Tirana en raison de la pandémie²¹¹. Le diocèse a exhorté les fidèles à rester à l'écart, mais des milliers de personnes seraient venues défier les forces de l'ordre²¹².

La renaissance des expressions religieuses populaires avec, dans certains cas, une ferveur encore plus grande après deux années de restrictions est un signe du rôle profond que les manifestations publiques de la foi jouent dans la culture chrétienne. L'Église en Amérique latine connaît, à certains égards, un printemps de la foi – la seule exception étant le Nicaragua où le gouvernement a interdit en septembre 2022 les processions catholiques publiques, ainsi que la commémoration de l'anniversaire de la traduction de la Bible en espagnol, un événement célébré par les chrétiens évangéliques²¹³.



Mgr Giovanni Cefai, évêque de la Prélature territoriale de Santiago Apóstol de Huanacán, bénissant les fidèles dans le sanctuaire de Notre-Seigneur d'Imarrucos à Taraco, Pérou, 2022.

© Ismael Martínez Sánchez / ACN

Poursuite du dialogue du pape François avec les dignitaires musulmans



Le dialogue entre catholiques et musulmans au cours de la période faisant l'objet du présent rapport s'est élargi. En visite en Irak en mars 2021, le pape François a, pour la première fois, tendu la main à un pays arabophone à majorité chiite. Le patriarche chaldéen Louis Raphaël I^{er} Sako a déclaré que la rencontre avec le plus éminent dirigeant chiite d'Irak, le grand ayatollah Ali Al Sistani, était « un tournant dans les relations entre chrétiens et musulmans²¹⁴ ». Le patriarche a également déclaré : « Al Sistani a dit "Vous faites partie de nous, et nous sommes une partie de vous". C'est une façon suggestive de dire que nous sommes frères²¹⁵. »



Jusqu'à-là, à l'exception de l'Azerbaïdjan, le pape n'avait visité que des pays à majorité sunnite. Plus tard en 2022, il s'est également rendu à Bahreïn qui, bien que gouverné par une dynastie sunnite, est un pays à majorité chiite. Le pape a ainsi continué sa politique de dialogue direct avec l'islam, qu'il poursuit depuis le début de son pontificat. Le point culminant a été une réunion interreligieuse à Abou Dhabi, en février 2019, lorsqu'il a signé avec le Grand Imam Ahmed al Tayeb de l'Université sunnite Al Azhar du Caire *Le Document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et le vivre ensemble*²¹⁶. Le document mettait l'accent sur la liberté de croyance.

Bien qu'Al Sistani n'ait pas signé le document d'Abou Dhabi, il a émis une fatwa (une décision religieuse), selon laquelle les chrétiens devraient « vivre comme tous les Irakiens, dans la sécurité et la paix et avec tous les droits constitutionnels ». Il a ajouté : « l'autorité religieuse joue [un rôle] dans leur protection, ainsi que dans la protection d'autres personnes qui ont également souffert d'injustice et subi des préjudices lors des événements des années passées²¹⁷. » Étant donné qu'Ali Al Sistani est l'une des figures les plus vénérées du chiisme, cette déclaration revêt une signification considérable. Un analyste chiite a déclaré que : « les chrétiens irakiens considèrent le soutien du grand ayatollah Al Sistani comme plus important que le soutien de leurs propres dirigeants²¹⁸. » En mars 2023, une conférence chiite-chrétienne en Irak devait poursuivre le dialogue²¹⁹.

La visite du pape à Bahreïn a approfondi les liens existants avec l'islam sunnite. Effet important de cette visite, la rencontre interreligieuse avec le pape a rapproché les chiites et les sunnites. S'adressant directement aux érudits chiites actuels, le grand imam sunnite Al-Tayeb a encouragé les musulmans à « chasser tout discours de haine, de provocation et d'excommunication²²⁰ ». Un espoir tout aussi important quand la réduction des tensions entre chiites et sunnites pourrait constituer indirectement un bienfait pour les communautés confessionnelles non musulmanes.

Bien que des changements juridiques ou pratiques tangibles vers la liberté religieuse puissent ne pas être immédiats, le dialogue du pape avec l'islam contribue à ouvrir la voie à une amélioration des relations en créant une atmosphère de confiance.

Des chefs religieux au *Forum de Bahreïn pour le dialogue : Orient et Occident pour la coexistence humaine* sur la place Al-Fida du palais royal de Sakhir à Awali, Bahreïn, le 4 novembre 2022.

TABLEAU DE CLASSIFICATION

Tendance globale en ce qui concerne la liberté religieuse

Persécution, crimes de haine et violences à motivation religieuse.

Discrimination, crimes de haine et violences à motivation religieuse.

↑ amélioration depuis 2021
 ↓ détérioration depuis 2021
 — pas de changement depuis 2021

Nom du pays	Catégorie / Tendance	Principal moteur de la persécution / Discrimination
Afghanistan	↓	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Arabie Saoudite	↓	Gouvernement autoritaire
Bangladesh	↓	Gouvernement autoritaire
Burkina Faso	↓	Extrémisme islamiste
Cameroun	↓	Extrémisme islamiste
Chine	↓	Gouvernement autoritaire
Comores	—	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Corée du Nord	↓	Gouvernement autoritaire
Érythrée	↓	Gouvernement autoritaire
Inde	↓	Gouvernement autoritaire et nationalisme ethno-religieux
Iran	↓	Gouvernement autoritaire
Libye	↓	Extrémisme islamiste
Malaisie	—	Gouvernement autoritaire
Maldives	↓	Gouvernement autoritaire
Mali	↓	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Mozambique	↓	Extrémisme islamiste
Myanmar (Birmanie)	↓	Gouvernement autoritaire et nationalisme ethno-religieux
Nicaragua	↓	Gouvernement autoritaire
Niger	↓	Extrémisme islamiste
Nigeria	↓	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Pakistan	↓	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
République démocratique du Congo	↓	Extrémisme islamiste
Somalie	↓	Extrémisme islamiste
Sri Lanka	↓	Gouvernement autoritaire et nationalisme ethno-religieux
Soudan	↓	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Tchad	↓	Extrémisme islamiste
Turkménistan	—	Gouvernement autoritaire
Yémen	—	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Algérie	↓	Gouvernement autoritaire
Azerbaïdjan	↓	Gouvernement autoritaire
Bahreïn	—	Gouvernement autoritaire
Brunéi	—	Gouvernement autoritaire
Cuba	↓	Gouvernement autoritaire
Djibouti	—	Gouvernement autoritaire
Égypte	↑	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Émirats arabes unis	↑	Gouvernement autoritaire
Éthiopie	↑	Extrémisme islamiste
Haïti	↓	Organisations criminelles
Irak	—	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Israël	↓	Nationalisme ethno-religieux
Jordanie	↑	Gouvernement autoritaire

Nom du pays	Catégorie / Tendance	Principal moteur de la persécution / Discrimination
Kazakhstan	—	Gouvernement autoritaire
Kirghizistan	—	Gouvernement autoritaire
Koweït	—	Gouvernement autoritaire
Laos	—	Gouvernement autoritaire
Maroc	—	Gouvernement autoritaire
Maurice	↑	Extrémisme islamiste
Mauritanie	—	Gouvernement autoritaire
Népal	↓	Gouvernement autoritaire
Oman	↑	Gouvernement autoritaire
Ouzbékistan	↓	Gouvernement autoritaire
Qatar	↑	Gouvernement autoritaire
Singapour	—	Gouvernement autoritaire
Syrie	—	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Tadjikistan	↓	Gouvernement autoritaire
Territoires palestiniens	↓	Gouvernement autoritaire
Thaïlande	—	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste
Tunisie	↓	Gouvernement autoritaire
Turquie	↓	Gouvernement autoritaire
Venezuela	↓	Gouvernement autoritaire
Vietnam	↓	Gouvernement autoritaire

Pays « sous observation » : pays où de nouveaux facteurs préoccupants ont été observés, susceptibles de provoquer une grave défaillance de la liberté religieuse. Il s'agit notamment de mesures juridiques contre certains aspects de la liberté religieuse, de cas croissants de crimes de haine et de violences occasionnelles causées par des motifs religieux.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
Bénin		Liban
Burundi	Argentine	
Côte d'Ivoire	Chili	OSCE COUNTRIES
Eswatini	Mexique	Biélorussie
Ghana	ASIE CONTINENTALE ET MARITIME	Russie
Guinée-Bissau	Cambodge	Ukraine
Kenya	Bhoutan	
Madagascar	Indonésie	
Rwanda	Philippines	
Soudan du Sud		
Togo		
Ouganda		



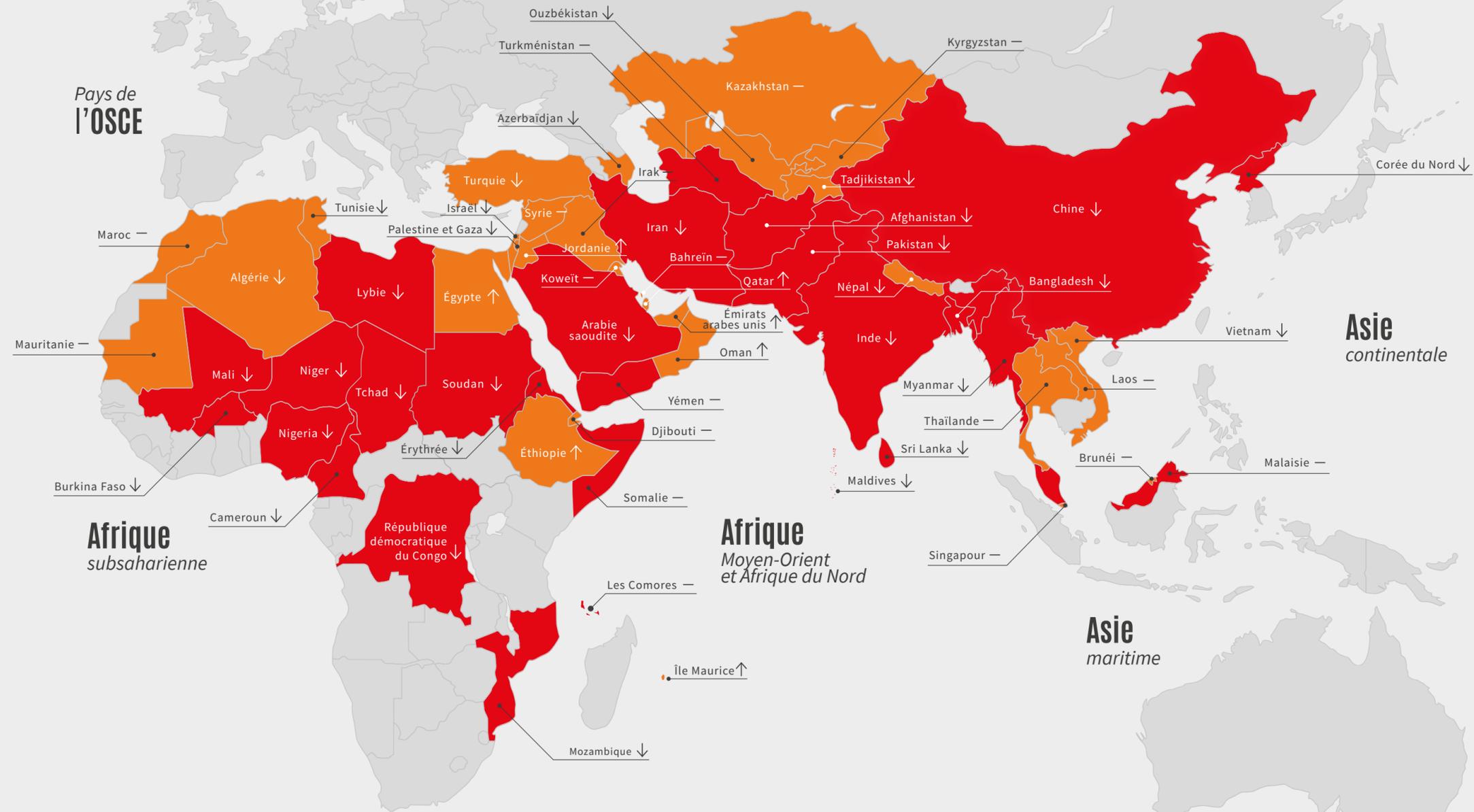
La totalité des autres pays est hors classification.

NOTES EXPLICATIVES

La période faisant l'objet du présent rapport va de mai 2020 à novembre 2022 (inclus). Pour lire les rapports de chaque pays, veuillez consulter <https://acninternational.org/religiousfreedomreport>. Pour évaluer l'ampleur de l'oppression des groupes religieux, le comité de rédaction et les rédacteurs régionaux ont tenu compte des facteurs décrits dans la section sur la méthodologie et les définitions. ACN (AED) reconnaît que la nature qualitative de la classification implique qu'il y a nécessairement un élément subjectif dans une telle analyse.

Pays bafouant
la **liberté religieuse**
de manière significative

**Amérique latine
et Caraïbes**



■	Persécution, crimes haineux à caractère religieux.
■	Discrimination, crimes haineux à caractère religieux.
↑	Amélioration depuis 2021
↓	Aggravation depuis 2021
—	Inchangée depuis 2021



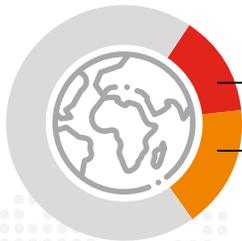
Aide à
l'Église en Détresse
ACN CANADA

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE RAPPORT 2023

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE EST BAFOUÉE

La liberté religieuse dans 196 pays dans le Monde

Dans **61 pays** la liberté religieuse
est bafouée (31,1 %)*

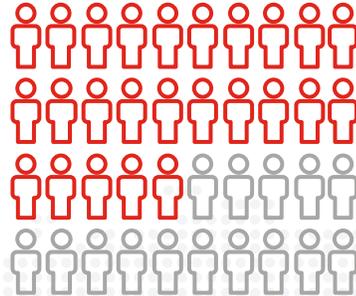


Des **persécutions religieuses**
sont présentes
dans **28** pays (14 %)

Des **discriminations religieuses**
sont présentes
dans **33** pays (17 %)

*Précision — cela ne signifie pas que tous les habitants y soient persécutés. Dans la plupart d'entre eux, ce sont les minorités qui sont les cibles privilégiées.

62.5% de la population mondiale
- presque **4,9 milliards de personnes** - vit dans
un pays présentant de « sérieuses » ou « très
sérieuses » violations de la liberté religieuse.*



DEPUIS 2021 :



Dans **36 pays**
les coupables sont **rarement** ou ne sont
jamais poursuivis par la justice.



Dans **40 pays**
des personnes ont été **tuées ou enlevées**
en raison de leur foi.



Dans **34 pays**
des lieux de culte ont été **attaqués**
ou **endommagés**.

Dans **47** des pays étudiés,

LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE S'EST AGRAVÉE



QUI SONT LES COUPABLES ?

4
pays

**Nationalisme
ethnoreligieux**

1,5 milliard de personnes



21
pays

**Extrémisme
islamiste**

1,1 milliard de personnes



49
pays

**Gouvernements
autoritaires**

4,5 milliard de personnes



* Il est à noter que certains de ces pays
appartiennent à plusieurs catégories.

Sources

- 1 William A. Schabas (ed.), "The Universal Declaration of Human Rights. The Travaux Préparatoires," Volume II: December 1947 to August 1948, Cambridge University Press, 2013, pp. 1574 and 2489.
- 2 Ibid, p. 2500
- 3 Ibid, p. 2495
- 4 Ibid, p. 1573
- 5 Ibid, p. 2494
- 6 Ibid, p. 2505
- 7 "Human rights questions, including alternative approaches for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms," Seventy-sixth session, OHCHR, October 5, 2021; https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Religion/A_76_380_AUV.docx
- 8 Andrew Copson, Preface to the 2022 edition: <https://fot.humanists.international>
- 9 "Module 1: Freedom of conscience," OHCHR, 2023 (updated); <https://www.ohchr.org/en/faith-for-rights/faith4rights-toolkit/module-1-freedom-conscience>
- 10 Karl Marx, "Critique of the Gotha Programme," marxists.org, 1999: https://www.marxists.org/archive/marx/works/download/Marx_Critique_of_the_Gotha_Programme.pdf (accessed 14th March 2023).
- 11 Luchterhandt, Otto, "The Understanding of Religious Freedom in the Socialist States," Occasional Papers on Religion in Eastern Europe, Vol. 3, Iss. 3, Article 5, 1983, p. 15: <https://digitalcommons.georgefox.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1029&context=ree> (accessed March 13, 2023).
- 12 Luchterhandt, op. cit., p. 17 (accessed March 13, 2023).
- 13 Reardon, L.C., "Religious regulation in autocracies," Oxford Research Encyclopedias, August 28, 2019. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.794>
- 14 Reardon, L.C. op cit.
- 15 "Universal Declaration of Human Rights," Article 18. United Nations General Assembly, 10th December 1948. <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights>
- 16 Reed, J and Adeoye, A. "India believed to be the most populous nation," Financial Times, April 25, 2023, p. 2.
- 17 „In 30 countries, heads of state must belong to a certain religion," Pew Research Center, July 22, 2014; <https://www.pewresearch.org/short-reads/2014/07/22/in-30-countries-heads-of-state-must-belong-to-a-certain-religion/>
- 18 Interview with Bishop Chikpa Wilfred Anagbe, Makurdi diocese, Benue State, Nigeria by Aid to the Church in Need, 2022
- 19 "Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide," Article II, d. United Nations General Assembly, December 9, 1948. https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/atrocities-crimes/Doc.1_Convention%20on%20the%20Prevention%20and%20Punishment%20of%20the%20Crime%20of%20Genocide.pdf
- 20 „Key Findings From the Global Religious Futures Project," Pew Research Center, December 21, 2022; <https://www.pewresearch.org/religion/2022/12/21/key-findings-from-the-global-religious-futures-project/>
- 21 "Nigerian student beaten, burned to death over 'blasphemous' text messages," Reuters, May 13, 2022; <https://www.reuters.com/world/africa/nigerian-student-beaten-burned-death-over-blasphemous-text-messages-2022-05-12/>
- 22 "Sultan condemns killing of Deborah Yakubu," Business Day, by Eniola Olatunji, May 13, 2022; <https://businessday.ng/news/article/sultan-condemns-killing-of-deborah-yakubu/>
- 23 "Anti-Christian violence and curfew follow killing of girl in Sokoto, Nigeria," ACN International, May 17, 2022; <https://acninternational.org/anti-christian-violence-in-nigeria/>
- 24 "The weaponisation of religious identity: A view from Nigeria," By Matthew Hassan Kukah, The Premium Times, November 6, 2022; <https://www.premiumtimesng.com/opinion/563670-the-weaponisation-of-religious-identity-a-view-from-nigeria-by-matthew-hassan-kukah.html?tztc=1>
- 25 Nigeria at the crossroads, Aid to the Church in Need International, 2023 https://www.academia.edu/97352210/Nigeria_Country_Report
- 26 Institute for Economics and Peace, Global Terrorism Index 2022, <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2022/03/GTI-2022-web-09062022.pdf>
- 27 Institute for Economics and Peace, Global Peace Index 2022, <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2022/06/GPI-2022-web.pdf>
- 28 "Any State, member of the United Nations, having Muslim majority and abiding by the Charter, which submits an application for membership may join the Organisation [...]," Chapter II, Membership, Article 3, 2, In the web: https://www.oic-oci.org/upload/documents/charter/en/oic_charter_2018_en.pdf [consulted 17.03.2023]
- 29 Nigeria at the crossroads, Aid to the Church in Need International, op. cit.
- 30 Makurdi Diocese Report, Fr Remigius Ihyula, Coordinator, Fjpd Makurdi, Aid to the Church in Need, 2023
- 31 "Fatalities from Militant Islamist extremist violence in Africa Surge by Nearly 50 Percent," Africa Center for Strategic Studies (a think tank of the US Department of Defence), February 6, 2023; <https://africacenter.org/spotlight/fatalities-from-militant-islamist-extremist-violence-in-africa-surge-by-nearly-50-percent/>
- 32 "Militant Islamist extremist violence in Africa surges – deaths up nearly 50%, events up 22% in a year," The Conversation, March 7, 2023; <https://theconversation.com/militant-islamist-extremist-violence-in-africa-surges-deaths-up-nearly-50-events-up-22-in-a-year-200941>
- 33 Jihadist networks in sub-Saharan Africa, origins patterns and responses," Briefing, European Parliament, by Branislav Stanicek with Mathilde Betant-Rasmussen, European Parliament Research Service, September 2021; [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI\(2021\)698048](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2021)698048)
- 34 WANEP, "The Current Dynamics and Challenges of Violent Extremism in Western Africa," West Africa Network for Peacebuilding, 2018. www.caert.org/dz/Research/WANEP.pdf (accessed on 3 April 2020).
- 35 "Africa's Active Militant Islamist extremist Groups," Africa Center for Strategic Studies, January 2022; <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2022/01/Map-Africas-Active-Militant-Islamist-extremist-Groups-January-2022.pdf>
- 36 "Fatalities from Militant Islamist extremist Violence in Africa Surge by Nearly 50 Percent," op. cit.
- 37 "Fatalities from Militant Islamist extremist Violence in Africa Surge by Nearly 50 Percent," op. cit.
- 38 "Dozens killed in two suspected jihadist attacks in Burkina Faso," France 24, July 5, 2022; <https://www.france24.com/en/africa/20220704-dozens-killed-in-two-suspected-jihadist-attacks-in-burkina-faso>
- 39 "10 Conflicts to Watch in 2023," International Crisis Group, 1 January 2023; 10 Conflicts to Watch in 2023 | Crisis Group
- 40 "Burkina Faso: Horror-stricken after massacre," ACN International, 15 June 2021; <https://acninternational.org/burkina-faso-horror-stricken-after-massacre/> (accessed January 3, 2023).
- 41 "10 Conflicts to Watch in 2023," op. cit.
- 42 US State Dept., "Mali," 2021 Report on International Religious Freedom, 2 June 2022; <https://www.state.gov/reports/2021-report-on-international-religious-freedom/mali>
- 43 "Fatalities from Militant Islamist extremist Violence in Africa Surge by Nearly 50 Percent," op. cit.
- 44 "Chad Humanitarian Response Plan 2022 (March 2022)," OCHA, 14 Mar 2022; <https://reliefweb.int/report/chad/tchad-plan-de-r-ponse-humanitaire-2022-mars-2022>

- 45 “Fatalities from Militant Islamist extremist Violence in Africa Surge by Nearly 50 Percent,” op. cit.
- 46 “Fatalities from Militant Islamist extremist Violence in Africa Surge by Nearly 50 Percent,” op. cit.
- 47 “After Shekau: Confronting Jihadists in Nigeria’s North East,” International Crisis Group, March 29, 2022; <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/after-shekau-confronting-jihadists-nigerias-north-east>
- 48 “Nigeria at the Crossroads,” ACN International, 2023; <https://acninternational.org/country/nigeria/>
- 49 “2021 Report on International Religious Freedom: Cameroon,” US Department of State, June 2, 2022; <https://www.state.gov/reports/2021-report-on-international-religious-freedom/cameroon/>
- 50 “Fatalities from Militant Islamist extremist Violence in Africa Surge by Nearly 50 Percent,” op. cit.
- 51 ACI Africa, Inside Christianity in Somalia Where Most Catholics are Foreign Nationals, July 2, 2021, <https://www.aciafrica.org/news/3785/inside-christianity-in-somalia-where-most-catholics-are-foreign-nationals> (accessed 25th April 2022).
- 52 “Kenya’s Muslims: a divided community with little political clout,” by Laura Hood, The Conversation, August 7, 2022; <https://theconversation.com/kenyas-muslims-a-divided-community-with-little-political-clout-184436> (accessed 23 December 2022).
- 53 “The Islamist extremist insurgency in Mozambique,” International Institute for Strategic Studies (IISS), August 2021; <https://www.iiss.org/publications/strategic-comments/2021/the-islamist-extremist-insurgency-in-mozambique>
- 54 “The Islamist extremist insurgency in Mozambique,” op. cit.
- 55 “UNICEF Mozambique Humanitarian Situation Report No. 12, (End Year) Jan - Dec 2022,” UNICEF, 3 February 2023; <https://reliefweb.int/report/mozambique/unicef-mozambique-humanitarian-situation-report-no-12-end-year-jan-dec-2022>
- 56 “Militia Raids in Eastern DR Congo Kill 10 Civilians, Says Army,” VOA, 28 February 2021; https://www.voanews.com/a/africa_militia-raids-eastern-dr-congo-kill-10-civilians-says-army/6202671.html#:~:text=One%20recent%20report%20by%20analysts%20the%20Kivu%20Security,south%3A%20lturu%2C%20North%20Kivu%2C%20South%20Kivu%20and%20Tanganyika
- 57 “UN: Well-Armed M23 Rebels Resurgent in DRC,” VOA, June 29, 2022; <https://www.voanews.com/a/un-well-armed-m23-rebels-resurgent-in-drc/6638775.html>
- 58 AFRICA/CENTRAL AFRICA - The Bishops: “The wild exploitation of the country’s resources is destroying the environment,” Agenzia Fides, January 19, 2022; http://www.fides.org/en/news/71478-AFRICA_CENTRAL_AFRICA_The_Bishops_The_wild_exploitation_of_the_country_s_resources_is_destroying_the_environment
- 59 “AFRICA/CENTRAL AFRICA - The Bishops: “The food crisis is just round the corner,” Agenzia Fides, June 30, 2022; http://www.fides.org/en/news/72445-AFRICA_CENTRAL_AFRICA_The_Bishops_The_food_crisis_is_just_round_the_corner
- 60 “AFRICA/CENTRAL AFRICA - The Bishops: “The food crisis is just round the corner,” op. cit.
- 61 “Ethiopia: Eritrean troops’ massacre of hundreds of Axum civilians may amount to crime against humanity,” *Amnesty International*, February 26, 2021 <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/02/ethiopia-eritrean-troops-massacre-of-hundreds-of-axum-civilians-may-amount-to-crime-against-humanity>
- 62 BTI Transformation Index, Eritrea Country Report 2022; <https://bti-project.org/en/reports/country-report/ERI>
- 63 “Cameroon Christians and Muslims Pray for Peace in Cameroon During AFCON,” VOA, January 7, 2022; <https://www.voanews.com/a/cameroon-christians-and-muslims-pray-for-peace-in-cameroon-during-afcon/6386702.html>
- 64 “Interreligious declaration of Abidjan: “Religions must be the basis of peace,” Agenzia Fides, March 1, 2022; http://www.fides.org/en/news/71741-AFRICA_IVORY_COAST_Interreligious_declaration_of_Abidjan_Religions_must_be_the_basis_of_peace
- 65 “The Central African Republic’s faith leaders are the country’s best hope for peace,” by Christine Luby, Religious News Service, March 8, 2021; <https://religionnews.com/2021/03/08/the-central-african-republics-faith-leaders-are-the-countrys-best-hope-for-peace/>
- 66 “Africa’s Sahel region facing ‘horrendous food crisis,’” World Food Programme, February 16, 2022; <https://news.un.org/en/story/2022/02/1112122>
- 67 “Africa’s Sahel region facing ‘horrendous food crisis,’” op. cit.
- 68 “The real costs of coltan mining in the DRC — report,” Mining.com, 1 June 2022; <https://www.mining.com/the-real-costs-of-coltan-mining-in-the-drc-report/>
- 69 “The real costs of coltan mining in the DRC — report,” op. cit.
- 70 “Addressing the enablers of coltan smuggling in the DRC requires holistic solutions,” By Oluwole Ojewale, The Africa Report, May 13, 2022; <https://www.theafricareport.com/203796/addressing-the-enablers-of-coltan-smuggling-in-the-drc-requires-holistic-solutions/>
- 71 Bishops after the serious incidents with the UN peacekeepers: “Anger is understandable, but violence is never tolerable,” Agenzia Fides, August 2, 2022, http://www.fides.org/en/news/72622-AFRICA_DR_CONGO_Bishops_after_the_serious_incidents_with_the_UN_peacekeepers_Anger_is_understandable_but_violence_is_never_tolerable
- 72 “UN: Well-Armed M23 Rebels Resurgent in DRC,” VOA, June 29, 2022; <https://www.voanews.com/a/un-well-armed-m23-rebels-resurgent-in-drc/6638775.html>
- 73 “DRC: Bishops warn of threat of Islamism in East Congo,” Aid to the Church in Need International, April 15, 2021; <https://acninternational.org/drc-bishops-warn-of-threat-of-islamism-in-east-congo/>
- 74 “Lithium and cobalt: A tale of two commodities,” by Marcelo Azevedo, Nicolò Campagnol, Toralf Hagenbruch, Ken Hoffman, Ajay Lala, and Oliver Ramsbottom, McKinsey & Company, June 22, 2018; <https://www.mckinsey.com/industries/metals-and-mining/our-insights/lithium-and-cobalt-a-tale-of-two-commodities>
- 75 Surveillance camera statistics: which cities have the most CCTV cameras?, by Paul Bischoff, Comparitech, July 11, 2022; <https://www.comparitech.com/vpn-privacy/the-worlds-most-surveilled-cities/> (accessed on 28 December 2022).
- 76 US Commission on International Religious Freedom (USCIRF), Annual Report 2022, China chapter: <https://www.uscirf.gov/annual-reports?country=36>
- 77 “Human Rights Watch Submission to the Universal Periodic Review of India,” Human Rights Watch, March 31, 2022, <https://www.hrw.org/news/2022/03/31/human-rights-watch-submission-universal-periodic-review-india>
- 78 Vatican News staff reporter, “India’s Karnataka state passes anti-conversion law despite opposition,” Vatican News, September 23, 2022, <https://www.vaticannews.va/en/church/news/2022-09/karnataka-passes-anti-conversion-law-despite-opposition.html>
- 79 “Uttarakhand tables bill to make anti-conversion law more stringent,” Hindustan Times, November 30, 2022, <https://www.hindustantimes.com/india-news/uttarakhand-tables-bill-to-make-anti-conversion-law-more-stringent-101669744981935.html>
- 80 https://www.constituteproject.org/constitution/Nepal_2015.pdf
- 81 2021 Report on International Religious Freedom: Nepal, US Department of State <https://www.state.gov/reports/2021-report-on-international-religious-freedom/nepal/>
- 82 US State Dept., “North Korea,” 2021 Report on International Religious Freedom <https://www.state.gov/reports/2021-report-on-international-religious-freedom/north-korea/> [accessed 15/07/22].
- 83 Marcus Holland, “Religious Persecution in North Korea,” Peterson Institute for International Economics, September 30, 2016 <https://www.piie.com/blogs/north-korea-witness-transformation/religious-persecution-north-korea> [accessed 15/07/22].
- 84 “At least 132 religious buildings destroyed since Myanmar coup,” Radio Free Asia, July 8, 2022 - <https://www.rfa.org/english/news/myanmar/religious-buildings-07082022181759.html#:~:text=According%20to%20information%20compiled%20by,%2C%20Mindat%2C%20Kanpetlet%20and%20Matupi> (accessed on 12th December 2022).
- 85 Shonali Thangiah, “Study: New Buddhist Extremism and the Challenges to Ethno-Religious Coexistence in Sri Lanka,” Minor matters, 22nd August 2018, <https://www.minormatters.org/en/blog/study-new-buddhist-extremism-and-the-challenges-to-ethno-religious-coexistence-in-sri-lanka> (accessed 31st January 2021); Andreas Johannson, “Violent Buddhist extremists are targeting Muslims in Sri Lanka,” The Conversation, April 26, 2018, <https://theconversation.com/violent-buddhist-extremists-are-targeting-muslims-in-sri-lanka-92951> (accessed September 14, 2022).

- 86 India will retain a Hindu majority but also will have the largest Muslim population of any country in the world, surpassing Indonesia. "The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050," Pew Research Center, April 2, 2015; <https://www.pewresearch.org/religion/2015/04/02/religion-projections-2010-2050/>
- 87 "USCIRF Releases New Report on India's State-Level Anti-Conversion Laws," United States Commission for International Religious Freedom, March 14, 2023. <https://www.uscifr.gov/release-statements/uscifr-releases-new-report-indias-state-level-anti-conversion-laws> (accessed on 28th March 2023).
- 88 "Buddhism," Britannica, last updated March 14, 2023, <https://www.britannica.com/topic/Buddhism>, (accessed 27th March 2023).
- 89 "Buddhism," Britannica, op. cit.
- 90 "The Buddhist schools: Theravada and Mahayana," Buddhnet, 2008, <https://www.buddhanet.net/e-learning/buddhistworld/schools1.htm>, (accessed March 27, 2023).
- 91 Chara Scroope, "Sri Lankan Culture," Cultural Atlas, 2016, <https://culturalatlas.sbs.com.au/sri-lankan-culture/sri-lankan-culture-religion>, (accessed 27th March 2023).
- 92 "Buddhism in Myanmar," Harvard Divinity School, <https://rpl.hds.harvard.edu/faq/buddhism-myanmar>, (accessed 27th March 2023).
- 93 "Buddhism in Myanmar," op. cit.
- 94 "The Rise of Buddhist Ethnonationalism and Military Impunity in Myanmar," By John Cosenza, 7 February 2020; <https://www.persecution.org/2020/02/07/rise-buddhist-ethnonationalism-military-impunity-myanmar/> (accessed 28.2.2022)
- 95 Kelly Pang, "Buddhism in China – Ancient History to Beliefs Today," China Highlights, August 23, 2021, <https://www.chinahighlights.com/travelguide/buddhism.htm>, (accessed March 27, 2023).
- 96 Kelly Pang, "Buddhism in China – Ancient History to Beliefs Today," op. cit.
- 97 "Sinicization: A New Ideological Robe for Religion in China," by Tom Harvey, Oxford house Research LTD., December 21, 2020; <https://www.oxfordhouse-research.com/sinicization-a-new-ideological-robe-for-religion-in-china/>
- 98 "Sinicization: A New Ideological Robe for Religion in China," op. cit.
- 99 Lee Clarke, What does Buddhism say about the idea of God? Best answer: 'it's complicated.' Are Buddhists theists, atheists or non-theists? Does it even matter?" Buddha Weekly, <https://buddhaweb.com/what-does-buddhism-say-about-the-idea-of-god-best-answer-its-complicated-are-buddhists-theists-atheists-or-non-theists-does-it-even-matter/>, (accessed March 27, 2023).
- 100 Lee Clarke, What does Buddhism say about the idea of God?, op. cit.
- 101 "Buddhism and the God-idea," Buddhnet, <https://www.buddhanet.net/e-learning/qanda03.htm>, (accessed March 27, 2023).
- 102 "Push to remove Quran from Egyptian textbooks faces backlash," Al-Monitor, February 22, 2021; <https://www.al-monitor.com/originals/2021/02/egypt-limit-quran-texts-religion-courses-education-extremism.html> (accessed March 12, 2023)
- 103 "Assessing Religious Freedom in Egyptian Curriculum Reform," United States Commission on International Religious Freedom, <https://www.uscifr.gov/sites/default/files/2022-08/2022%20Egypt%20Curriculum.pdf> (accessed December 26, 2022).
- 104 2021 Report on International Religious Freedom: Pakistan, June 2, 2022; <https://www.state.gov/reports/2021-report-on-international-religious-freedom/pakistan/>
- 105 State of Human Rights in 2021, Human Rights Commission of Pakistan, Lahore, 2022, <https://hrp-web.org/hrpweb/wp-content/uploads/2020/09/2022-State-of-human-rights-in-2021.pdf> (accessed 13th November 2022).
- 106 Peter Jacob, "Introduction," in Peter Jacob (ed.), Quality Education Vs Fanatic Literacy, Centre for Social Justice, Lahore, October 2020, p. 1, https://www.academia.edu/45499356/Quality_Education_Vs_Fanatic_Literacy (accessed 27th December 2022).
- 107 A. H. Nayyar, "Insensitivity of Pakistani School Education to Religious Diversity of the Nation," Asia-Pacific Human Rights Information Center (HURIGHTS OSAKA), pp. 75-89, <https://www.hurights.or.jp/archives/pdf/asia-s-ed/v07/10Pakistan.pdf> (accessed December 26, 2022).
- 108 Zaheer Ali & Utsa Mukherjee, "We are not equal citizens in any respect": citizenship education and the routinization of violence in the everyday lives of religious minority youth in Pakistan," *Diaspora, Indigenous, and Minority Education*, vol. 16, n° 4, 2022, pp. 246-258, <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/15595692.2022.2082405?needAccess=true&role=button> (accessed 23rd December 2022).
- 109 Stephanie Kramer, "Religious Composition of India," Pew Research Center, September 21, 2021, <https://www.pewresearch.org/religion/2021/09/21/religious-composition-of-india/> (accessed 22nd December 2022).
- 110 Andrea Malji, "The Rise of Hindu Nationalism and Its Regional and Global Ramifications," *The Association for Asian Studies*, Volume 23:1, Spring 2018, <https://www.asianstudies.org/publications/aaa/archives/the-rise-of-hindu-nationalism-and-its-regional-and-global-ramifications/> (accessed 26th December 2022).
- 111 Professor S Irfan Habib author, lecturer and the former Abul Kalam Azad Chair at the National University for Educational Planning and Administration (NUEPA), New Delhi
- 112 "School Social Science Textbook Revisions in India Kick Up Controversy," By Kavita Chowdhury, *The Diplomat*, 27 July 2022; <https://thediplomat.com/2022/07/school-social-science-textbook-revisions-in-india-kick-up-controversy/> (accessed March 12, 2023)
- 113 "School Social Science Textbook Revisions in India Kick Up Controversy," op. cit.
- 114 Eldad J. Pardo, "Review of Selected Saudi Textbooks 2020–21," *IMPACT-se*, December 2020, p. 15, <https://www.impact-se.org/wp-content/uploads/Review-of-Selected-Saudi-Textbooks-2020-21.pdf> (accessed December 29, 2022).
- 115 "Jihad in the way of Allah is the climax of Islam [the peak of the hump of Islam]. Allah has mandated it to oppose anyone who lurks in the flanks of Muslims, which requires overall readiness and preparation for mobilization at any moment, if the ruler calls for it." *Ibid*, p. 13.
- 116 "The Punishment of Apostasy in the World. The punishment of apostasy is death, as several texts in the Sunnah explain this verdict. If an apostate asks to repent and maybe return to his religion, the door of repentance will open to him. If he repents, Allah will forgive him for his sin and won't deem his former deeds worthless. His Punishment in the Afterlife If the apostate dies, his punishment will be eternity in Hell and then his righteous deeds prior to his apostasy will be considered worthless, because the Almighty said: 'And whoever of you reverts from his religion [to disbelief] and dies while he is a disbeliever—for those, their deeds have become worthless in this world and the Hereafter, and those are the companions of the Fire, they will abide therein eternally.' (Quran, Al-Baqarah [The Cow] 27)." *Ibid*, p. 16.
- 117 "Apostolic journey of his Holiness Pope Francis to Iraq," *Vatican.va*, <https://www.vatican.va/content/francesco/en/travels/2021/outside/documents/papa-francesco-iraq-2021.html> (accessed September 3, 2022).
- 118 "Iraq declares 6 March "National Day of Tolerance and Coexistence,"" *Vatican News*, March 6, 2021, <https://www.vaticannews.va/en/pope/news/2021-03/ayuso-joy-over-meeting-with-grand-ayatollah-al-sistani.html> (accessed September 3, 2022).
- 119 Sami Hegazi, "Egypt adopted comprehensive approach to promote human rights and fundamental freedoms," *Daily News*, March 2, 2022, <https://dailynewsegyp.com/2022/03/02/775207/> (accessed November 11, 2022).
- 120 National Human Rights Strategy, Supreme Standing Committee for Human Rights, The Arab Republic of Egypt 2021-2026, pp. 38-42, <https://sschr.gov.eg/media/gapb5bq4/national-human-rights-strategy.pdf> (accessed November 13, 2022).
- 121 "The road to Naya Pakistan - PTI Manifesto 2018," p. 22, Prime Ministers Office, <https://pmo.gov.pk/documents/manifesto-pti.pdf> (accessed November 19, 2022).
- 122 "Appello di un politico cattolico: 'No' a norme e annunci di lavoro che discriminano e disonorano le minoranze religiose," *Agenzia Fides*, July 7, 2021, http://www.fides.org/it/news/70461-ASIA_PAKISTAN_Appello_di_un_politico_cattolico_No_a_norme_e_annunci_di_lavoro_che_discriminano_e_disonorano_le_minoranze_religios (accessed November 19, 2022).
- 123 Z.A. Khan, "The displaced," *The News*, 31st March 2021, <https://www.thenews.com.pk/tns/detail/807271-the-displaced> (accessed November 18, 2022).
- 124 "Pakistan bombing kills dozens in Shi'a mosque in Peshawar," *BBC News*, March 4, 2022, <https://www.bbc.com/news/world-asia-60617108> (accessed January 29, 2023).

- 125 "Arabs are losing faith in religious parties and leaders," Arab Barometer, December 5, 2019, <https://www.arabbarometer.org/2019/12/arabs-are-losing-faith-in-religious-parties-and-leaders/> (accessed December 13, 2022).
- 126 Ammar Maleki, Poyan Tamimi Arab, "Iranians' Attitudes Toward Religion: A 2020 Survey Report, Gamaan," August 2020, <https://gamaan.org/wp-content/uploads/2020/09/GAMAAN-Iran-Religion-Survey-2020-English.pdf> (accessed December 13, 2022).
- 127 ASIA/HOLY LAND - Christian homes also bombed in Gaza. Bishop Marcuzzo: the Israeli reaction is not "proportionate," Fides, May 14, 2021, http://www.fides.org/en/news/70118-ASIA_HOLY LAND_Christian_homes_also_bombed_in_Gaza_Bishop_Marcuzzo_the_Israeli_reaction_is_not_proportionate (accessed December 14, 2022).
- 128 Stuart Winer, Jerusalem church leaders: 'Radical' Israeli groups driving Christians from Holy Land, The Times of Israel, <https://www.timesofisrael.com/jerusalem-church-leaders-warn-radical-groups-driving-christians-from-holy-land/> (accessed December 13, 2022).
- 129 Carrie Keller-Lynn, Netanyahu puts extremist homophobic politician in charge of Israel's Jewish identity, The Times of Israel, November 27, 2022, <https://www.timesofisrael.com/netanyahu-puts-extremist-homophobic-politician-in-charge-of-israels-jewish-identity/> (accessed December 14, 2022).
- 130 Rabih Damaj, Jews thrive in UAE following Abraham Accords, Al Monitor, 1st October 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/09/jews-thrive-uae-following-abraham-accords> (accessed December 13, 2022).
- 131 Lebanon's Economic Update — April 2022, The World Bank, <https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/publication/economic-update-april-2022> (accessed December 14, 2022).
- 132 Syria's Economic Update — April 2022, The World Bank, 14th April 2022, <https://www.worldbank.org/en/country/syria/publication/economic-update-april-2022> (accessed December 14, 2022).
- 133 The World Bank in Iraq, World Bank, 1st June 2022, <https://www.worldbank.org/en/country/iraq/overview> (accessed December 14, 2022).
- 134 ASIA/IRAQ - Around 20 families a month: Patriarch Sako laments the emigration of Iraqi Christians, Fides, November 25, 2022, <http://www.fides.org/en/news/73095> (accessed December 14, 2022).
- 135 Kareem Chehayeb, "Thousands stuck as Lebanese authorities suspend passport renewals," Al Jazeera, April 29, 2022: <https://www.aljazeera.com/news/2022/4/29/thousands-stuck-lebanese-authorities-suspend-passport-renewals> (accessed February 18, 2023).
- 136 Najia Houssari, "Lebanon halts passport renewals as fears of exodus grow," Arab News, April 29, 2022: <https://www.arabnews.com/node/2073426/middle-east> (accessed February 18, 2023).
- 137 "Online passport platform to be phased out 'within a month': General Security," L'Orient Today, January 27, 2023: <https://today.lorientlejour.com/article/1326139/online-passport-platform-to-be-phased-out-within-a-month-general-security.html> (accessed February 18, 2023).
- 138 Robert McKelvey, "Wings clipped for Lebanon's soaring emigration as passport renewal process slows," Al Arabiya English, July 1, 2022: <https://english.alarabiya.net/News/middle-east/2022/07/01/Wings-clipped-for-Lebanon-s-soaring-emigration-as-passport-renewal-process-slows> (accessed February 18, 2023).
- 139 Kareem Chehayeb, "Thousands stuck as Lebanese authorities suspend passport renewals," op. cit., (accessed February 18, 2023).
- 140 Doreen Abi Raad, "Cardinal decries migrant 'boats of death' from Lebanon," Catholic News Service, September 27, 2022: <https://www.ucanews.com/news/cardinal-decries-migrant-boats-of-death-from-lebanon/98899> (accessed February 21, 2023).
- 141 Kareem Chehayeb, "Protesters in Beirut smash banks as Lebanese pound spirals," AP News, February 16, 2023: <https://apnews.com/article/lebanon-business-financial-crisis-poverty-b361ed89149314552aca0238dbac35ef> (accessed February 18, 2023).
- 142 United Nations, ONU Info, October 22, 2022: <https://news.un.org/fr/story/2022/10/1129077> (accessed February 22, 2023).
- 143 Robert McKelvey, "Wings clipped for Lebanon's soaring emigration as passport renewal process slows," op. cit. (accessed February 18, 2023).
- 144 Wendell Steavenson, "In Lebanon, parents are abandoning their children in orphanages," The Economist, January 31, 2023: <https://www.economist.com/1843/2023/01/31/in-lebanon-parents-are-abandoning-their-children-in-orphanages> (accessed February 18, 2023).
- 145 Food and Agriculture Organisation, January 19, 2023: <https://www.fao.org/lebanon/news/detail-events/en/c/1628803/> (accessed February 22, 2023).
- 146 World Bank, Lebanon Economic Monitor: The Great Denial, Winter 2021, p. xi: <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36862/LEM%20Economic%20Monitor%20Fall%202021.pdf?sequence=2&isAllowed=y> (accessed February 18, 2023). UN Office of the High Commissioner on Human Rights, Press Release: Lebanon: UN expert warns of 'failing State' amid widespread poverty, op. cit. (accessed February 18, 2023).
- 147 Adam Lammon, "Hezbollah Financier Arrested as Lebanon Teeters Toward Collapse," The National Interest, March 3, 2023: <https://nationalinterest.org/blog/lebanon-watch/hezbollah-financier-arrested-lebanon-teeters-toward-collapse-206266> (accessed March 4, 2023).
- 148 Najia Houssari, "Thieving from the dead: Lebanon criminals touch new low," Arab News, March 3, 2023: <https://www.arabnews.com/node/2261861/middle-east> (accessed March 4, 2023).
- 149 Fady Noun, "Lebanon crisis fuels brain drain and mass exodus," Asianews.it, June 4, 2022: <https://www.asianews.it/news-en/Lebanon-crisis-fuels-brain-drain-and-mass-exodus-55526.html> (accessed February 22, 2023).
- 150 International Covenant on Civil and Political Rights, United Nations, 1967; https://treaties.un.org/doc/treaties/1976/03/19760323%2006-17%20am/ch_iv_04.pdf
- 151 "Through the Looking Glass," Lewis Carroll
- 152 See e.g. Government of Canada, "Bill C-16: An Act to Amend the Canadian Human Rights Act and the Criminal Code," October 18, 2016, at: <https://www.justice.gc.ca/eng/csj-sjc/pl/identity-identite/statement-enonce.html> (accessed 15th December 2022).
- 153 Practice Direction 59, British Columbia Supreme Court, December 16, 2020; https://www.bccourts.ca/supreme_court/practice_and_procedure/practice_directions/civil/PD-59_Forms_of_Address_for_Parties_and_Counsel_in_Proceedings.pdf
- 154 "B.C. courts asking for 'correct pronouns' is state-mandated identity politics by Bruce Parly, February 9, 2021; <https://nationalpost.com/opinion/bruce-parly-b-c-courts-asking-for-correct-pronouns-is-state-mandated-identity-politics>
- 155 "2021 Report on International Religious Freedom: Malta," Office of International Religious Freedom, US State Department, op. cit.
- 156 "New bill may stifle freedom of conscience, religion, Malta bishops warn," By Junno Arocho Esteves, Catholic News Service, September 15, 2020; <https://www.catholicregister.org/home/international/item/32087-new-bill-may-stifle-freedom-of-conscience-religion> (last accessed 19.12.2022)
- 157 "H. Res. 8 - Adopting the Rules of the House of Representatives for the One Hundred Seventeenth Congress, and for other purposes," Committee on Rules, 1 January 2021; <https://rules.house.gov/bill/117/h-res-5>
- 158 "Fact check: US House members can use gendered language; rules change affected one document," USA Today; <https://eu.usatoday.com/story/news/factcheck/2021/01/16/fact-check-house-rules-only-changed-gendered-language-one-document/4175388001/>
- 159 "Pelosi and McGovern Unveil Details of Rules Package for the 117th Congress," Committee on Rules, January 1, 2021; <https://rules.house.gov/press-releases/pelosi-and-mcgovern-unveil-details-rules-package-117th-congress>
- 160 Cf. UIN HL3803, table on November 28, 2022, at: <https://questions-statements.parliament.uk/written-questions/detail/2022-11-28/hl3803> (accessed December 15, 2022).
- 161 See e.g.: Mackereth v Department for Work and Pensions & Anor [2022] EAT 99, at: [https://www.bailii.org/cgi-bin/format.cgi?doc=/uk/cases/UKCAT/2022/99.html&query=\(title:\(+mackereth+\)\)](https://www.bailii.org/cgi-bin/format.cgi?doc=/uk/cases/UKCAT/2022/99.html&query=(title:(+mackereth+))) (accessed December 15, 2022).
- 162 ECHR, Kokkinakis v Greece, Application no. 14307/88, Judgment of May 25, 1993, § 31, at: <https://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-57827> (accessed December 15, 2022).
- 163 Council of Europe, Committee of Ministers, "The Russian Federation is Excluded from the Council of Europe," March 16, 2023, at: <https://www.coe.int/en/web/portal/-/the-russian-federation-is-excluded-from-the-council-of-europe> (accessed March 10, 2023).

- 164 Council of Europe, “Russia Ceases to be a Party to the European Convention on Human Rights,” September 16, 2022, at: <https://www.coe.int/en/web/portal/-/russia-ceases-to-be-party-to-the-european-convention-on-human-rights#:~:text=Six%20months%20after%20its%20exclusion,Rights%20on%2016%20September%202022> (accessed March 10, 2023).
- 165 Ibid.
- 166 OSCE, Comprendre i crimini d'odio contro i musulmani, <https://www.osce.org/files/f/documents/b/9/495232.pdf> (accessed November 12, 2022).
- 167 Gilda Giusti, Calenzano: strappa il burqa e spinge donna incinta giù dal treno. Denunciato un pendolare, “Firenze Post,” July 23, 2022, <https://www.firenzepost.it/2022/07/23/calenzano-strappa-il-burqa-e-spinge-donna-incinta-giu-dal-treno-denunciato-un-pendolare/> (accessed November 11, 2022).
- 168 Hannah Brockhaus, “Pope Francis saddened by murder of French priest Fr. Olivier Maire,” Catholic News Agency, August 11, 2021, <https://www.catholicnewsagency.com/news/248650/pope-francis-saddened-by-murder-of-french-priest-fr-olivier-maire> (accessed November 8, 2022).
- 169 “France announces more funding for church security after recent attacks,” Church Times, February 4, 2022; <https://www.churchtimes.co.uk/articles/2022/4-february/news/world/france-announces-more-funding-for-church-security-after-recent-attacks>
- 170 “Sacristan brutally beaten up while praying,” OIAC Europe, September 29, 2022, <https://www.intoleranceagainstchristians.eu/index.php?id=12&case=6245> (accessed January 18, 2023).
- 171 “Decapitan la cabeza del niño Jesús del belén de San Lorenzo del Escorial,” TeleMadrid, December 7, 2021, <https://www.telemadrid.es/programas/telenoticias-1/Vandalizado-San-Lorenzo-Escorial-inaugurado-2-2403079690--20211207040055.html> (accessed December 17, 2022).
- 172 “Prenden fuego a la fachada de la iglesia de San Vicente Ferrer en Castellón,” TeleMadrid, October 28, 2021, <https://castellondiarario.com/prenden-fuego-a-la-fachada-de-la-iglesia-de-san-vicente-ferrer-en-castellon/> (accessed December 17, 2022).
- 173 European Commission, “Commission Staff Working Document: Bosnia and Herzegovina 2022 Report,” October 12, 2022, SWD(2022) 336 final, p. 30, available at: https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/bosnia-and-herzegovina-report-2022_en accessed March 17, 2023), pp. 33-34.
- 174 Ibid., p. 32.
- 175 See: Dilek Latif. 2022. Dilemmas of Religious Education, Freedom of Religion and Education in Cyprus. Religions 13: 96. <https://doi.org/10.3390/rel13020096> (accessed December 7, 2022).
- 176 European Commission, Key Findings of the 2022 Religious Freedom Report on Albania, October 12, 2022, at: https://ec.europa.eu/commission/press-corner/detail/en/COUNTRY_22_6091 (accessed 19 November 2022).
- 177 Office for Democratic Institutions and Human Rights, “Hate Crime Reporting – Finland,” Organization for Security and Co-operation in Europe, <https://hatecrime.osce.org/finland>, (accessed 13th March 2023).
- 178 Euronews, Finland’s Former Interior Minister Acquitted of Inciting Anti-LGBT Hate Speech, March 30, 2022, at: <https://www.euronews.com/2022/03/30/finland-s-former-interior-minister-acquitted-of-inciting-anti-lgbt-hate-speech> (accessed March 10, 2023). The State Prosecutor has filed an appeal and as of the writing of this analysis, the case remains pending. See: Catholic News Agency, “Bible Tweet Trial: Finland’s State Prosecutor Files Appeal,” May 3, 2022, at: <https://www.catholicnewsagency.com/news/251119/bible-tweet-trial-finland-s-state-prosecutor-files-appeal> (accessed March 10, 2023).
- 179 Practice Direction 59, British Columbia Supreme Court, December 16, 2020; https://www.bccourts.ca/supreme_court/practice_and_procedure/practice_directions/civil/PD-59_Forms_of_Address_for_Parties_and_Counsel_in_Proceedings.pdf
- 180 Cf. “B.C. courts asking for ‘correct pronouns’ is state-mandated identity politics by Bruce Parly, February 9, 2021; <https://nationalpost.com/opinion/bruce-parly-b-c-courts-asking-for-correct-pronouns-is-state-mandated-identity-politics>
- 181 Mackereth v Department for Work and Pensions & Anor, [2022] EAT 99, at: [https://www.bailii.org/cgi-bin/format.cgi?doc=/uk/cases/UKEAT/2022/99.html&query=\(title:+mackereth+\)](https://www.bailii.org/cgi-bin/format.cgi?doc=/uk/cases/UKEAT/2022/99.html&query=(title:+mackereth+)) (accessed December 20, 2022).
- 182 BBC News, “Oxford Transgender Row Teacher Hearing Extended,” January 13, 2023, at: <https://www.bbc.com/news/uk-england-oxfordshire-64250809> (accessed March 16, 2023).
- 183 “Christian Politician In Finland, Grandmother Of Six, On Trial After Posting Bible Tweet,” The Daily Wire, January 24, 2022; https://www.dailywire.com/news/christian-politician-in-finland-grandmother-of-six-on-trial-after-posting-bible-tweet?%3Futm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=dwtwitter
- 184 “Finnish Member of Parliament marks one-year court victory anniversary while facing new free speech trial,” ADF International, March 28, 2023; <https://adfinternational.org/finnish-mp-marks-court-victory-anniversary/>
- 185 “Päivi Räsänen and Juhana Pohjola of the Luther Foundation face charges of incitement against a group of people,” National Prosecution Authority, Finland, March 29, 2021; <https://syyttajalaitos.fi/-/paivi-rasaselle-ja-luther-saation-juhana-pohjolalle-syytteet-kiihottamisesta-kansanryhmaa-vastaan>
- 186 “Finnish Member of Parliament marks one-year court victory anniversary while facing new free speech trial,” op. cit.
- 187 “Finnish Member of Parliament marks one-year court victory anniversary while facing new free speech trial,” op. cit.
- 188 “Finnish Member of Parliament marks one-year court victory anniversary while facing new free speech trial,” op. cit.
- 189 Päivi Räsänen: “I am ready to defend freedom of speech and religion in the higher courts,” Press Statement, May 3, 2022; <https://www.paivirasanen.fi/en/>
- 190 <https://acninternational.org/nicaragua-acn-deeply-concerned-with-the-situation-of-the-church-and-the-sentencing-of-bishop-rolando-alvarez-to-26-years-in-prison/>
- 191 <https://acninternational.org/nicaraguathe-lies-are-almost-as-dangerous-as-the-bullets-because-they-create-a-psychosis-of-war/>
- 192 <https://acninternational.org/nicaragua-leads-religious-persecution-in-latin-america/>
- 193 <https://www.articulo66.com/wp-content/uploads/2022/05/Profanaciones-y-ataque-a-la-iglesia-catolica-1.pdf>
- 194 “Ministerio de Justicia y Derechos Humanos – Decreto que concedió indulto particular a condenado por delito de incendio en inmueble habitado en grado frustrado, daños a bien de uso público y hurto simple en lugar de culto,” Boletín Jurídico del Observatorio de libertad religiosa de América Latina y el Caribe, N° 4 (Year 18), January 2023, <http://ojs.uc.cl/index.php/bjur/article/view/56679> (accessed January 31, 2023).
- 195 “UNHCR calls on States to refrain from forced returns of Haitians,” United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), November 3, 2022, <https://www.unhcr.org/news/press/2022/11/6363acd64/unhcr-calls-states-refrain-forced-returns-haitians.html> (accessed April 2, 2023).
- 196 Wendy Fry, “Asesinan a párroco en Tecate, Baja California,” San Diego Union-Tribune, May 22, 2022, <https://www.sandiegouniontribune.com/en-espanol/noticias/bc/articulo/2022-05-22/asesinan-a-parroco-en-tijuana> (accessed April 2, 2023).
- 197 “Mexico’s Guadalupe pilgrimage draws huge crowd after one-year absence,” Reuters, December 12, 2021; <https://www.reuters.com/world/americas/mexicos-guadalupe-pilgrimage-draws-huge-crowd-after-one-year-absence-2021-12-12/>
- 198 Lissette Romero, “Fiesta por la Virgen de Guadalupe regresa sin restricciones,” Los Angeles Times, December 12, 2022, <https://www.latimes.com/espanol/mexico/articulo/2022-12-12/fiesta-por-la-virgen-de-guadalupe-regresa-sin-restricciones> (accessed February 1, 2023).
- 199 Giselle Vargas, “Una multitud retoma peregrinación de Semana Santa tras dos años de suspensión por pandemia,” ACI Prensa, April 11, 2022, <https://www.aciprensa.com/noticias/una-multitud-retoma-peregrinacion-de-semana-santa-tras-dos-anos-de-suspension-por-pandemia-53904> (accessed 31st January 2023).
- 200 Giselle Vargas, «Internos y comunidad diocesana realizan Vía Crucis en penal de Argentina,” ACI Prensa, April 7, 2022, <https://www.aciprensa.com/noticias/internos-y-comunidad-diocesana-realizan-via-crucis-en-penal-de-argentina-50936> (accessed January 31, 2023).
- 201 “El fervor volvió a las calles de Medellín con el Viacrucis,” El Colombiano, April 15, 2022, <https://www.elcolombiano.com/antioquia/volvio-el-viacrucis-en-semana-santa-a-medellin-MB17255696> (accessed February 1, 2023).
- 202 Norma Pineda, “Santa Bárbara: trinitecos encarnan la Pasión de Cristo,” La Prensa, April 15, 2022, <https://www.laprensa.hn/honduras/santa-barbara-trinitecos-encarnan-pasion-de-cristo-CN7539501#image-1> (accessed January 31, 2023).

- 203 “Semana Santa en Paraguay: las mejores actividades para celebrar en familia en Tañarandy y Yaguarón,” Nea Hoy, April 10, 2022, <https://www.neahoy.com/2022/04/10/semana-santa-en-paraguay-las-mejores-actividades-para-celebrar-en-familia-en-tanarandy-y-yaguaron/> (accessed February 1, 2023).
- 204 “Perú: Semana Santa 2022: estas son las celebraciones más famosas de Perú,” Infobae, March 31, 2022, <https://www.infobae.com/america/peru/2022/03/31/semana-santa-2022-estas-son-las-celebraciones-mas-famosas-en-peru/> (accessed February 1, 2023).
- 205 Josué Alvarado, “Semana Santa: comunidad católica regresa a las calles para las tradicionales procesiones,” El Observador, April 10, 2022, <https://observador.cr/comunidad-catolica-regresa-a-las-calles-para-las-tradicionales-procesiones/> (accessed January 31, 2023).
- 206 “En el sur del país se realizaron algunas actividades eclesiológicas y culturales por Semana Santa,” Teleamazonas, April 15, 2022, <https://www.teleamazonas.com/en-el-sur-del-pais-se-realizaron-algunas-actividades-eclésiasticas-y-culturales-por-semana-santa/> (accessed January 31, 2023).
- 207 “Venezuela celebra Semana Santa tras dos años de confinamiento,” Voz de América, April 14, 2022, <https://www.vozdeamerica.com/a/venezuela-celebra-semana-santa-tras-dos-anos-de-confinamiento/6529134.html> (accessed February 1, 2023).
- 208 Edgard Ávila, “Más de 2 mil policías formarán parte del operativo especial de Semana Santa en Puebla,” El Universal, April 7, 2022, <https://www.eluniversal.com.mx/estados/semana-santa-2022-mas-de-2-mil-policias-formaran-parte-del-operativo-especial-en-puebla/> (accessed February 1, 2023).
- 209 Andrea Domínguez and Raúl Barreno C., “Semana Santa 2022: Más de medio millón de personas llegan a La Antigua Guatemala y activan el turismo después de dos años de restricciones,” Prensa Libre, April 10, 2022, <https://www.prensalibre.com/guatemala/comunitario/semana-santa-2022-mas-de-medio-millon-de-personas-llegan-a-la-antigua-guatemala-despues-de-dos-anos-de-restricciones/>; “La Semana Santa de Guatemala es declarada patrimonio de la humanidad por la Unesco,” Prensa Libre, November 30, 2022, https://www.prensalibre.com/guatemala/comunitario/la-unesco-declara-la-semana-santa-de-guatemala-patrimonio-de-la-humanidad-breaking/?utm_source=modulosPL&utm_medium=linkinterno&utm_campaign=ux (accessed January 31, 2023).
- 210 Marcelo Jaldín, “Cuando San Roque le ganó a San Bernardo la fiesta que ahora es patrimonio mundial,” La Razón, August 28, 2022, <https://www.la-razon.com/la-revista/2022/08/28/cuando-san-roque-le-gano-a-san-bernardo-la-fiesta-que-ahora-es-patrimonio-mundial/> (accessed January 31, 2023).
- 211 “Comunicado Obispado de Iquique en vísperas Fiesta Virgen del Carmen de La Tirana,” Iglesia.cl, July 15, 2022, <http://www.iglesia.cl/44387-comunicado-obispado-de-iquique-en-visperas-fiesta-virgen-del-carmen-de-la-tirana.html> (accessed January 31, 2023).
- 212 Cristián Núñez y Florencia Ortiz, “Fiesta de La Tirana: templo se encuentra abierto pese a suspensión y Obispado arriesga sumarios,” Bío Bío Chile, July 14, 2022, <https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/region-de-tarapaca/2022/07/14/fiesta-de-la-tirana-templo-se-encuentra-abierto-pese-a-suspension-y-obispado-arriesga-sumarios.shtml> (accessed January 31, 2023).
- 213 “La Policía de Nicaragua prohíbe procesiones y conmemoración de la Biblia,” La Prensa, September 22, 2022, <https://www.laprensa.hn/mundo/la-policia-de-nicaragua-prohibe-procesiones-y-conmemoracion-de-la-biblia-DH10172414> (accessed February 1, 2023).
- 214 Jason Horowitz and Jane Arraf, “Pope Francis meets Iraq’s top ayatollah as both urge peace,” The New York Times, March 6, 2021, <https://www.nytimes.com/2021/03/06/world/europe/pope-francis-iraq-ayatollah-sistani.html> (accessed December 14, 2022).
- 215 “ASIA/IRAQ - Christian-Shiite dialogue Conference scheduled for March 2023, two years after the Pope’s visit,” Fides, December 10, 2022, <http://www.fides.org/en/news/73151> (accessed December 14, 2022).
- 216 “A document on Human fraternity for world peace and living together,” Vatican.va, https://www.vatican.va/content/francesco/en/travels/2019/outside/documents/papa-francesco_20190204_documento-fratellanza-umana.html (accessed December 14, 2022).
- 217 Jayson Casper, “Pope Francis Secures Favorable Fatwa for Iraq’s Christians,” Christianity Today, March 7, 2021, <https://www.christianitytoday.com/news/2021/march/iraq-pope-francis-ayatollah-sistani-shiite-christian-fatwa.html> (accessed December 14, 2022).
- 218 Mostafa Boroujerdi, “Analysis of Pope Francis’s Trip to Iraq and His Visiting Grand Ayatollah al-Sistani,” IPIS, March 2021, <https://ipis.ir/en/subject-view/633538/Analysis-of-Pope-Francis%E2%80%99s-Trip-to-Iraq-and-His-Visiting-Grand-Ayatollah-al-Sistani> (accessed December 14, 2022).
- 219 “ASIA/IRAQ - Christian-Shiite dialogue Conference scheduled for March 2023, two years after the Pope’s visit,” Fides, December 10, 2022, <http://www.fides.org/en/news/73151> (accessed December 14, 2022).
- 220 “Highlight of Ahmed Al-Tayeb’s speech at the Bahrain Forum,” Gulf News, November 4, 2022, <https://gulfnews.com/world/gulf/bahrain/highlight-of-ahmed-al-tayeb-s-speech-at-the-bahrain-forum-1.1667571272125> (accessed December 15, 2022).

Copyright et citations

Veuillez consulter les droits pour chaque photographie. Sauf indication contraire, tous les documents sont libres d'être cités, en mentionnant la source suivante : *Religious Freedom in the World 2023*, Aid to the Church in Need International, Juin 2023.

<https://acninternational.org/religiousfreedomreport>

Demandes des médias

Veuillez contacter Mario Bard, AED Canada, com@acn-canada.org

Avertissement

Tous les efforts possibles ont été entrepris pour s'assurer que les normes éditoriales soient respectées pour la production du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde. Toutefois, en présentant ce rapport, l'Aide à l'Église en Détresse (Aid to the Church in Need) reconnaît qu'elle n'a pas eu la possibilité de vérifier de façon indépendante l'intégralité des informations qui y sont exposées. Le rapport s'appuie sur de multiples sources et présente des études de cas dans le but de faire la lumière sur la nature et la gravité des violations de la liberté religieuse. Il convient de ne pas accorder une importance indue aux cas qui ont été choisis pour être examinés. Ils sont présentés à titre d'exemples et pour illustrer la situation en matière de liberté religieuse. Dans de nombreux cas, d'autres exemples conviendraient tout autant. Les opinions exprimées sont celles des personnes ayant participé à la compilation des divers documents contenus dans ce rapport. Elles ne sont pas nécessairement celles de l'Aide à l'Église en Détresse.

Sauf indication contraire, toutes les données sur les pays, la démographie religieuse et le PIB par habitant (PPP ajusté, pour permettre la comparaison entre les pays) proviennent des dernières informations disponibles de : Todd M. Johnson and Brian J. Grim, eds. *World Religion Database* (Leiden/Boston: Brill, 2020) www.worldreligiondatabase.org. Les chiffres de l'indice GINI sont les derniers disponibles sur le site www.databank.worldbank.org. L'indicateur GINI mesure l'inégalité des revenus et la répartition de la consommation, un indice Gini de 0 représente l'égalité parfaite, tandis qu'un indice de 100 implique une inégalité totale.

#Ne fermez pas les yeux sur la persécution religieuse

Lire la suite

www.acninternational.org/religiousfreedomreport



Aide à l'Église en Détresse-AED

Œuvre de bienfaisance catholique fondée en 1947 pour aider les réfugiés de guerre, l'AED est reconnue comme œuvre pontificale depuis 2011 et se consacre au service des chrétiens dans le monde, par l'information, la prière et l'action, partout où ils sont persécutés, opprimés ou souffrent de détresses matérielles. L'AED soutient chaque année une moyenne de 5 000 projets dans plus de 130 pays, grâce à des dons privés, l'œuvre ne recevant aucun financement public.

ACN Canada

P.O. Box 670, Station H
Montreal (Quebec) Canada
H3G 2M6
Tel: (514) 932-0552
EMail: com@acn-canada.org
www.acn-canada.org



Nos bureaux dans le monde :

Allemagne

info@acn-deutschland.org
www.acn-deutschland.org

Corée

info@acn-korea.org
www.acn-korea.org

Mexique

info@acn-mexico.org
www.acn-mexico.org

Australie

info@acn-australia.org
www.acn-australia.org

Espagne

info@acn-espana.org
www.acn-espana.org

Pays-Bas

info@acn-nederland.org
www.acn-nederland.org

Autriche

info@acn-oesterreich.org
www.acn-oesterreich.org

États-Unis

info@acn-usa.org
www.acn-usa.org

Philippines

info@acn-philippines.org
www.acn-philippines.org

Belgique

info@acn-belgique.org
www.acn-belgique.org

France

info@aed-france.org
www.aed-france.org

Pologne

info@acn-polska.org
www.acn-polska.org

Brésil

info@acn-brasil.org
www.acn-brasil.org

Irlande

info@acn-ireland.org
www.acn-ireland.org

Portugal

info@acn-portugal.org
www.acn-portugal.org

Canada

info@acn-canada.org
www.acn-canada.org

Italie

info@acn-italia.org
www.acn-italia.org

Royaume-Uni

info@acn-uk.org
www.acn-uk.org

Chili

info@acn-chile.org
www.acn-chile.org

Luxembourg

info@acn-luxemburg.org
www.acn-luxemburg.org

Slovaquie

info@acn-slovensko.org
www.acn-slovensko.org

Colombie

info@acn-colombia.org
www.acn-colombia.org

Malte

info@acn-malta.org
www.acn-malta.org

Suisse

info@acn-schweiz.org
www.acn-schweiz.org